

Le conflit indochinois

Phnom-Penh ne négociera pas avant le retrait des « occupants »

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 9 C\$; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; France, 20 fr.; Iran, 300 rials; Israël, 300 L.; Liban, 175 L.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr. S.S.; Thaïlande, 10 baht.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4204-23 Paris

Tél. Paris 26 60 97 2

Tél. 246-72-23

La visite du président Carter en France

Les limites de la non-prolifération nucléaire

Avant de quitter Washington, M. Carter avait clairement laissé entendre que son séjour à New-Delhi serait dominé par l'éloge de la démocratie qu'il voulait prononcer devant le Parlement indien. Le séjour du président risque fort, cependant, de passer à l'histoire, non pas pour cette intervention gênante, mais pour l'incident significatif qui a eu lieu mardi à l'issue de sa rencontre avec M. Desai : ignorant que des micros étaient restés branchés, le président des États-Unis « confia » à M. Vance, ce premier ministre indien était resté « intraitable » sur la question de la prolifération nucléaire et qu'il conviendrait de lui rappeler, par une lettre « froide et directe », la position de Washington.

L'épisode est symbolique des difficultés que les États-Unis rencontrent pour imposer des contraintes difficilement compatibles avec le respect de la souveraineté nationale de leurs amis. La controverse avec l'Inde, qui souffre d'un grave manque d'énergie nucléaire, porte sur les livraisons d'uranium enrichi américain : pour les poursuivre, les États-Unis voudraient étendre leurs contrôles à toutes les installations nucléaires indiennes. Car l'expérience nucléaire effectuée en 1974 par New-Delhi a confirmé ce que l'on soupçonnait depuis longtemps : les programmes nucléaires « civils » peuvent facilement être détournés à des fins militaires.

M. Desai n'a pas cédé aux demandes de M. Carter, qui n'en a pas moins donné le feu vert pour de nouvelles livraisons d'uranium enrichi et d'eau lourde. Cela ne signifie pas que l'affaire est réglée : elle rebondira à coup sûr lorsque le Congrès américain adoptera une législation limitant encore plus les transferts de technologie et de matériel nucléaires.

Encore ces limitations, qui vont dans le même sens que les directives du Club de Londres arrêtées pour renforcer les contrôles, désormais jugés insuffisants, prévus par le traité de non-prolifération (T.N.P.), ne supprimeront-elles pas tout les possibilités de détournement ? Une étude officielle américaine, réalisée en 1977, montre qu'un pays qui en aurait la volonté politique et qui aurait un niveau technologique très moyen — celui de la petite industrie chimique, par exemple, — serait capable en quelques mois de construire une usine de retraitement « grossière » capable de produire quotidiennement quelques kilos de plutonium : de quoi donc se doter d'un armement nucléaire.

La lutte contre la prolifération peut prendre plusieurs formes : politique tout d'abord, comme le prévoient le T.N.P. et divers accords bilatéraux existants ; technique ensuite, par la limitation des transferts de technologie ou par leur mise sous surveillance accrue, comme l'organisent les directives de Londres.

Face aux pays de plus en plus nombreux qui, s'inspirant du T.N.P., réclament, en échange du contrôle, le libre accès à la technologie nucléaire civile, une autre démarche devrait bientôt s'imposer : celle d'une collaboration internationale qui assure à chacun la satisfaction de ses besoins énergétiques. Telle est d'ailleurs la position de la France.

C'est une telle conception qui devrait présider à l'élaboration de ces « centres multinationaux de retraitement », dont la création a été suggérée par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ce pourrait être également l'objectif de la « banque internationale de combustible » que prône le président américain. Bien qu'il ne faille pas s'attendre à des développements rapides, le sujet, en tout cas, sera au centre des entretiens de M. Carter avec M. Giscard d'Estaing.

Trois thèmes domineront les entretiens : sécurité, énergie, crise économique

Le président Carter arrivera mercredi 4 janvier, à 15 heures, à Orly. Ce sera l'avant-dernière étape de son voyage, qui se terminera à Bruxelles. Il aura, dans la matinée, conféré pendant deux heures à Assouan avec M. Sadate. Le chef de l'exécutif américain consacrera l'après-midi de mardi à des entretiens avec les dirigeants d'Arabie Saoudite. A Ryad, l'« Okaze », quotidien officieux, rappelle que les principales revendications arabes sont « la libération de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem, et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien ». « La nation arabe, poursuit le journal, tout en appréciant le rôle joué par les États-Unis, exprime son ferme attachement à l'instauration d'une paix juste et

En quatre heures de tête à tête, mercredi 5 et jeudi 6 janvier, suivi d'un bref entretien élargi vendredi matin, MM. Giscard d'Estaing et Carter ne pourront que s'entretenir des problèmes mondiaux auxquels la France et les États-Unis sont confrontés. Du moins chercheront-ils à vérifier si leurs vues à long terme concordent, laissant à M. de Giscard et au secrétaire d'État américain, M. Vance, d'aborder le détail de certains aspects de l'actualité. Les entretiens, tels qu'on les imagine du côté français, devraient être consacrés le premier jour à une discussion générale « quasi philosophique » et le second, à des problèmes plus spécifiques.

Pour M. Giscard d'Estaing, ce qui caractérise le monde d'aujourd'hui, c'est que la compétition Est-Ouest, qui a longtemps prévalu, s'est ajoutée la compétition Nord-Sud. Avec la décolonisation, l'aide au développement, des initiatives pour lancer un dialogue Nord-Sud et la détente, la France a, depuis quelques temps déjà, tiré les conséquences de cette situation.

Pour répondre au défi du monde multivolaire contemporain.

durable qui ne se réalisera que si les revendications arabes sont satisfaites.

Avant de quitter l'Inde mardi matin, M. Carter avait signé avec M. Desai, premier ministre du gouvernement de New-Delhi, une déclaration commune. En dépit de leur différend sur la question de la non-prolifération, les États-Unis livreront cette année à l'Inde 7,7 tonnes d'uranium enrichi.

Ce problème de la non-prolifération sera vraisemblablement abordé dans le « chapitre énergie » des discussions entre MM. Carter et Giscard d'Estaing. La crise économique occidentale et les questions de sécurité constitueront les deux autres volets des entretiens.

M. Giscard d'Estaing ne doute pas que les valeurs démocratiques soient non seulement les meilleures, mais les plus efficaces. Il ne doute pas non plus que tel soit le point de vue de M. Carter (c'est d'ailleurs, en substance, ce que celui-ci a déclaré à New-Delhi). Force est cependant de constater que si M. Carter a, vis-à-vis de l'Europe, un style beaucoup moins brutal que M. Kissinger, son

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 3.)

La crise saharienne

Paris s'opposera à la « déstabilisation » de ses alliés africains

Devant les membres du corps diplomatique qui lui présentaient les vœux traditionnels, M. Giscard d'Estaing a évoqué, le lundi 2 janvier, la « grande espérance qui a jailli au Proche-Orient » et évoqué l'« action de la France » « indépendante dans ses décisions et solidaire dans ses engagements ». Devant les diplomates africains, le président de la République a assuré que la France « ne menace personne », mais ajouté : « Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles d'entre eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation. » Cette allusion au soutien accordé par la France à la « Malibé » dans sa lutte contre le Polisario semble être une discrète mise en garde à l'intention d'Algérie au moment où s'accroît la dégradation des relations franco-algériennes que décrit notre correspondant à Alger en page 3.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Bernard-Henri Lévy

Auteur de « la Barbarie à visage humain » (Grasset), Bernard-Henri Lévy, normalien, agrégé de philosophie, passe

à vingt-neuf ans pour le chef de file des courants dits des « nouvelles philosophies ». Il expose ici ses réflexions

personnelles sur les rapports entre la morale et l'histoire dans un entretien avec Gilbert Comte, journaliste et écrivain.

I. — « Quand on veut institutionnaliser le bonheur on finit souvent en gardien de camp »

« En ce monde foudroyé, il n'est que matins noirs, crépuscules sans aurores, et la nature est plus blême encore que la culture qu'elle a singée ». Écrivez-vous dans le livre auquel vous devez une renommée soudaine. Une description aussi lugubre corres-

pond effectivement à un sentiment de crise assez répandu. Nous sortons quand même d'une période de fêtes où nos contemporains sont partis en vacances, se sont amusés comme d'habitude, et n'ont pas paru particulièrement blêmes ni foudroyés. N'existe-t-il pas,

entre eux et les philosophes, deux manières vraiment inconciliables d'appréhender le monde. Qui se trompe ?

— Vous probablement, ou plutôt tous deux, car, depuis quelques mois, ce genre de ne pas entendre et s'acharner à tout mélanger. D'un côté, il y a le romantisme naïf des philosophes professionnels, des décadents au spleen facile, des mouches té-té parisiennes : je n'ai rien à voir avec cela, je ne suis ni sombre, ni strabillaire, ni défaitiste, ni désenchanté.

l'absence d'un désespoir sans issue : sans issue, sauf précisément celle d'une remise en cause du lien social lui-même.

— Autrement dit, être pessimiste cela veut dire, si vous voulez, prendre parti pour ces gens contre les prédateurs de lumière, qui d'Augustin à Hegel, s'appellent les « philosophes de l'histoire ».

Propos recueillis par GILBERT COMTE.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

L'agent X 24 cherche un emploi

Les espions vont connaître l'angoisse du chômage, puisque la C.I.A., soucieuse de limiter ses dépenses, a décidé de licencier une partie de ses agents. Dans les petites annonces, on lit peut-être bientôt que l'agent X 24 cherche un emploi. Qui ne s'interrogerait sur l'avenir des spécialistes du renseignement ? Menacés, dit-on, par les progrès de l'informatique et de la mise sur fiches, ils peuvent aussi redouter que leur métier ne devienne demain l'affaire de tout le monde. N'allons-nous pas vers une époque de haute surveillance, où chaque citoyen se chargera d'espionner son voisin, quand il ne sera pas occupé à s'espionner lui-même ?

FRANÇOIS BOTT.

Le premier anniversaire du Centre Georges-Pompidou

Il y aura un an, le 1^{er} février, Beaubourg ouvrira ses portes au public. Nous présenterons dans le prochain numéro du « Monde » un premier bilan des activités du Centre. Nous aurons ce dossier par un témoignage du peintre Yaacov Agam, qui fut l'ami de Georges Pompidou (pour lequel il réalisa un salon au Palais de l'Élysée) et qui rappelle ici quelle devait être, selon l'ancien président de la République, la vocation du Centre Beaubourg.

La création orpheline ?

par YAACOV AGAM

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou fête déjà son premier anniversaire. Les uns sont fiers du retentissement national et mondial, de plusieurs millions de visiteurs, d'une série impressionnante de manifestations et expositions artistiques ; d'autres soulignent le gigantisme de l'entreprise. Mises à part certaines lacunes (organiques pour les uns, évitables pour les autres), on pourrait dire que le Centre Pompidou a pris sa vitesse de croisière. Je voudrais, quant à moi, en toute sérénité et connaissance de cause, confronter la réalité du présent avec l'espoir suscité dans le passé par tous les artistes créateurs ; tout n'étant un fervent ami,

fidèle et dévoué aux intérêts du Centre, je trouve nécessaire de faire certaines observations.

J'ai eu le grand privilège de m'entretenir à plusieurs reprises avec le président Pompidou sur un sujet qui l'intéressait et lui était cher : comment favoriser la création contemporaine d'œuvres d'art et de l'esprit, la diffuser et en faire bénéficier le plus grand nombre de citoyens. Il me semblait évident qu'il ne s'agissait pas, dans l'esprit du président, de construire simplement un musée de plus — si grand, perfectionné et doté d'ormes moyens de documentation, diffusion et animation, fût-il.

(Lire la suite page 13.)

ALAIN PEYREFITTE
de l'Académie française

Les roseaux froissés
roman

Le mythe de Pénélope
essai

Discours de réception à l'Académie française et réponse de Claude Lévi-Strauss

GALLIMARD

idées

LES NOUVEAUX PHILOSOPHES

ENTRETIEN AVEC BERNARD-HENRI LÉVY

(Suite de la première page.)

— Justement, vous proposez de pousser jusqu'au bout le pessimisme en histoire, non pour aboutir à une sorte de désespoir, mais à la conviction qu'il faut bâtir une morale contre l'oppression et la folie du monde. Au sens profond, puis-je le dire, qu'il s'agit d'une morale puisque il lui suffit presque toujours d'exister pour croire à son propre triomphe ?

— Posons, si vous le voulez bien, le problème autrement. Qu'est-ce qu'un optimiste ? C'est quelqu'un qui croit en une histoire que tout promet à son achèvement, à un progrès que rien ne saurait enrayer, à un âge d'or futur inscrit dans la nécessité. Et il est clair que dans cette perspective, on peut croire à des sciences de l'adhésion à cette histoire. On peut croire à des techniques de soumission à ce progrès. On peut imaginer des propriétés du consentement à cette nécessité. Mais certainement pas une morale qui transcenderait tout cela et y opposerait la forme pure du refus et du vouloir humain.

C'est pourquoi, par exemple, l'idéologie bourgeoise traditionnelle n'a jamais pu produire le moindre discours éthique, sauf si on appelle éthique les traités de bonne conduite dont elle orne ses chapitres. C'est pourquoi, symétriquement, l'idéologie marxiste, autre pensée optimiste, n'a jamais su produire la morale dont rêvent régulièrement certains de ses héros, sauf à appeler morale les préceptes et les règles du dressage des militants à l'ordre d'une providence incarnée par

le parti. Quand on accepte l'hypothèse du progressisme, il n'y a pas d'éthique possible, mais seulement des pastorales.

— Qu'est-ce maintenant qu'un pessimiste ? C'est quelqu'un qui croit à l'inverse, que l'histoire est une errance, injustifiable et aléatoire ; qu'aucun mal en ce monde n'est dialectiquement ordonné à l'horizon d'un bien futur, que nul homme ou parti, ne détient les clés d'or des portes du paradis ; que le paradis lui-même est probablement un songe creux qui ne vaut pas que les hommes souffrent en attendant l'heure d'y accéder. Et il est clair que c'est là, dans cette perspective, et seulement dans cette perspective, qu'il y a une place pour l'exigence du devoir et de l'impératif catégorique, pour l'acte du refus et de la résistance *hic et nunc*, pour un recours éthique contre les verdicts de la dialectique optimiste.

— Qu'est-ce alors que cette éthique ? Quelle est sa nature et son statut ? Eh bien ! je crois que, contre l'optimisme qui parle toujours au nom de ce qui existe ou ne tardera pas à exister, contre le progressisme qui adore le monde comme il va et s'en fait le scribe appliqué, le moraliste est quelqu'un qui parle au nom de ce qui n'est pas, qui pourrait n'être jamais, mais sans la législation de quoi les lois humaines et historiques seraient de gigantesques obstacles. Croire à l'éthique pour un intellectuel, par exemple, ça veut concrètement dire : même si on a tendance à croire que telle ou telle lutte est vainne, on n'en continue pas moins de la penser nécessaire, urgente, incontournable. Autrement dit, vous le voyez : il ne suffit pas du tout à la morale d'exister « pour croire à son propre triomphe ».

Vers la liberté ou vers l'autorité ?

— De Renan à Orwell, quel que soit l'esprit qui inspirait l'ouvrage, sous la forme de vastes journaux soumis à la tyrannie d'étroites oligarchies politiques ou scientifiques, d'où la liberté disparaît entièrement, l'histoire nous semble-t-elle évoluer vers cet âge de fer ? Marché-t-elle, selon vous, vers la liberté ou vers l'autorité ?

— Ni liberté ni autorité, à mon avis. Mais de nouvelles machines d'oppression qui continuent de se mettre en place. Et qui sont en train de pulvériser les schémas et les termes de l'analyse classique. Voyez ce qui se passe par exemple dans l'Italie du compromis historique. Les commentateurs disent : un pacte politique, un contrat gouvernemental entre la démocratie chrétienne et le parti communiste. C'est vrai et c'est déjà grave, car ce pacte est l'allégeance de l'opposition et le déclin de la démocratie. Mais il faut aller plus loin et dire : un pacte, un accord, un consensus plus « historique » celui-là, entre les deux grandes Églises, la chrétienne et la marxiste, la théocratique et la bureaucratique. Et là, évidemment, cela devient infiniment plus sérieux puisque ça implique à terme la naissance de la plus formidable, de la plus efficace police des âmes qui soit possible au XX^e siècle : une police de type nouveau qui cumulerait probablement les vertus de l'inquisition et les mérites de la dialectique.

— Nietzsche prophétisait l'avènement de nouveaux maîtres : « Des Césars romains qui auraient l'âme du Christ ». Dans la Rome d'aujourd'hui la vérité dépasse l'oppression : des commissaires marxistes qui ont l'âme de confesseurs. Gierak rend visite à Paul VI ; il fallait y penser, c'est peut-être la solution d'avenir, c'est en tout cas, à mon avis, l'événement de l'année. La « liberté » et l'« autorité » dans tout cela ? Le P.C.I. est, par là-même, le plus libéral d'Europe. Or, dans cette infé-

« Pax romana » il n'y a déjà plus place pour les marginaux, les dissidents, les croisés de la société. — Maintenant voyez l'Allemagne : le tableau est différent, mais il ne manque pas non plus d'intérêt. Les intellectuels allemands nous parlent gravement d'un durcissement d'une « fascisation » de l'Etat central. En fait, que se passe-t-il ? Ce n'est pas l'Etat central qui se renforce, mais la pulsion d'autorité, la demande, et le besoin d'Etat, venus du bas, des simples gens, des assujettis, des terrorisés. Ce sont les citoyens eux-mêmes qui, librement, dans un climat de folie, s'écroulent, s'espionnent, se surveillent et se dénoncent, exigeant toujours plus d'Etat et de répression. Il n'y a plus un, mais plusieurs millions d'Etats, de mini-Etats si vous voulez, qui quadrillent l'Allemagne démocratique et en font l'étoffe pour ce futur nombre croissant de jeunes esclaves.

— Et du coup, le problème, ce n'est plus, ce n'est plus seulement en tout cas, la « résistance à l'Etat » au sens où on l'entend toujours, mais la résistance à autre chose, dont l'analyse reste à faire, et que j'appelle, faute de mieux, l'« idéal » de l'Etat dans les têtes. Et du coup, l'alternative, ce n'est pas, la non plus, « être » ou « ne pas être », car, dans une situation comme celle-là, qui ressemble à s'y méprendre à celle que décrivait Hegel, c'est pour être souverain que les hommes choisissent de se faire Etat.

— Si l'époque des deux exemples, c'est parce qu'ils ont, à mes yeux, fonction de laboratoire. Qu'il est urgent de les interroger avec une attention égale à celle que nous prêterions aux pays de l'Europe de l'Est. Qu'on y voit s'élaborer des formes de pouvoir qui ne s'expliquent plus intégralement à partir des partages simples de l'analyse politique courante. Personnellement, c'est en songeant aussi à cela que j'ai cru pouvoir parler de « barbarie à visage humain ».

Le maintien de l'ordre sur le front des idées

— Les articles consacrés à votre livre contiennent des flots de critiques acrimonieuses, des torrents de lourde scolastique, mais, j'ai été frappé de la constance, peu de discussions et rarement de vraies critiques sur le fond. Comme si, au moment où les idéologies déperissent, le débat intellectuel disparaît aussi, faute d'idéologies.

— Que le débat de fond ait été presque toujours esquivé, j'en conviens volontiers, mais cela ne m'a guère surpris, car la question était moins de polémiquer avec les « nouveaux philosophes » que de tracer autour d'eux un véritable cordon sanitaire, et alors, suppose de les disqualifier et de les faire taire : c'est le sens par exemple de ce thème de la « nouvelle droite » qui n'est rien d'autre

que, à mes yeux, qu'une grossière opération de censure. Qu'aucun des vieux renards, sortis de leur tanière pour l'occasion, n'ait su opposer mieux qu'un tissu de platitudes et de monotonies indignations qui discréditent leurs auteurs plus qu'elles ne m'attendaient, c'est vrai aussi et je le déplore : mais tant pis après tout pour les querelleurs de *droite* ; tant pis pour les épiciers académiques et les petits chefs de la culture : une certaine intelligence française a eu, hélas ! d'autres occasions. Infinitement plus dramatiques, de faire la preuve de sa maîtrise et de sa passion de l'ignorance.

— Mais tout cela dit, le débat finit par devenir prodigieusement intéressant. Intéressant, ne trouvez-vous pas, que tout ce que la république des lettres compte

de vieilles gloires et de jeunes loups se soit retrouvé au coude à coude, pour la première fois depuis longtemps ? Que la moindre des chapelles, le moindre émirat culturel, aient eu devant eux des chiens de garde et des spadassins, chacun pressant à l'autre. En politique, ce type de phénomène a un nom, ça s'appelle l'union sacrée. Et, en l'occurrence, une union sacrée de ce calibre prouve au moins une chose : que si la « nouvelle philosophie » est un monde sans lendemain, la nouvelle union de la gauche se porte, elle, à merveille. Je veux dire des diables et des intellectuels à la botte. Quand rien ne va plus sur le front des élections, ils sont là pour maintenir l'ordre au front des idées. Intéressant aussi d'observer comment au fil des semaines le ton des débats a dégénéré. Que les dirigeants socialistes « communistes » fassent leur métier de procureurs, c'est leur affaire, non la nôtre !

— Mais que des intellectuels, en principe « non alignés », jouent au petit jeu des fiches et des rapports de police, qu'à coup de syllogismes pervers et d'amalgames malhonnêtes ils insinuent de véritables procès en sorcellerie, que le chandail de Glucksmann devienne argument philosophique, et qu'on ne puisse plus prononcer mon nom sans évoquer ma silhouette ou mes cheveux, là, quelque chose se passe sur quoi la psychanalyse aurait son mot à dire. Et quel est tout ça, ce qui est en train de revenir dans toute une fraction de l'intelligentsia de gauche, c'est le style, qu'on croyait oublié, de la vieille polémique d'extrême droite.

« Ces tartufes de l'esprit »

— Ecoutez, on ne peut pas dire que vous ayez été totalement brisé, et vous n'avez pas toujours été bien compris. La télévision n'a pas établi de cordon sanitaire autour de vous. La radio non plus. Vous n'avez, tout de même pas souffert, ce qui est appelé la consécration du silence. Les médias subissent et créent la mode tout ensemble. Elles rendent un compte rendu de la posture à l'extérieur d'après l'air du temps, l'entreprise de l'éditeur, le calcul politique, sans tenir toujours compte de la réalité, du contenu ni des intentions. Il ne suffit pas de dire « tartufes » pour qu'il y ait une vérité. Alors, que peut le philosophe dans un monde où les techniques de diffusion d'un message l'emportent sur sa valeur et sur son contenu ?

— Je ne suis pas de ces pleureuses qui, quand un débat descend dans la rue, se lamentent sur le sort de la philosophie et le destin de la littérature. Je sais bien ce qu'ils pleurent, en fait, ces tartufes de l'esprit : le bon temps de jadis où c'était pour eux seuls qu'on écrivait ; l'époque heureuse et bénie où il pouvait guetter, dans les livres, les signes de connivence qu'on leur avait dédicacés. Et je sais bien ce que les médias ont fait de la philosophie, en leur obsession de pureté : un formidable stilette, un colossal mépris des gens dont le jugement, lentement, se substitue au leur. De sorte que, finalement, ce qui est en train de se passer, ce n'est pas comme on le dit, la mort de la philosophie, mais la substitution des médias de masse aux médias confidentiels d'autrefois. De sorte que ce qui nous venait d'être le radio et la télévision rejoint aux sociétés secrètes de jadis, à leurs chapelles, à leurs serres culturelles, à leurs colonies, qu'elles détachent jusqu'à présent.

— Vous me demandez ce que « pour le philosophe » face à cette situation. Moi, je vous demande : croyez-vous que le média N.R.F. soit particulièrement attentif au « contenu » et à la « vérité » d'une œuvre ? Croyez-vous que les salons littéraires d'avant-guerre n'aient pas, eux aussi, fait et défait les modes ? Personnellement, je crois que si. En d'autres termes, je préfère le verdict d'un auditeur de Bernard Pivot à celui des petits marquis des lettres qui trônent sur le elmetière des grandes œuvres qu'ils ont ignorées, censurées, galloardement enterrées.

Un monstre nommé Lévy

— Nietzsche fut obscur toute sa vie. Jeune encore, vous voulez devenir célèbre en six mois par un livre dont nul ne peut encore dire qu'il s'agit d'un tel phénomène vous semble-t-il révélateur de l'époque ?

— Je ne suis pas certain de pouvoir le faire. Mais je me ris-tout de même à vous livrer une hypothèse. Cette hypothèse, je la tiens des deux ou trois mille lettres de lecteurs que j'ai reçues depuis six mois. Presque toutes me disent à peu près : « Je suis un homme ou une femme de gauche, je pressens depuis longtemps que ce que vous écrivez, comme d'habitude je me taisais car je ne voulais pas me compromettre, mais maintenant, je ne puis plus me taire, car vous m'avez ouvert les yeux ». Probable, autrement dit, qu'un certain nombre de gens, terrorisés par le confortisme de la gauche officielle, ont été libérés par l'intimidation idéologique ambiante, ont reçu des thèmes comme les miens, mais comme confirmation et illustration de leur pensée clandestine. Probable que mon livre et quelques autres ont contribué à cas-

ser ce surmoi théorique, cette chape dans les cervelles, cette censure implicite qui verrouillaient l'intelligence des simples gens.

— Un exemple ? Ils étaient nombreux à penser que les régimes d'Europe de l'Est sont tout bonnement des régimes fascistes. Mais nombreux aussi à le penser en grande de peur qu'on ne les renvoie à la bibliothèque des dissidents subtils, diaboliques par leurs diables marxistes. Et nombreux aussi, du coup, à accueillir comme une délivrance le fait que quelques intellectuels, à peu près anonymes, se soient levés, enfin, et sans ambages, cracher le morceau.

— Voilà, à mon avis, par quel malaise d'époque s'explique la « célébrité » dont vous parlez. C'est dire que j'ai parfaitement conscience qu'elle peut être aussi gâtée qu'elle a été « soufflée ». Et que, pour l'honneur, les commissaires des lettres ont récoilé ce qu'ils ont semé : un monstre nommé Lévy.

Propos recueillis par GILBERT COMTE.

Prochain article :

DESTIN DE L'INTELLIGENCE

JUSQU'OU LE DROIT A L'ERREUR ?

par JULIETTE MINCES (*)

Je le trouve tout de même un peu abusif tous ces livres de gens qui, après avoir « cru à la révolution », n'y croient plus et se permettent — comme par le passé — de donner à nouveau des leçons politiques, enfouissant d'ailleurs d'innombrables portes ouvertes. Ils exposent à tout venant leurs états d'âme, servant en cela les besoins d'une droite sans scrupules et les impératifs d'une mode imbécile. Ils y ont cru. C'est bien. Ils n'y croient plus. C'est leur droit. Ils reviennent donc le droit à l'erreur. Ils ont raison. Mais ils ont un peu vite oublié que le droit à l'erreur ne vaut pas seulement pour eux et pour aujourd'hui ; qu'il aurait dû exister alors qu'ils se voulaient maîtres de chapelles, exigeants et terrorisés. Combien de militants, de sympathisants, ont été bruyamment expulsés avec une violence et une bonne conscience dignes de la meilleure période stalinienne, parce qu'ils ne « pensaient pas juste », par ces solitaires théoriciens politiques qui, s'ils avaient eu un vrai pouvoir, auraient pu mener à des catastrophes.

Tout cela au nom de la vérité incarnée. Une pirouette, un revirement politique présenté comme un déchirement, et voilà que l'on devient de « nouveaux penseurs », de « nouveaux philosophes », bref, de nouveaux chefs de file, oubliant avec une baine grande légèreté, mais sans la moindre autocritique sérieuse, la responsabilité qu'ils ont, si longtemps portée, d'une idéologie imposée comme seule vérité. Ils ont oublié le terrorisme intellectuel qu'ils ont fait sévir dans l'extrême gauche française — et surtout parisienne. Cela devrait donner à réfléchir et même à un peu de modestie. Les Le Bris, Annie Kriegel, Soliers et compagnie, ont beau jeu de renier à grand renfort de radio, télévision et autres médias, ce qu'ils ont adoré. La seule sanction de leur erreur — si erreur il y a — c'est une renouée en

Le point de vue de... Bertrand RENOUVIN

M. Bertrand Renouvin est directeur politique du biennal Royaliste et animateur de la Nouvelle Action française.

POUVOIR ET PUISSANCE

La « nouvelle philosophie » devait être la mode d'un été. Le débat continuait cet hiver. Preuve que, ces iconoclastes ont posé de vraies questions et touché aux points sensibles une gauche trop certaine de représenter le progrès, la justice et la liberté.

Aussi ne pouvait-elle manquer de répondre. Mais la nature de sa réaction est surprenante, tant sa critique va à ras de terre. Elle est inquiétante aussi : ce n'est pas de dispute philosophique qu'il s'agit, mais d'un procès en bonne et due forme. Voici Bernard-Henri Lévy accusé de banalité, comme si la mise en cause du socialisme en tant que tel pouvait être confondue avec l'ancienne dénonciation de l'univers concentrionnaire. Et le voici accusé de faire de la publicité tandis que d'autres, jouissant d'une solide notoriété et de tirages confortables, demeurent à l'avant-garde des masses, sans qu'on les accuse jamais de faire de la « pub-littérature ». Vérité dans le parti socialiste, erreur au-delà.

Un procès, donc, où l'accusation fouille dans le passé, scrute la vie privée, et trie dans les textes pour mieux confondre le coupable, oubliant par exemple — ou voulant oublier — que la barbarie à visage humain contient quelques pages décisives sur et contre le capitalisme. Un procès, vraiment, où l'accusé est sommé de passer aux aveux. « Avouez vos mensonges ! », crient « Desseins de l'écran », deux Soviétiques aux visages éloquentes. « Avouez que vous êtes de droite ! », disent Elieinstein et Defferre un instant réunis par une même colère. Il est des mots qui vous trahissent, malgré l'accumulation des certificats de bonne conduite.

Le maître

Quelle est, en effet, sa thèse essentielle ? Que « le maître est l'autre nom du monde », que le pouvoir est au fondement de toute société, portant en lui et en elle le malheur et la mort. D'où l'impossibilité de toute révolution, d'où l'illusion de tous les jours sur le pouvoir, nous asservissant à une maîtrise toujours plus

absolue. Critique radicale, qui fonde un pessimisme radical, mais aussi une « morale provisoire » de la résistance à la barbarie, une volonté de rébellion « contre la politique faite qu'elle existe concrètement », une philosophie qui tente de « penser jusqu'au bout, penser sans la croire, l'impossible idée d'un monde soustrait à la maîtrise ». J'ai cité Lévy. Mais j'aurais pu prendre le livre de Michel Le Bris, pour qui « la révolte est la chemin lui-même, non la Terre promise », et le rebelle est « homme aux semelles de vent », étranger aux raisons de l'Etat. A travers eux, c'est toute une génération qui redécouvre le rêve libertaire d'un monde sans maître, et qui, soulevés, fait notre société pour tenter d'échapper aux filets du pouvoir.

A ces rebelles qui réduisent le politique, je n'opposerais pas une nouvelle doctrine ou la promesse d'un autre paradis terrestre, puisque je les rejoins dans leur volonté de résistance aux idéologies de droite et de gauche et aux barbaries qu'elles sécrètent.

Mais ce refus épuise-t-il toute la question du politique ? Et cette logique totalitaire que les « nouveaux philosophes » relèvent dans les conceptions hégéliennes et marxistes n'est-elle pas la négation même de l'essence du politique ? Car l'Etat hégélien, qui prétend réaliser la liberté, la morale et la religion dans un même « vouloir rationnel », réduit les personnes à leurs seuls besoins (en excluant leurs désirs) et n'a d'autre objectif que leur satisfaction par une gestion de type technocratique. Ainsi, chez Hegel, le politique se dissout dans un économiisme qui prétend accomplir la formule « de chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

De même, chez Marx, le passage à la société sans classes abolit le politique dans l'économiisme, puisque, comme le dit Engels, « le gouvernement des hommes fait place à l'administration des choses ». Formule identique à celle de Saint-Simon, père spirituel d'une technocratie dont les objectifs ne sont pas différents de ceux que le socialisme s'assigne. D'où un même totalitarisme, bien que les Etats « occidentaux » n'utilisent pas les mêmes méthodes. D'où une même distorsion du politique dans la gestion économique. Car le pouvoir technocratique signifie que l'Etat s'est soumis à la puissance économique, qu'il n'est plus un recours contre cette puissance mais un simple paravent dans les rapports économiques et sociaux, qu'il n'est plus le garant de la justice puisqu'il est partie prenante.

Autonomie du politique

La « nouvelle philosophie » a raison de dénoncer la logique totalitaire inhérente à l'hégélianisme, au marxisme et à la technocratie. Mais le pouvoir qu'elle récuse n'est qu'un pouvoir d'évoqué, progressivement aboli dans sa rationalité économique et technicienne. Mais en niant le politique en tant que tel, elle ouvre la voie à la violence, elle nie la possibilité de la justice et de la liberté. Car la liberté pure ne serait que violence, domination des faibles par les forts, donc suppression de la liberté des autres par la volonté de puissance. A moins de penser pour un homme perdu dans le désert, il faut poser la liberté dans son rapport aux autres libertés. Donc garantir notre liberté, nos droits, par la force d'une loi. C'est l'essence même du politique que de faire exister cette justice, sans laquelle il ne pourrait y avoir de liberté.

Encore faut-il que le politique soit en situation de rendre ce service qui le légitime, sans qu'il soit question de « maîtrise » puisque le pouvoir ainsi défini ne crée pas les rapports sociaux, ne gouverne pas nos désirs et nos pensées, mais permet seulement qu'ils existent et s'expriment. Pour accomplir cette tâche, le pouvoir ne doit pas être la propriété d'une classe (comme chez Marx) ou d'une caste (l'aristocratie financière représentée par Glécor et la technocratie du « Système Pompidou »), car le pouvoir ne saurait être à la fois juge et partie. D'où la nécessaire « neutralité » du pouvoir politique vis-à-vis des intérêts, sa situation « latérale » par rapport au jeu social, afin qu'il puisse remplir son rôle d'arbitre, de médiateur, de recours. Au lieu de n'être un pouvoir politique qui est le garant de la justice et le moyen de la liberté, il s'agit de le restaurer dans son autonomie contre toutes les puissances qui voudraient l'asservir et l'annuler.

* Auteur des *Tranquillités étrangères* en France, Seul.

dir
LA CRISE

LA TOURNÉE DU
thèmes des entretiens à l'

مكتبة من الأصل

diplomatie

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Les vœux du président de la République

La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité

déclare M. Giscard d'Estaing

Les cérémonies de présentation des vœux au président de la République se sont poursuivies, lundi après-midi 2 janvier, au palais de l'Élysée, après le déjeuner qui y a réuni MM. Raymond Barre, premier ministre, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Alain Poirer, président du Sénat, Gabriel Viatte, président du Conseil économique et social, et Roger Frey, président du Conseil constitutionnel. Répondant aux bureaux des Assemblées, M. Giscard d'Estaing a émis le souhait que « l'œuvre législative associée de manière plus régulière, plus équilibrée, l'action du gouvernement et celle, éminente, du Parle-

ment », et que la prochaine consultation électorale « respecte trois caractères : l'esprit de tolérance, la recherche de la vérité et le respect des personnes ».

Le chef de l'Etat a ensuite reçu les vœux du Conseil de Paris, présentés par le maire, M. Jacques Chirac, des autorités religieuses, représentées par le cardinal François Marty, archevêque de Paris, le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, et M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France; des ambassadeurs des pays de l'ancienne Communauté et du corps diplomatique.

prochain, soient l'occasion de franchir une nouvelle étape vers la limitation des armements.

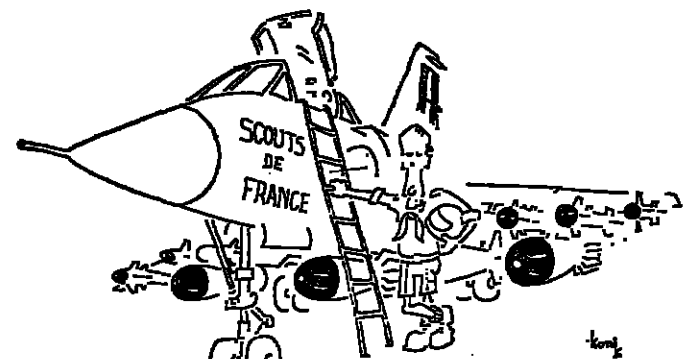
Le président de la République a insisté, enfin, sur la nécessité d'une meilleure organisation des relations économiques internationales et sur l'action européenne nécessaire pour y parvenir. Il a conclu en ces termes : « C'est à cette action internationale que la France, indépendante dans ses décisions, s'engage dans ses engagements, s'efforce d'assurer sa sécurité elle-même, mais ouverte à la détente et à la recherche de la paix, concilie de l'effort de solidarité internationale, continuant d'apporter son concours en 1978. »

droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité. Bien entendu la France ne menace personne, et n'a jamais songé à menacer quiconque. Et d'ailleurs, si on ne voit pas la France prendre le parti des forts contre les faibles. M. Giscard d'Estaing a abordé, devant les membres du corps diplomatique, la situation au Proche-Orient. « En 1977, a-t-il déclaré, une grande espérance y a jailli. Puisse l'année 1978 justifier cette espérance en apportant des réponses qui permettront un règlement d'ensemble juste et durable, répondant aux droits de toutes les parties intéressées. » Le chef de l'Etat a émis le souhait, d'autre part, que « les travaux des Nations unies, au printemps

Devant les représentants des pays ayant conclu des accords particuliers avec la France, le président de la République a évoqué « les tensions et même les conflits qui ont eu tendance, ces derniers mois, à augmenter en nombre aussi bien qu'en gravité et qui menacent de déstabiliser de larges parties du continent (africain) ».

« C'est pourquoi, a-t-il dit, il m'apparaît aujourd'hui que le premier objectif, vers lequel doivent tendre toutes les énergies du continent africain, c'est la paix. Seul le maintien de la paix peut permettre de respecter la priorité due au développement économique et social, pour lequel il me paraît important que l'Afrique trouve, conformément à son génie propre, un modèle qui soit bien le sien en répondant aux besoins de son économie, de ses peuples et de leurs mentalités.

« Cette volonté de paix ne doit pas être comprise comme un signal de passivité ou d'abandon. Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles, soient exposés à des menaces de déstabilisation. Nous souhaitons ardemment que tous les conflits qui ont éclaté, ici et là, trouvent entre Africains, selon des procédures ou autres, une solution pacifique. Mais on doit savoir aussi que nos amis peuvent compter sur la solidarité de la France. La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs



(Dessin de XONE.)

La brouille franco-algérienne

De notre correspondant

Alger. — Si la potémique sur l'engagement du gouvernement français dans la crise du Sahara occidental est moins incisive depuis quelques jours dans la presse algérienne, en revanche la détérioration des relations avec la France n'a jamais autant alimenté les conversations dans les ambassades — et non les moindres — parmi les Algériens et dans la communauté française. Les commentaires oscillent entre la stupéfaction et la consternation.

Plusieurs diplomates occidentaux, dont les pays ont bénéficié de contrats qui, en d'autres temps, seraient revenus à des industriels français, admettent que ces affaires portent sur des milliards et n'hésitent pas à dire : « Nous ne comprenons pas pourquoi la France s'est lancée dans cette affaire alors qu'elle aurait pu avoir d'excellents rapports avec tous les pays du Maghreb. On voit tout ce qu'elle a à perdre, mais on ne sait pas ce qu'elle peut y gagner. » Dans les mêmes milieux, on fait valoir que l'Espagne, plus adroite ou mieux inspirée, a réussi à tirer son épingle du jeu au Sahara occidental et qu'elle a même accueilli des exportations à destination de l'Algérie. « Il est vrai que Madrid s'efforce de « dédramatiser » ses rapports avec Alger. L'ambassade d'Espagne entretient des contacts discrets mais suivis avec le Front Polisario et si le soutien accordé par Alger au mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien, empoisonne périodiquement les relations entre les deux pays, Madrid s'emploie à avoir d'excellents rapports avec les diplomates et évite les mises en demeure publiques ou les déclarations acerbes.

En privé, les Algériens rappellent leur déception et leur amertume. Ils déplorent que le président de la République française leur ait « tourné le dos » après l'accueil chaleureux qu'ils lui avaient réservé, en avril 1975, et font observer que, tout en cherchant légitimement à arbitrer, ils conservent le français comme « langue de travail » dans leurs relations extérieures.

« Votre président », nous dit un interlocuteur, qui résume assez bien l'état d'esprit général, soutient qu'il faut commencer par établir des rapports normaux pour parvenir

Pourtant dans ce sombre tableau, des signes encourageants subsistent. S'il n'y a plus guère de gros contrats industriels, des affaires continuent néanmoins à se traiter. Sur le plan culturel, l'Algérie demande toujours l'envoi d'un plus grand nombre de coopérants. Le centre culturel scientifique et technique français d'Alger a enregistré une augmentation de l'indice de fréquentation de 9 % en novembre et de 13 % en décembre par rapport aux deux mois correspondants de 1976 : les prêts de livres scientifiques se sont accrus de 18 %. Les centres d'Oran et d'Annaba font des constatations analogues.

Dans les secteurs de la formation et des échanges de missions ne relevant pas des circuits officiels français, de nombreuses opérations sont en cours, au point qu'un organisateur venu de Paris s'est écrié : « Qu'est-ce que ce serait si les relations étaient bonnes ? ». Plusieurs éléments permettant à l'Algérie d'acquiescer à des déclarations officielles, les autorités algériennes cherchent à préserver l'avenir. Elle a aussi le sentiment que si la situation continue à se détériorer, la coopération culturelle, sauvegardée jusqu'à présent, finira par être irrémédiablement compromise. Déjà le terrain perdu dans le secteur économique paraît difficilement récupérable en raison de l'apreté de la concurrence.

PAUL BALTA.

(1) Le Monde du 24 décembre 1977.

« A propos de la disparition, il y a deux ans, de cinq jeunes Français dans le sud du Maroc, le ministre des affaires étrangères a rappelé, lundi 2 janvier, qu'il maintient le contact avec les familles et les tient informées de ses démarches. Le porte-parole du ministère déclare : « Malheureusement, nous n'avons obtenu des gouvernements et organisations en cause que des versions incertaines, contradictoires, ou, pour certaines, infirmées par les vases indiens recueillis. »

« Cette situation est évidemment très pénible pour les familles, et c'est pourquoi les autorités françaises ont saisi et continuent de saisir tous ceux qui pourraient contribuer à faire la lumière sur cette douloureuse affaire. »

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Les thèmes des entretiens à Paris

(Suite de la première page.)

On peut classer en trois chapitres les sujets qui seront prochainement abordés : la sécurité et les relations Est-Ouest, l'énergie et les rapports Nord-Sud, les problèmes économiques occidentaux.

● LA SÉCURITÉ. — Du côté français, on constate que le champ du dialogue soviéto-américain s'est beaucoup élargi depuis que M. Carter est à la Maison Blanche. Jusqu'alors limité aux armements stratégiques (SALT), il s'étend maintenant à la recherche d'un équilibre militaire dans l'Océan Indien, à l'arrêt total des explosions nucléaires (négociations auxquelles la Grande-Bretagne s'est jointe) et aux ventes d'armes classiques — trois sujets de conversation auxquels la France est intéressée : elle est présente dans l'Océan Indien ; elle a besoin, pour maintenir la crédibilité de sa force de dissuasion, de poursuivre, pour le moment, les exportations nucléaires ; pour les ventes d'armes, le gouvernement français est disposé à se joindre à une concertation, mais à condition que les pays de l'Est y participent. En leur absence, le refus de vendre des armes aux pays qui en ont besoin serait, estime-t-on à Paris, un leurre.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation SALT, que le gouvernement français refuse, mais il n'est pas exclu qu'il fasse des contre-propositions. Sa place dans l'alliance atlantique étant particulière, il souhaite traiter les questions de sécurité avec Washington par la voie bilatérale. Il est un point de la négociation SALT sur lequel M. Carter sera vraisemblablement en mesure de rassurer ses alliés, notamment lors de son étape à Bruxelles : le nouvel accord avec l'U.R.S.S. ne comportera pas de clause interdisant les transferts de technologie aux alliés des États-Unis.

Quant à la négociation de Vienne sur la réduction des forces en Europe (M.B.F.E.), elle continue de susciter la plus grande réserve du côté français. On s'interroge cependant sur la position américaine : apparemment, les Américains ne manifestent guère d'activité à Vienne,

mais l'Allemagne fédérale, et plus récemment la Grande-Bretagne, cherchent à engager sérieusement la conversation. Les Américains approuvent-ils ces efforts allemands ? C'est une des questions auxquelles les conversations de Paris apporteront peut-être une réponse.

Le désarmement dans la perspective de l'Assemblée spéciale de l'ONU de juin prochain ne devrait donner lieu qu'à une discussion académique, les idées de Paris et de Washington pour un désarmement « réel, général et contrôlé » étant assez proches mais encore très vagues.

M. Giscard d'Estaing soulignera que la détente doit être globale et s'étendre partout où il y a affrontement, ce qui fournira l'occasion d'un échange d'informations et d'une réaffirmation des points de vue sur le Proche-Orient (où M. Carter aura sans doute beaucoup de choses à dire), l'Afrique et l'Extrême-Orient (conflit entre le Vietnam et le Cambodge).

Les relations Nord-Sud et l'énergie

● L'ÉNERGIE : c'est vraisemblablement en parlant des relations Nord-Sud que M. Giscard d'Estaing et Carter aborderont les problèmes énergétiques. Le président de la République reste très attaché au dialogue Nord-Sud aujourd'hui dans l'impasse et à une coopération avec les pays producteurs de matières premières, seule susceptible d'assurer à long terme aux industries européennes un approvisionnement énergétique normal. Le gouvernement français ne désespère pas de faire comprendre aux États-Unis — qui sont dans une situation beaucoup moins dramatique — les dangers de l'impasse actuelle et de les amener à un minimum de concessions pour la reprise des discussions (suspendues le 1^{er} décembre) sur la création d'un fonds de stabilisation des matières premières.

M. Giscard d'Estaing insistera sur l'importance du programme énergétique français. « Notre surcroît en énergie dépend du ministère et de la mise en œuvre des surrégénérateurs », a déclaré M. Arnaud, en commentant la visite du président américain. M. Giscard d'Estaing a lui-même déclaré à la télévision américaine que le surrégénérateur était

« vital » (le Monde du 3 juin). Bien entendu, souligne-t-on à Paris, M. Giscard d'Estaing partage les préoccupations de M. Carter sur les risques de prolifération, mais il estime que toutes les précautions peuvent être prises dans le cadre des conversations multilatérales en cours sur le contrôle du cycle nucléaire.

M. Carter évoquera-t-il à ce propos la vente par la France au Pakistan d'une usine de traitement du combustible irradié. Cette affaire n'a jamais été officiellement clarifiée, mais, selon de bonnes sources, malgré les pressions américaines, le contrat franco-pakistanaï n'est pas annulé.

● LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES. Enfin M. Giscard d'Estaing et probablement M. Barre (vendredi) insisteront sur la gravité de la situation économique occidentale, sur la nécessité de réduire les fluctuations monétaires (dont les États-Unis sont tenus à Paris pour les plus grandes responsables) et pour le croisement ordonné des échanges, formule favorite du premier ministre, pour indiquer que le libre-échange ne doit pas conduire à la loi de la jungle en matière commerciale. Mais, si important que soit cet aspect des relations franco-américaines, il est douteux que la discussion puisse être exhaustive faute de temps.

MAURICE DELARUE.

La visite du président américain en France

L'escorte d'Assomani doit retarder l'arrivée à Paris de M. Carter de dix minutes seulement, indique-t-on à l'ambassade des États-Unis.

MERCREDI 4 JANVIER, à 15 heures, le président des États-Unis et Mme Carter seront accueillis à Orly par M. et Mme Giscard d'Estaing. — A 16 h. 10, le président Carter, accompagné de M. Giscard d'Estaing, déposera une gerbe à l'Arc de triomphe.

— A 16 h. 30, les deux présidents auront un entretien en tête à tête.

— A 20 h. 29, M. Carter prononcera un discours au Palais des congrès.

JEUDI 5 JANVIER, après avoir reçu diverses personnalités (M. Mitterrand est cité parmi elles, bien que que la liste ne soit pas arrêtée), M. Carter partira pour la Normandie

et sera reçu à 11 h. 10 au château américain d'Omaha Beach par M. Giscard d'Estaing.

— A 12 h. 30, les deux présidents se rendront à l'hôtel de ville de Bayeux, d'où ils partiront, à 13 h. 40, le train pour Paris. Pendant le trajet, ils auront un nouvel entretien.

— A 19 h. 45, le président de la République offrira au Grand Trison un dîner, suivi d'une réception au château de Versailles.

VENDREDI 6 JANVIER, à 9 heures, un troisième tête à tête sera suivi d'une séance élargie à laquelle prendront part M. Barre et les ministres des affaires étrangères. Les deux présidents feront à 16 h. 30 une déclaration à la presse, et M. Carter quittera Orly à 10 h. 40 pour Bruxelles.

En dépit du désaccord sur la non-prolifération

Les États-Unis livreront en 1978 à l'Inde 7,7 tonnes d'uranium enrichi

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — En dépit de divergences de vues dans le domaine nucléaire, l'Inde et les États-Unis ont soulagé, à l'occasion de la visite de M. Carter, leur foi commune dans la démocratie et la liberté. « Indépendamment de sa race, de son sexe, de sa religion ou de son statut social, proclame dans ses premières lignes la déclaration signée mardi matin 3 janvier par MM. Carter et Desai, chaque être humain a droit à la vie et à la liberté, à être à l'abri du besoin, sans menace ou coercition, à la liberté d'expression et de religion. »

Les termes de cette « déclaration » demeurent volontairement vagues. Le texte déclare que les deux pays croient qu'un « ordre mondial fondé sur la coopération et la stabilité dépend du droit de chaque peuple à déterminer sa propre forme de gouvernement et de chaque pays ses propres politiques sociales et économiques ». Il appelle à combler le fossé entre les nations et les invite à travailler ensemble afin de protéger les ressources et l'environnement de la planète.

La délégation américaine a rendu hommage à la modération de l'Inde dans le dialogue Nord-Sud, mais la question nucléaire a été la pierre d'achoppement de ces conversations. Les deux pays sont d'accord, comme l'indique la déclaration, que « le spectre de la guerre passe depuis trop longtemps, que les stocks existants d'armes atomiques doivent être réduits et éventuellement supprimés, et que le danger de la prolifération nucléaire doit être arrêté ». Pour New-Delhi toutefois, comme l'a souligné M. Desai au cours d'un échange de toasts lundi soir, on ne peut empêcher les pays s'ayant pas d'armes nucléaires d'utiliser leurs connaissances dans ce domaine en tant qu'instrument du développement économique.

Dans cet esprit, l'Inde refuse de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle l'estime « discriminatoire » : c'est pourquoi New-Delhi n'entend pas que les garanties internationales normales auxquelles elle souscrit dans le cadre d'accords bilatéraux (avec les États-Unis et l'U.R.S.S. notamment) soient étendues à l'ensemble de ses installations, en particulier celles qui s'appuient sur une technologie entièrement indigène. M. Carter a jugé « inacceptable » M. Desai. Celui-ci n'a cependant pas trouvé désobligeante cette remarque rendue publique par les journalistes américains. Face à une opinion publique très sensible au chapitre de la souveraineté nationale, il est bon que le chef du gouvernement se soit montré quelque peu rigide.

Cela d'ailleurs a renforcé la « compréhension » du partenaire américain, puisque, pour réparer le mauvais effet produit par sa « petite phrase », le président Carter a fait savoir qu'il donnait son accord à un nouvel envoi cette année de 7,7 tonnes d'uranium enrichi pour la centrale de Tarapur, près de Bombay, et à la livraison d'eau lourde (Washington était par le passé un fournisseur de New-Delhi, mais avait suspendu ses livraisons, et Moscou

avait pris la relève). Les Indiens misent en effet surtout sur les centrales à filière à eau lourde.

La diffidence sur la non-prolifération ne va pas freiner le développement de la coopération bilatérale dans les domaines économiques, commerciaux, scientifiques et culturels, comme en témoigne la réunion de la commission Indo-américaine, mardi matin, à New-Delhi, avant le départ du président Carter. Là encore, les termes des accords intervenus restent vagues et reprennent pour l'essentiel les propositions faites par M. Carter dans ses discours de lundi : il est envisagé de lever les entraves au commerce entre les deux pays, ainsi que de favoriser une collaboration des firmes indiennes et américaines dans les pays tiers. Les États-Unis proposent également leur participation et leur technologie pour améliorer la productivité de l'agriculture et la commercialisation des produits. Des recherches seront aussi menées en commun dans l'industrie.

G. V.

« LA LETTRE DE LA NATION » : pourquoi M. Carter ne recevrait-il pas M. Marchais ?

Les entretiens Giscard d'Estaing-Carter risquent « d'être éclipsés dans l'opinion publique par la rencontre Carter-Mitterrand », écrit mardi matin 3 janvier la Lettre de la Nation, qui se pose « un certain nombre de questions ». L'organe du R.P.F. poursuit :

« Premièrement, à quel titre M. Mitterrand serait-il reçu par le chef de l'Etat américain ? Ce ne peut pas être en tout cas au titre de « chef de l'opposition », rôle qui lui est, de fait et de droit, refusé par le P.C.

« Deuxièmement, si M. Carter reçoit M. Mitterrand en qualité de chef de parti, ne va-t-il pas être tenu d'accorder également une audience à tous ceux qui pourraient lui en faire la demande, et pourquoi pas M. Marchais ? (...)

EUROPE

République démocratique allemande

L'authenticité du « manifeste » des contestataires n'est pas évidente

Allemagne de l'Est. — La question de l'authenticité du « manifeste des contestataires » d'Allemagne de l'Est (le Monde du 3 janvier) est clairement posée. Le porte-parole officiel de Bonn a déclaré que le gouvernement fédéral ignorait tout d'un groupement contestataire en R.D.A. et suggère qu'il pourrait s'agir de « cercles privés ».

Selon notre correspondant à Bonn, deux arguments plaident en faveur de l'authenticité : la violence réactionnelle des autorités de la R.D.A. qui se contentent de réprimer au lieu de rechercher les causes, et la révélation de l'existence de ce mouvement par des sources officielles de l'Ouest. La confusion idéologique elle-même de ce texte aurait été évitée par des faussaires intelligents, selon la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Si l'existence d'un faux, le philosophe Wolfgang Harig l'a déclaré. Mais il a été incriminé de 1987 à 1984 pour avoir prêté des thèses analogues à celles du document, et réside encore en Allemagne de l'Est. Son jugement n'est pas plus convaincant que celui de M. Jurek Becker, qui ne

souhaite pas rompre avec la R.D.A. L'anonymat total des auteurs est troublant. En Pologne, en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S. même, les critiques du communisme dogmatique pensent que la publication de leurs actes les protège. Ils ne se sont pas non plus engagés dans un antisovietisme virulent. Des fonctionnaires ayant fait carrière dans la SED seraient assez consentants des conséquences pour éviter de déclencher la guerre totale à l'Union soviétique.

On ne relève dans la presse française que deux commentaires politiques. Pour *Libération*, « le vocabulaire traduit une attitude d'extrémisme dont se gardent bien en général tous les opposants communistes ». Pour *Rouge*, organe de la L.C.R., « il est évident que cette opposition représente un courant très concret et retardataire par rapport aux manifestations récentes de l'opposition communiste de R.D.A. ».

« L'HUMANITÉ » ANNONCE LA LIBÉRATION DU CINÉASTE SERGE PARADJANOV

« Le cinéaste Serge Paradjanov a été libéré ces jours derniers et se repose actuellement dans sa famille à Tbilissi », annonce *L'Humanité* de ce mardi 3 janvier. Arrêté en janvier 1974, Paradjanov, Arménien originaire de Géorgie, avait été accusé d'abord de trafic d'objets d'art et d'objets d'histoire. Cette accusation n'ayant pu être étayée de preuves, il fut condamné, en fin de compte, pour homosexualité à cinq ans de prison à régime sévère.

Le réalisateur des *Chapeaux de paille* et de *Sayat Nova* est actuellement âgé de cinquante-trois ans. L'organe du P.C.F. rappelle que, des l'arrestation de Paradjanov, « de nombreux cinéastes et personnalités du monde entier avaient demandé sa libération. Au nom de la liberté d'expression et de création, notre parti était intervenu à plusieurs reprises en sa faveur. Au mois de novembre 1974, Louis Aragon, lors d'un voyage à Moscou, avait demandé la libération du cinéaste aux autorités soviétiques ».

Une campagne internationale en faveur de Paradjanov, qui, en 1964, avait reçu le grand prix du Festival de Cannes pour *Le Cavalier de fer*, a commencé aussitôt après son arrestation. En décembre dernier, un grand meeting eut lieu à la Mutualité, et diverses organisations artistiques n'ont cessé de plaider en faveur du cinéaste, condamné pour homosexualité, mais un réalisateur pour non-conformisme. Vivant à Kiev, Paradjanov avait protesté à plusieurs reprises contre l'emprisonnement d'intellectuels ukrainiens. Reste à savoir s'il sera autorisé à regagner son domicile ukrainien et s'il pourra de nouveau exercer son métier.

LECTURE RAPIDE

Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Stage de 3 jours : 12 - 19 - 26 Janvier

Autres sessions : Février - Mars - Juin

conditions particulières pour les inscriptions individuelles

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CPM Centre Malesherbes - 108 Boulevard Malesherbes

Paris 75017 - Tel : 756.51.54

du 3 au 7 janvier

SOLDÉS

VETEMENTS ET CHAUSURES POUR HOMMES

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir.

SOLDÉS

ALEXANDRE

FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

PROCHE-ORIENT

Dans le nord du Sinaï

Cinq nouveaux villages israéliens seront créés dans les prochains dix-huit mois

De notre correspondant

Jérusalem. — En dépit du « plan Begin » prévoyant que la quasi-totalité de la péninsule du Sinaï sera placée sous souveraineté égyptienne, la politique israélienne d'implantation juive dans la région de Rafah, l'extrême Nord-Sinaï se poursuit. Au cours d'une tournée destinée notamment à rassurer les habitants israéliens de la région sinuée à quelques kilomètres au-delà des frontières du 4 juin 1967, le responsable du département de l'implantation de l'Agence juive, M. Ranan Weiss, a croisé les grandes lignes du plan de développement prévoyant la création de cinq nouveaux villages en plus des quinze déjà existants. Le plan implique l'implantation de mille nouvelles familles dans un délai de dix-huit mois, et donc le doublement de la population israélienne.

Il est question également de l'implantation prochaine de mille familles dans les vingt et un villages de la vallée du Jourdain, et d'un renforcement des localités existantes, et non de la création de nouvelles agglomérations. D'autre part, un nouveau point d'implantation du mouvement Gush Emunim (Bloc de la foi), Karmel-Shomron, a été créé dans la nuit de dimanche à lundi, sur la route de Gush Katif à Naplouse, en Samarie (Cisjordanie). La décision avait été prise en secret, à la fin du mois de septembre, par la commission interministérielle de l'implantation. Elle n'a été révélée que lundi soir par le secrétaire du gouvernement.

Le *Jerusalem Post*, commentant l'installation des nouvelles colonies au Sinaï écrit que, dans le cadre de la paix, la notion de souveraineté perd une grande partie de son importance. « Israël a vu la création de colonies d'extrême dans le Sinaï, mais ce n'est pas à fonds perdus puisque MM. Begin et Sadate veulent parvenir à la paix. » La paix, souligne le quotidien en langue anglaise, prévoit précisément que les frontières seront ouvertes et les activités commerciales autorisées. « Au même titre qu'une compagnie d'assurance égyptienne actuellement à 50 % des puits de pétrole d'Abou Rodet (Sinaï), Israël et l'Égypte pourraient s'accorder pour l'exploitation du pétrole du Sinaï ».

Le gouvernement devait se réunir mardi matin en conseil extraordinaire pour préparer la première réunion du « comité politique » israélo-égyptien, dont les travaux doivent commencer le 15 janvier à Jérusalem sous la présidence du ministre des affaires étrangères M. Moshe Dayan. Le général Sharon, président de la commission interministérielle pour l'implantation, fera partie de la délégation israélienne. — (Interfax).

● **Nouvel assassinat politique en Cisjordanie ?** M. Baïja Al Jaabari, haut fonctionnaire de la municipalité de Hébron et parent du cheikh Mohamed Ali Al Jaabari, ancien maître de cette ville, a été tué lundi après-midi par des coups de feu alors qu'il chassait dans la région de Hébron, annonce le *Haaretz*.

La première version d'après laquelle il avait été tué par accident d'une balle de son propre fusil, tiré par inadvertance, a été infirmée dans la soirée. En fait, écrit le *Haaretz*, il a été atteint de plusieurs balles et il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'un assassinat, probablement politique. M. Jaabari faisait, en effet, partie de la délégation de notables cisjordanais qui s'est rendue il y a quelques jours en Égypte apporter son appui au président Sadate.

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

● **L'ÉPISCOPAT CHILIEN** a expliqué le dimanche 1^{er} janvier les raisons pour lesquelles il avait demandé au gouvernement de suspendre ou de reporter le référendum du 4 janvier. Selon un communiqué, le principe même du référendum, il estime que les électeurs n'ont pas une connaissance suffisante du texte des Nations unies condamnant le Chili pour pouvoir se prononcer en toute responsabilité. Ils admettent toutefois que les élections d'octobre ont été « déformées ».

On apprend d'autre part que les marins et les aviateurs seront consignés dans leurs casernes le 4 janvier. Cette mesure assure comme un nouveau signe des dissensions au sein de la junte entre la marine et l'aviation, représentées respectivement par l'amiral José Mery et le général Gustavo Leigh, et l'armée de terre, dont le général Pinochet, est le porte-parole. — (A.F.P., A.P.)

Espagne

● **LE PARTI NATIONALISTE BASQUE** a annoncé lundi 2 janvier la manifestation prévue pour le 4 janvier dans trois villes du Pays basque espagnol afin de célébrer le « 40^e anniversaire d'indépendance » d'accorder à ce dernier un statut de préautonomie. — (A.F.P., A.P.)

Irlande du Nord

● **LE BILAN DE LA GUERRE CIVILE D'ULSTER** pour l'année 1977 est le moins élevé depuis 1970 : 111 morts contre 287 en 1976. Ce sont les civils qui ont bénéficié de cette diminution du nombre des victimes : 68 en 1977 contre 245 l'année précédente, tandis que les forces de sécurité ont eu encore cette année 43 morts, contre 52 en 1976. — (U.P.I.)

Israël

● **AU 31 DÉCEMBRE 1977**, Israël comptait 3 650 000 habitants, dont 3 015 000 juifs et 574 000 non-juifs, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente, indique le service israélien des statistiques. Il ressort de ces chiffres que l'accroissement de la population s'est ralenti en 1977 : 1,8 % contre 2,1 % pour la population juive ; 3,5 % contre 3,9 pour la population non juive. — (A.F.P.)

Pakistan

● **CINQ PERSONNES** ont été tuées lorsque la police a ouvert le feu sur des ouvriers des

usines de textile de Multan, au Pendjab, a annoncé un communiqué officiel diffusé le lundi 2 janvier. Il s'agit du premier affrontement grave entre forces de l'ordre et ouvriers depuis que l'armée a pris le pouvoir. Les autorités militaires du Pendjab ont adressé leurs condoléances aux familles des victimes et leurs ont proposé un « juste dédommagement ». — (A.F.P.)

● **MME BRUTTO**, femme de l'ancien premier ministre autrichien emprisonné, a été assignée à résidence le mardi 27 décembre.

Pologne

● **LES ÉVÊQUES POLONAIS** SONT INQUIETS de la baisse de la natalité. Selon une lettre pastorale en « l'an 2000, un Polonais sur cinq aura soixante ans ou plus », s'il n'y a aucun changement d'ici là. — (Reuter)

Portugal

● **M. MARIO SOARES**, secrétaire général du parti socialiste, a déclaré lundi 2 janvier que le nouveau gouvernement ne serait pas formé avant une semaine et qu'il préférerait rechercher un accord « stable et solide » avec les différents partis politiques. — (A.F.P.)

République de Djibouti

● **DANS UN DISCOURS** publié le samedi 31 décembre à Djibouti par le journal le *Réveil*, M. Hassan Gouled, président de la République, fait état de la « découverte d'un plan servant les intérêts étrangers à couper le pays en deux, à ranimer la querelle tribale et à appeler au secours de chaque partie un protecteur étranger ».

Il s'agit par ailleurs avoir connaissance d'un complot ayant pour but d'armer une partie de la population et de l'inciter à se lever contre l'autorité pour scinder le Nord du Sud par la violence. — (Reuter)

Yougoslavie

● **LE MARÉCHAL TITO** a passé à passé le réveil du Jour de l'an dans un hôtel d'été de Brioni, au large d'Istrie, en compagnie de ses collaborateurs les plus proches, annonce l'agence l'Ananova, qui ne mentionne pas le nom de l'épouse du maréchal Tito. Contrairement aux années précédentes, la télévision yougoslave n'a pas retransmis en direct le réveil présidentiel. — (A.F.P.)

Iran

Création d'un comité pour la défense des libertés et des droits de l'homme

Une trentaine de personnalités de l'opposition iranienne viennent d'adresser au secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, une lettre annonçant la création à Téhéran d'un Comité iranien pour la défense des libertés et des droits de l'homme.

Dans cette lettre, les signataires déclarent notamment : « Depuis vingt-quatre ans, l'oligarchie gouvernementale iranienne, en violant systématiquement l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Constitution iranienne, a éliminé toute participation effective du peuple aux élections des deux Parlements et par conséquent aux affaires du pays. La SAVAK falsifie les bulletins de vote, décide, en fait, qui sera ou non candidat : le peuple ne connaît donc pas ses prétendus députés, et même s'il les connaît, il ne les reconnaît pas en tant que ses représentants. En vérité, les députés des deux Parlements, après avoir été nommés ou désignés par le roi, sont les députés du gouvernement qui ne font qu'approuver et appliquer les ordres du pouvoir. Ce système législatif, qui prive le peuple de toute participation aux véritables affaires générales du pays, a provoqué une crise dangereuse et suscitée un grave et profond mécontentement populaire. La compétence du pouvoir judiciaire devient de plus en plus limitée, pas à pas, progressivement aux mains de l'exécutif ».

● **La torture n'a pas été abolie** « Il est possible que le roi ou son gouvernement — c'est-à-dire toujours lui — prétende que le peuple iranien commence à profiter d'une certaine liberté de critique à propos des problèmes et des difficultés de la vie quotidienne (corruption, trafics, coupure d'électricité, manque de produits alimentaires, vie chère, inflation, éducation, habitation, assurances, etc.), comme il est

possible qu'il prétende avoir libéré certains prisonniers politiques, amélioré les conditions de détention, que la torture soit plus rare. Ce ne sont là que des apparences, pour tenter de sauver la réputation du régime : malgré tous les excès de la répression, le régime n'a pu, ces dernières années, maintenir, encore moins augmenter, les moyens de vie du peuple. Aussi les manifestations qui ont lieu dans les rues, sur les marchés, dans les milieux ruraux, ne sont-elles qu'une « soupage de stérilité » qui n'aurait sans doute trop de risques à bloquer ».

« En revanche, jusqu'à présent, et malgré la pression de l'opinion publique internationale, aucune imprimure n'a été autorisée à faire paraître des lettres ou déclarations critiquant la situation actuelle, et qui sont donc publiées clandestinement ».

« La minorité au pouvoir n'a pris en considération aucune de ces critiques. »

« Quant aux quelques prisonniers récemment libérés, il s'agit de personnes condamnées à de lourdes peines, sans qu'une accusation précise ait été portée ou démontrée contre elles, ou ayant purgé leur peine depuis longtemps. Encore ont-ils dû, pour être libérés, accepter de demander leur grâce au chah. Tous les autres, et ils sont des milliers, n'ont pas été libérés. De même, la torture n'a pas été abolie : ses procédés sont simplement changés. Les procès politiques ont toujours lieu à huis clos devant les tribunaux militaires ».

Parmi les signataires de ce texte, figurent notamment le chef religieux Sandjoli, M. Mehdi Bazargan, professeur d'université, qui avait été le premier directeur de la Compagnie nationale des pétroles iraniens sous le règne de Monadeqhi ; M. Kazem Hassani, ancien député et le docteur Karim Sandjoli, ancien ministre de l'éducation et représentant spécial de l'Iran auprès de la Cour internationale de justice de La Haye pour le litige opposant l'Iran et l'Angleterre au sujet de la nationalisation du pétrole en 1952.

Les conflits dans la corne de l'Afrique

Le chah d'Iran « ne resterait pas indifférent » à une « invasion de la Somalie par l'Éthiopie »

A la suite de ses entretiens avec le président Carter, le chah d'Iran a lancé, dimanche 1^{er} janvier, un avertissement au régime militaire d'Addis-Abeba en déclarant que « l'Iran ne resterait pas indifférent et sans réaction à une invasion de la Somalie par l'Éthiopie ». Le souverain iranien a déclaré à ce sujet qu'il « fallait tout d'abord s'efforcer de parvenir à une sorte de contact entre la Somalie et l'Éthiopie, de manière à pouvoir entreprendre des négociations de paix ».

« Aucun effort, a-t-il conclu, ne sera épargné pour accomplir cette tâche ».

Cette mise en garde est un succès pour la diplomatie iranienne, quelques jours après la visite à Téhéran du président Syaad Barre. En effet, malgré l'offensive diplomatique des dirigeants somaliens, aucun gouvernement n'avait jusqu'à présent pris une nette position en faveur des thèses de Mogadiscio. Lors de sa visite à Téhéran, le président Syaad Barre avait remis au chah un message destiné au président Carter, dans lequel il lui demandait d'« électrocuter » le parti, Téhéran, sans aller jusqu'à intervenir militairement dans la Corne de l'Afrique, pourrait fournir à la Somalie une importante aide militaire.

Le président Syaad Barre est arrivé lundi soir à Khartoum, après avoir rencontré à Assouan le président Sadate et le chancelier Schmidt.

En Ouganda, Radio-Mogadiscio a fait état lundi d'une attaque aérienne éthiopienne contre la

L'ÉGYPTÉ

A REMBOURSÉ À L'U.R.S.S. SES DETTES CONCERNANT LE BARRAGE D'ASSOUAN

(De notre correspondant.)

Le Caire. — S'adressant au Parlement, le dimanche 1^{er} janvier, M. Abdel Azim Aboul Atta, ministre de l'Irrigation, a annoncé que « l'Égypte venait d'achever de rembourser à l'Union soviétique les dettes contractées à l'occasion de la construction du haut barrage d'Assouan ».

Cet ouvrage colossal, dont le volume est égal à quarante fois la grande pyramide de Guizeh, et dont « les effets secondaires nuisibles » (développement de la bi-haridose remontée des sels, disparition du limon fertilisant, etc.) sont aujourd'hui dénoncés tant par des agronomes que par des paysans égyptiens, a coûté 404 millions de livres égyptiennes (1 livre égyptienne = environ 7 francs), et a requis le travail de trente-cinq mille personnes pendant plus de dix ans.

Il a cependant permis à l'Égypte d'échapper, ces dernières années, à la sécheresse qui a sévi en Afrique et lui a donné le moyen d'augmenter, quoique dans une proportion inférieure aux prévisions initiales, la production d'électricité et la surface irriguée du pays.

On apprend parallèlement, de source soviétique, que Le Caire, en dépit de la décision annoncée par le président Sadate de suspendre le paiement à l'Union soviétique des dettes civiles et militaires égyptiennes, continué jusqu'à fin de 1977 d'honorer régulièrement toutes les échéances qui lui étaient présentées. Les Soviétiques se demandent maintenant « si les Égyptiens, qui les régent en nature (agrumes, meubles, chaussures, etc.), vont mettre à exécution, en 1978, leur décision de suspendre le paiement de leurs dettes ou s'ils continueront à les rembourser. — J.-P. P.-E.

AFRIQUE

La Tour souverte
à l'attention de
la Côte d'Ivoire

BONS D'ÉCUR

Il est d'usage
A l'attention de

La Tour souverte
à l'attention de

La Tour souverte
à l'attention de

La Tour souverte
à l'attention de

La Tour souverte
à l'attention de

La Tour souverte
à l'attention de

La Tour souverte
à l'attention de

AFRIQUE

Guinée

M. Sekou Touré souhaite une « coopération sincère » avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire

De notre correspondant

Dakar. — De Conakry, d'où, depuis vingt ans, soufflent alternativement le chaud et le froid, parvenant des nouvelles, lues ici avec intérêt, le président Sekou Touré, quel, il y a peu de temps encore, vilipendait les présidents Senghor et Houphouët-Boigny, multiplie, depuis quelques semaines, les avances en direction de Dakar et d'Abidjan.

Déjà, en juin dernier, rentrant du sommet de l'O.U.A. à Libreville, le ministre sénégalais de la Jeunesse et des Sports, M. Joseph Mathiam, avait accepté une invitation de son collègue guinéen à se rendre à Conakry. En octobre, le président du conseil économique et social sénégalais, M. Magalie Lo, aurait rencontré un émissaire guinéen, laissant entendre certains officiels sénégalais.

PIERRE BIARNES.

(1) Date du débarquement de soldats portugais et d'opposants guinéens, qui faillirent renverser le régime de M. Sékou Touré. Celui-ci accusa ensuite le Sénégal et la Côte-d'Ivoire d'avoir trépidé dans cette affaire.

Des libérations de détenus politiques ?

Alors que M. Sékou Touré a récemment fait libérer trois détenus politiques d'origine libanaise, dont deux étaient citoyens français, de nombreuses libérations, nous indiquons de source privée, seraient actuellement en cours en Guinée. Ainsi, entre le 19 et le 29 décembre, environ trois cents prisonniers politiques — parmi lesquels plusieurs hauts fonctionnaires et des anciens officiers — auraient été libérés. Cette attitude nouvelle de M. Sékou Touré serait liée au souci du président guinéen de normaliser ses relations avec la Côte-d'Ivoire et le Sénégal.

Autre heureuse nouvelle en provenance d'Afrique de l'Ouest : au Mali, dans la mesure où il a adressé à la nation à l'occasion de la nouvelle année le souhait d'une nouvelle année de paix, M. Sékou Touré a souligné le souhait de normaliser ses relations avec la Côte-d'Ivoire et le Sénégal.

République Sud-Africaine

« JE REVIENDRAI QUAND MON PAYS AURA CHANGÉ DE RÉGIME »

Le journaliste sud-africain Donald Woods, en résidence surveillée depuis le 19 novembre à East-London, est arrivé, avec sa famille, samedi 21 décembre, à Blaseru, capitale du Lesotho, après une fuite remarquable. Le gouvernement britannique a décidé de lui accorder le droit d'asile.

M. Woods, ancien directeur et rédacteur en chef du «Daily Dispatch» et champion de la cause anti-apartheid, était assigné à résidence par les autorités sud-africaines qui lui reprochaient notamment ses accusations publiques contre le ministre de la justice, M. Jimmy Kruger, après la mort suspecte, en prison, de son ami, le militant africain Steve Biko.

Après avoir tâté en noir ses cheveux blancs, s'être affublé d'une moustache et d'une paire de lunettes à grosse monture le rendant méconnaissable, M. Woods gagna en auto-stop le bantoustan du Transkei, où il retrouva sa femme et ses cinq enfants qui avaient ouvert une petite boutique à East-London. Le franchi ensuite, seul, à la nage, la rivière séparant le Transkei du Lesotho.

Avant de quitter son pays, M. Woods avait laissé, bien en évidence sur son bureau, une lettre adressée au directeur du «Dispatch», où il déclarait : « Ceci est ma démission. Je reviendrai dans mon pays lorsqu'il aura changé de régime. » Si y a un mois, l'un des fils du journaliste avait reçu, au domicile de la famille Woods, un colis contenant un T-shirt imprimé d'un soleil qui avait sérieusement brûlé l'enfant. Une enquête a montré que l'attentat était le fait de deux « officiers » dont les noms n'ont toutefois pas été révélés. Cet attentat avait décidé M. Woods à s'exiler.

• SELON LE JOURNAL « SUN-DAY TIMES » de Johannesburg, un commerçant sud-africain d'origine indienne, Moonsamy Pillay, est mort le jour de Noël en prison, après avoir été maltraité par les policiers.

Canada

LE QUÉBEC ACCUEILLE CALMEMENT LES DÉCLARATIONS DE M. TRUDEAU SUR L'INDÉPENDANCE

De notre correspondant

Montréal. — La presse étrangère a-t-elle accordé une importance excessive aux propos tenus le 1^{er} janvier par M. Trudeau, premier ministre fédéral, au cours d'une interview télévisée sur une chaîne anglophone ? Le premier ministre du Canada évoquait la possibilité d'un recours à l'armée au cas où le Québec déclarerait « illégalement » l'indépendance (le Monde du 3 janvier). S'il l'a fait, c'est après avoir été surpris dans ses derniers retranchements par le journaliste qui lui demandait quelle serait son attitude au cas où le gouvernement québécois « bloquerait le courrier ou occuperait les aéroports fédéraux ».

M. Trudeau a alors dit seriemment qu'une telle perspective lui paraissait tout à fait hypothétique, mais qu'il n'hésiterait pas, le cas échéant, à manifester la même fermeté qu'en 1969 lorsqu'il mit le Québec sous la tutelle de l'armée canadienne pour lutter contre les actions terroristes du Front de libération du Québec. Au demeurant, ajoutait-il aussitôt, le parti québécois est un parti démocratiquement parvenu au pouvoir par des moyens légaux et respectueux jusqu'à présent de la légalité. M. Trudeau s'est refusé en outre à suivre son interlocuteur lorsque celui-ci a soutenu que la sécession d'une province était par définition illégale puisque rien ne l'autorisait dans les textes constitutionnels canadiens. Rien ne l'interdit non plus, a répondu en substance M. Trudeau, en faisant remarquer qu'il n'y avait pas à l'origine en Grande-Bretagne de loi autorisant une colonie à se séparer. Mais il a répété une nouvelle fois à ce propos que l'indépendance du Québec ne pouvait être selon lui un acte unilatéral. Il faudrait que celle-ci soit négociée avec le gouvernement fédéral si les Québécois se prononçaient un jour massivement en sa faveur.

Confirmant ses précédentes prises de position, il a laissé entendre qu'il démissionnerait plutôt que d'être le premier ministre fédéral à négocier l'indépendance du Québec. Ces propos, qui n'ont été de très nouveau, sont tombés au Québec dans l'indifférence tranquille qu'engendre la trêve des confiseurs.

ALAIN-MARIE CARRON.

Chili

Un quotidien espagnol publie la lettre d'un membre de la junte hostile au référendum du 4 janvier

M. Eduardo Frei, président du Chili de 1964 à 1970, leader de la démocratie chrétienne (disparu par la junte), a condamné le référendum qui doit avoir lieu mercredi 4 janvier, au cours d'une conférence de presse à son domicile, lundi à Santiago. Cette consultation est organisée, a expliqué M. Frei, alors que « l'état de siège est toujours en vigueur, que les libertés individuelles sont restreintes et qu'il n'existe aucune véritable liberté d'expression ni de réunion ». Le référendum est illégal par rapport aux dispositions constitutionnelles imposées par la

junte elle-même, a précisé l'ancien président. La démocratie chrétienne avait déjà appelé à voter « non » (« le Monde » du 28 décembre).

Le nouveau « contrôleur général » nommé par le général Pinochet après la mise à la retraite de M. Hector Humeres a ratifié lundi le décret portant sur l'organisation de la consultation. Le général Pinochet a d'autre part affirmé dans un message radiodiffusé qu'il ne poursuivait aucun but personnel en organisant le référendum et qu'il souhaitait seulement « continuer à défendre la dignité du Chili ».

De notre correspondant

Madrid. — Le quotidien madrilène «Diario 16» a publié, le 2 janvier, de larges extraits d'une lettre de quatre pages que le général Gustavo Leigh, un des quatre membres de la junte chilienne (1), aurait adressée le 23 décembre dernier au général Pinochet pour critiquer sa décision d'organiser un référendum le 4 janvier (le Monde du 31 décembre). La lettre reproche au président chilien d'avoir mis les autres membres de la junte devant le fait accompli. Elle explique que le général Leigh, ainsi qu'un autre membre de la junte, non spécifié (2), s'opposent au référendum parce qu'il suscitera des doutes dans l'opinion publique, qu'il est contraire aux normes que le gouvernement militaire a lui-même établies et qu'il est destiné à précipiter le pouvoir d'un seul homme.

La rédaction du journal nous a déclaré qu'elle n'a en sa possession aucune photocopie de l'original, portant la signature du général Leigh. Elle indique qu'elle en a vérifié la vraisemblance auprès de ses sources chiliennes habituelles.

Il est évidemment difficile — sinon impossible — de savoir comment une telle fuite a pu s'opérer et de dire avec certitude que ce document n'est pas un faux destiné à confirmer les assertions de l'opposition quant aux divergences au sein de la junte à propos du référendum.

La lettre se présente comme l'exposé de la « position des forces sérieuses » (dont le général Leigh est le commandant en chef) à propos de la consultation nationale du 4 janvier :

« C'est seulement à 18 heures, le mardi 20 décembre, que Votre Excellence a fait connaître, au commandant en chef signalais de cette lettre, sa décision de convoquer les citoyens chiliens à un référendum ou à une consultation pour qu'ils se prononcent sur le vote des Nations unies condamnant notre pays, écrit l'auteur du document. Aussitôt, je vous ai exprimé mes inquiétudes à ce sujet. Néanmoins, Votre Excel-

lence a convoqué les membres de la junte pour le jour suivant, mercredi 21, à 9 heures, afin que nous assistions à l'enregistrement du discours dont nous ignorions alors le contenu — qui serait transmis à ce même jour, à 22 heures, à tout le pays. C'est seulement à ce moment-là que j'ai pu connaître les intentions concrètes de Votre Excellence... »

« Quel que soit le résultat du vote, poursuit la lettre (...), nous ne pourrions éviter les doutes et les suspicions que la procédure employée suscitait au Chili et à l'étranger, et pour cela même nous ne pouvons éviter les conséquences qu'entraînera une telle perte de prestige (...). Aussi est-ce la défense de notre honneur et de notre dignité qui nous contraint, en premier lieu, à repousser la célébration du référendum annoncé. »

Après avoir rappelé les objectifs du coup d'Etat du 11 septembre 1973, l'auteur du document poursuit : « Nous ne refusons pas les consultations nationales quand celles-ci portent sur des problèmes fondamentaux d'ordre constitutionnel, pour la solution desquels il est nécessaire de connaître l'orientation donnée par la majorité du peuple. Mais nous repoussons les référendums de caractère plébiscitaire, propre des gouvernements de type personnel qui, certes, ont besoin de se faire plébisciter, mais ne sont ni caractéristiques ni dignes d'un gouvernement militaire institutionnel comme le nôtre. »

« La base fondamentale du gouvernement militaire consiste dans son caractère institutionnel. C'est-à-dire que nous ne sommes pas en présence d'un gouvernement de quatre personnes mais d'un gouvernement comme le nôtre. »

(1) Le général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre ; le général José Merino, commandant en chef de la marine ; le général Gustavo Leigh, commandant en chef de l'armée de l'air ; le général Cesar Mendoza, commandant en chef des carabiniers.

(2) Il s'agit vraisemblablement de l'amiral José Merino. — (N. D. L. R.)

CHARLES VANHECKE.

CORRESPONDANCE

Le rôle du contrôleur général

M. François Julien-Laferrère, maître assistant à l'université de Lille-II, nous écrit à propos du rôle du contrôleur général du Chili à la suite de la mise à la retraite de ce poste.

M. Hector Humeres, qui avait fugué illégalement le décret du général Pinochet sur le référendum du 4 janvier.

Dans vos numéros datés 30 décembre et 31 décembre 1977, vous avez, à deux reprises, assimilé le contrôleur général du Chili au président du Conseil constitutionnel français.

Avant d'entreprendre une thèse sur « La contrainte générale en Amérique latine », à l'université de Paris-II, je me permets de vous apporter des précisions suivantes :

La contrainte générale chilienne est un organisme qui n'a sans doute aucun équivalent à l'étranger. Elle joue à la fois, et partiellement, le rôle dévolu en France au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, mais non au Conseil constitutionnel.

En effet, d'une part, le contrôleur général appose son visa sur tous les décrets et arrêtés ministériels, le refus de visa empêchant la mise en vigueur des actes administratifs. D'autre part, il tient la comptabilité de la nation et établit le rapport annuel des finances publiques. Mais en aucun cas il ne peut, comme le Conseil constitutionnel français, empêcher la promulgation d'une loi non conforme à la Constitution. Son intervention en ce domaine se limite à allouer une indemnité, sur leur demande, aux administrés auxquels l'application d'une loi contraire à la Constitution causerait un dommage.

Le contrôleur général jouit de l'immovabilité et ne peut être démis de ses fonctions que par une décision de la Cour suprême ou du Parlement, pour « manquement grave à ses devoirs » et dans les mêmes formes que les membres de la Cour suprême.

C'est évidemment la nécessité d'un accord — hypothétique — de la Cour suprême (le Parlement ayant été dissous en septembre 1973) pour pouvoir prononcer la destitution du contrôleur général qui a amené le général Pinochet à décider sa mise à la retraite, en violation des règles du statut des fonctionnaires et de la Constitution.

MERCREDI 4
JEUDI 5 JANVIER
(de 9 h 30 à 19 h)

Soldes

LA BOUTIQUE DANOISE

42, avenue de Friedland
75008 PARIS

meubles-tapis-tissus
luminaires - vaisselle

DU MERCREDI 4 AU SAMEDI 7 JANVIER

SOLDES

NOUVEAUTE, FEMMES
ET ENFANTS, SOUS-SOL
ET RAYONS D'AMEUBLEMENT

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER.

BONS D'EPARGNE ECUREUIL

GROUPEMENT REGIONAL D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE REGION PARISIENNE

5000 F **Bon d'Épargne** 5 ANS

A INTERET PROGRESSIF

Emis au pair le : 59.11

N° 0.000.000

à cinq ans de date

LE GROUPEMENT REGIONAL D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE REGION PARISIENNE (R.E.P.) paiera la somme de CINQ MILLE FRANCS

Payable dans toutes les CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

- La simplicité d'une formule qui vous laisse maître de votre épargne.
- La sécurité d'un placement Caisse d'Épargne.
- La discrétion d'un titre au porteur.
- Des intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans garantis par un barème remis à chaque souscripteur.
- Une rentabilité sur 5 ans calculée sur la base d'un taux actuariel brut de 9,75% l'an.

Caisse d'Épargne Ecureuil

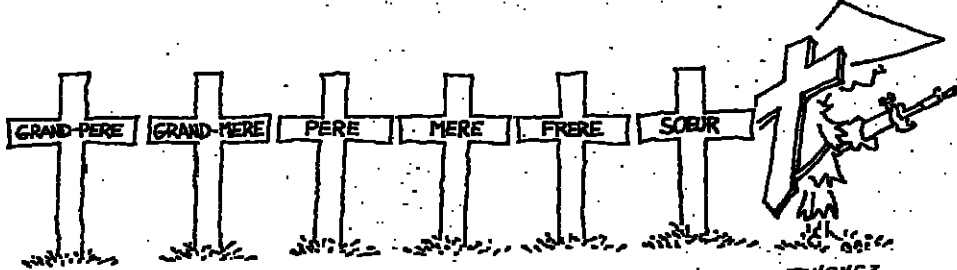
ASIE

LE CONFLIT INDOCHINOIS

Phnom-Penh pose en préalable à toute négociation le retrait des troupes vietnamiennes « d'occupation »

Le Cambodge a annoncé, mardi 3 janvier, qu'il refuserait de négocier avec Hanoï, aussi longtemps que des troupes vietnamiennes « occuperaient » son territoire. L'incertitude demeure tant sur les régions que Phnom-Penh considère comme relevant de son autorité que sur l'ampleur réelle des combats. Le quotidien du parti communiste vietnamien « Nhan Dan », qualifié mardi des Khmers rouges de « réactionnaires ». L'ambassadeur du Cambodge à

Hanoï est arrivé à Pékin où il restera « quelques jours ». A Paris, le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a déploré les combats qui reprennent dans cette région du monde. « Quel que soit le jugement que nous avons porté sur le régime cambodgien », en Corée du Nord, l'agence officielle de presse a fait état d'une lettre adressée par le premier ministre cambodgien au président Kim Il Sung.



Bangkok. — Le Cambodge a esquivé, mardi 3 janvier, dans un communiqué diffusé par Radio Phnom-Penh, le retrait immédiat et total des troupes vietnamiennes qui se trouveraient sur son territoire, comme préalable à toute négociation. Si des unités vietnamiennes se trouvent effectivement sur le sol khmer jusqu'où ont-elles pénétré? Occupent-elles au sens propre des

De notre correspondant

portions de territoire? Poursuivent-elles leur progression? Autant de questions auxquelles il est pour le moment pratiquement impossible de répondre. D'autre part, lorsqu'il emploie l'expression de « territoire cambodgien », le régime de Phnom-Penh se conforme-t-il au tracé

frontalier hérité de l'époque coloniale ou bien y inclut-il implicitement des régions qu'il revendique comme lui appartenant de droit mais qui restent situées à l'intérieur des frontières du Vietnam? Trois jours après les graves accusations lancées par M. Khieu Samphan, chef de l'Etat du Cambodge, rien ne permet de partir de Bangkok de confirmer certaines informations de presse sur la prise imminente de Phnom-Penh par les troupes de Hanoï. Selon ces mêmes informations, les Vietnamiens procéderaient alors à l'installation d'un « gouvernement ».

Rien ne vient non plus étayer les affirmations attribuées à des « sources militaires occidentales » selon lesquelles « pratiquement toute la partie du Cambodge située à l'est du Mékong » (soit le tiers du territoire) serait coupée du reste du pays par les Vietnamiens. Du temps de la guerre contre les Etats-Unis, les Nord-Vietnamiens ont contrôlé en fait certaines régions orientales du Cambodge, où passait le réseau des pistes Ho-Chi-Minh. Cependant, on voit mal aujourd'hui l'intérêt stratégique de mobiliser les effectifs qui devraient être considérables pour occuper ces régions de hauts plateaux couverts de jungle et bien peu peuplés. De telles informations semblent être le reflet, voire le prolongement incertain des déclarations cambodgiennes.

Si le Vietnam avait effectivement décidé de prendre le risque de porter la guerre au Cambodge pour y installer un « gouvernement ami », il avait depuis longtemps les moyens militaires (sauf peut-être en cas d'intervention de la Chine aux côtés de Phnom-Penh) pour mener à bien cette opération. Les Vietnamiens, de parvenir très rapidement à ses fins. Pourquoi le vouerait-il aujourd'hui plus qu'hier.

Les informations dramatiques qui laissent entrevoir une annexion pure et simple du Cambodge par son voisin font d'autre part peu de cas des propos apaisants tenus par les Vietnamiens samedi dernier et leur offre d'une négociation immédiate. De même tiennent-ils compte du contexte international et de celui qui prévaut dans la région du Sud-Est asiatique.

Les Vietnamiens, après trente ans de lutte contre toute domination étrangère, se risqueraient-ils à apparaître ouvertement aux yeux du monde comme les nouveaux « impérialistes » de la région, sans compter les conséquences multiples et imprévisibles qu'aurait le recours à la force contre un allié de la Chine. N'ont-ils pas, chez eux, de récentes expériences de coopération économique et commerciale.

Le ministre des affaires étrangères de Hanoï, M. Nguyen Duy Trinh, est, ce matin, en Malaisie. Il était, lundi, à Djakarta. Il sera mercredi aux Philippines et jeudi en Thaïlande. Ce nouvel effort diplomatique des Vietnamiens pour l'ASEAN (l'Association des Etats du Sud-Est asiatique) n'est-il pas le signe d'un retour à la normalité, après les projets de pacte militaire et de coopération économique et commerciale lancés par Phnom-Penh, apparemment poussés par Pékin, en direction des mêmes pays non communistes. Mais il est aussi remarquable que le ministre des affaires étrangères du Vietnam n'ait pas même jugé nécessaire d'interrompre sa tournée après les frénétiques accusations cambodgiennes.

Ce ne sont là que quelques éléments qui peuvent être mis en évidence pour aider à mesurer le conflit en perspective. La situation n'en reste pas moins très obscure sur le terrain.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Association des nations du Sud-Est asiatique ; Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

INDONÉSIE : la révolte des Papous

II. — LA DESTRUCTION D'UNE CULTURE

par TONI MELLIVE

Les Papous de l'Irian-Jaya, la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, partie intégrante de l'Indonésie depuis 1963, sont en rébellion (« le Monde » du 3 janvier). Quelle est la politique des autorités de Djakarta face à ce problème et quelles sont les chances de succès des combattants pour l'indépendance ?

Jayapura. — La campagne électorale qui a eu lieu au printemps 1977 dans toute l'Indonésie a permis au mouvement de libération papou, l'O.P.M., d'exploiter le mécontentement des populations envers le gouvernement central et de déclencher une offensive d'envergure. Ce mécontentement est aussi chez les Indonésiens, qui évoluent chez ceux qui demeurent à l'état tribal. Les premiers constatent avec amertume que les bénéfices tirés de l'exploitation des richesses minières du territoire profitent surtout aux Indonésiens, que leur pays manque de routes, d'hôpitaux, d'écoles, qu'ils sont insuffisamment payés. Pour les autres, qui constituent l'immense majorité de la population, la situation est plus dramatique encore, puisque c'est leur culture même qui se trouve menacée.

Les premières années de présence indonésienne en Irian-Jaya furent des années de pénurie.

Les Indonésiens sont d'un tempérament très rude. Aussi ont-ils été profondément choqués de découvrir que leurs nouveaux compatriotes de la lointaine province d'Irian-Jaya avaient été laissés dans un complet dénuement vestimentaire par les colonialistes néerlandais. Les Danis portent pour tout costume un étui pénien, le koteka, longue courbe évidée placée sur la verge. Les Amis, tribu du Sud-Ouest, sont totalement nus. Situation intolérable, déshonorante pour l'Indonésie ; il fallait avant tout remettre ces choses en ordre. L'opération « koteka », ou « opération caleçon », des avions déversèrent sur les populations vivantes des tonnes dans la tenue d'Adam des shorts, slips, pantalons. Les Danis refusèrent la contrainte de l'habillement, à leurs yeux déshonorante. Aussi les militaires ne cessent-ils de leur faire subir, conservant leur pantalon pour les rares visiteurs. Comme l'écrivait avec humour l'*Indonesian Times* « pour les Danis, enlever leur koteka est plus humiliant que pour nous d'enlever notre pantalon dans un lieu public ». Finalement, sur les conseils des missionnaires, les responsables de cette opération reconnurent que ces hommes, n'ayant qu'une seule culotte, pas de savon pour la laver et vivant le plus souvent sous la pluie, étaient pour le moins plus à l'aise dans leur tenue traditionnelle.

En pays Mimika, la société américaine Freeport, qui exploite la mine de cuivre du mont Grasberg, a vu une indienne spéciale pour l'aménagement du territoire et le « bien-être » des tribus de la région. Mais ces dernières se plaignent amèrement de la présence de l'indienne. Ailleurs, les autochtones sont contraints de travailler dans les exploitations forestières, le plus souvent sans être payés. Ceux qui refusent sont parfois fouettés à coups de queue de rale.

Lors de la dernière campagne électorale, des fonctionnaires, escortés de soldats, s'installèrent dans les villages les plus reculés pour donner aux autochtones des « cours d'éducation civique », c'est-à-dire pour leur apprendre dans la langue des trousses ils devaient mettre leur bulletin. Certains Papous s'enfuirent dans la jungle, poursuivis par les soldats. Les autres, sous la contrainte, attendaient avec impatience la grande fête et une distribution de cadeaux. Aussi furent-ils bien déçus de voir, une fois le scrutin terminé, les fonctionnaires s'en aller sans tambour ni trompette. Ils n'ont toujours pas compris le sens de cette étrange opération.

Chez les Amis, chasseurs de têtes par mysticisme, les erreurs du gouvernement furent catastrophiques. Les autorités tentèrent d'imposer aux familles la vie dans des maisons individuelles, alors que, depuis toujours, elles habitaient à cinq ou six familles dans de vastes cases sur pilotis, se partageant la besogne et la garde des enfants. Les Indonésiens voyaient dans cette cohabitation une promiscuité immorale. Ils ignoraient que les relations sexuelles des Amis ont toujours lieu dans la jungle.

Plus grave encore, ils interdisaient les cérémonies religieuses, qui, à leurs yeux, reflétaient un état primitif intolérable au sein de la nation indonésienne. Ils ordonnèrent la destruction des yew, maisons cultuelles, interdirent la sculpture des bois, grands piliers incarnant les esprits des ancêtres. C'est ainsi qu'ont disparu certaines sculptures qui ont fait de l'Irian-Jaya un lieu de l'art primitif. Il ne restait pas agi, comme dans d'autres

ria, de disette et de désorganisation. Les réserves alimentaires, l'outillage, les produits manufacturés laissés par les Hollandais furent achetés à bas prix et envoyés à Java. Une véritable razzia laissa le territoire dans un total dénuement. La brousse rongeait rapidement les rares pistes qui existaient. Des populations en contact avec les Européens depuis longtemps se virent dénuées des simples objets utilitaires qu'elles maintenaient soigneusement : couteaux et haches d'acier, ustensiles de cuisine. Elles retrouvèrent sans difficulté leurs anciennes techniques de polissage de la pierre et renouèrent avec leurs traditions.

Après le coup d'Etat de 1965, le gouvernement du général Suharto fit un réel effort pour remettre en place l'infrastructure et réapprovisionner le territoire. Aujourd'hui, les migrants de Jayapura, chinois pour la plupart, regorgent de denrées, d'appareils ménagers les plus récents, de téléviseurs, de chaînes de haute fidélité. Mais qui peut les acheter ? Assurément pas les Papous, avec leur salaire mensuel de 8 000 à 12 000 roupies (100 à 150 francs), quand ils ont un emploi fixe. On peut aussi se demander comment les Indonésiens vivant en Irian, pour la plupart des fonctionnaires, peuvent, monde sur un conflit apparemment sans issue, le mouvement d'indépendance n'a guère d'audience à l'étranger. Même le plus proche voisin de l'Irian, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, directement concernée par le sort de ses frères papous, s'efforce de rester neutre (le Monde du 7 octobre), ce qui lui reprochent vivement les nationalistes papous de l'O.P.M. Ce tout jeune Etat ne veut pas entrer en conflit avec son grand voisin indonésien. Tout au plus ferme-t-il les yeux sur les Irianais qui passent la frontière pour chercher asile sur son territoire.

Le mouvement séparatiste des Papous d'Irian-Jaya semble avoir bien peu de chances de se faire entendre, d'autant que la prospection minière a déjà révélé les richesses de son sous-sol. Il y a le pétrole de Sorong, la faible mine de cuivre du pays mimika ; les Japonais ont signé un contrat à long terme pour en acheter le minerai. Les forêts semblent douter que l'ancien premier ministre nationaliste soient vivement intéressés par les ressources de l'Irian-Jaya.

Cette lutte ne pourrait aboutir qu'avec l'appui d'un pays étranger, mais celui-ci serait probablement bien plus intéressé par les richesses et la position stratégique de l'Irian-Jaya que par le sort des Papous.

F. I. N.

Inde

Mme Gandhi a provoqué une scission au sein du parti du Congrès

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — A l'issue d'une « convention » tenue à New-Delhi les 1^{er} et 2^e janvier, la faction du Congrès, l'ancienne formation gouvernementale, favorable à Mme Gandhi, a constitué un groupe revendiquant la légitimité du mouvement congressiste qui s'est bien entendu, dans l'ancien premier ministre pour chef. Cette décision marque le point culminant de la guerre d'usure que se livraient depuis plusieurs mois partisans et adversaires de Mme Gandhi. Elle consacre la scission du Congrès.

Sans doute la fille de Nehru tente-t-elle une fois encore de donner un sens politique à sa démarche, en arguant du manque de combativité de la direction du Congrès à l'égard du gouvernement, ou en se présentant comme l'unique défenseur des désertés. Mais cela masque mal une volonté désespérée de reconquérir une position dominante. En ne parvenant pas à résilier l'opération qui lui avait permis en 1969, au prix d'une rupture dans le parti et avec des raisons politiques plus solides, d'écartier les vieux barons conservateurs (tel que M. Desai, aujourd'hui chef du gouvernement), Mme Gandhi a subi un nouveau et grave revers. Cette fois, n'étant plus en position de force, qu'une minorité de personnalités, anciens chefs de gouvernement locaux, fidèles compagnons ou courtisans généralement compromis sous l'état d'urgence, mais elle a vu que plusieurs honorables commentateurs indiens n'hésitent pas à qualifier de « comportement psychopathe ». Mme Gandhi, écrit un sociologue, M. A. Shourie, souffre

d'un sentiment d'insécurité si grand qu'on peut le qualifier de congénital ; ce sentiment, explique M. Shourie dans le magazine *India Today*, a pour racines les doutes que l'ancien premier ministre sur sa propre compétence.

En avril, après sa déroute électorale, le Congrès, avec l'aval de Mme Gandhi, s'est donné comme président M. B. Reddy et comme responsable de son groupe parlementaire M. Y. O. Chavan, deux anciens ministres, personnalités rouées et influentes. Au fur et à mesure cependant qu'ont été rendus publics les abus de pouvoir commis sous l'état d'urgence, la majorité des membres de la direction du parti, pour la plupart anciens ministres, ont tout naturellement tenté de se démarquer des hauts dirigeants de l'ancien régime. Simultanément, ils se sont efforcés de contraindre les efforts faits par Mme Gandhi pour revenir sur le devant de la scène, avançant que cela ne pourrait qu'affaiblir un peu plus leur formation. Ne pouvant ni rallier à sa cause la direction — dont seulement sept membres sur vingt et un se sont rangés à ses côtés — ni assurer le contrôle de l'appareil, Mme Gandhi a préféré précipiter une rupture. Le 18 décembre, elle a annoncé sa démission du comité directeur ; puis elle a ramené ses partisans, dont aucun ne possède une grande influence. Le résultat est « plus qu'une division. C'est l'éclatement définitif du Congrès en tant que grande organisation homogène nationale », écrit le directeur de l'hebdomadaire *Maitra*.

Même le parti communiste pro-soviétique, qui apporte son soutien à la politique autoritaire et répressive du précédent gouvernement, fait son autoritaire. Invoquant des raisons de santé — il a près de quatre-vingts ans — le président du parti, M. Dange, a démissionné le 30 décembre. En fait, il s'identifiait à la position adoptée par le parti ces deux dernières années et celle-ci est aujourd'hui jugée « mensonge » par le comité central. Le P.C. orthodoxe ne parvient pas en effet à se remettre du désastre que cette attitude lui a valu et l'échec électoral qu'il a subi en mars.

GERARD VIRATTE.

Pour vos
ÉTRENNES:
dans le cadre de sa
LIQUIDATION TOTALE

(par autorisation préfectorale tel du 30 décembre 1966)

BRADLEY'S
furs

18, avenue de l'Opéra, Paris

vous a un lot
réserve
de manteaux de
VISION RANCH 8.900^F
au prix incroyable de

Nous offrons toujours une collection
extraordinaire de manteaux de
VISION A PARTIR DE
ALLONGÉ 13.900^F
DANS TOUTES LES TAILLES...
ET DANS TOUS LES COLORIS:
BLACKGLAMA, TOURMALINE, BOEUF, ETC.

EGALEMENT:
PRIX SACRIFIÉS SUR
toutes les
Fourrures
"Qualité et Prestige BRADLEY"

ZIBELINE, CHINCHILLA,
BREITSCHWANTZ, PEKAN, ASTRAKAN,
CASTOR, LOUP, RENARD, LYNX,
MARMOTTE, RAT, AGNEAU, LAPIN,
CHAT, ETC...

RAGONDIN, MARTRE, OPOSSUM
TRES BEAU CHOIX DE VÊTEMENTS
DU SOIR EN MANTEAUX ET CAPES
ouvert de 9h30 à 19 heures

مكتبة من الأصل

LA PRÉPARATION
pourquoi ce

Jusqu'à 10 jours
COLL
Dans tous

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

POINT DE VUE

Pourquoi ce silence ?

par VICTOR LEDUC (*)

Il y a un peu plus d'un mois, le bureau national du P.S.U. envoyait à la direction du parti socialiste une adresse dans laquelle il exprimait ses regrets de n'avoir pu établir de relations avec ce parti. Il demandait que s'instaure entre nos deux organisations un débat sur les grandes questions que se posent les travailleurs et sur le sens des aspirations qui se font jour dans le mouvement des femmes, des écologistes et des minorités nationales, auxquelles un gouvernement de gauche aurait à répondre. Non seulement nous n'avons pas eu la moindre réponse, mais encore nous avons de fortes raisons de croire que les membres du comité directeur du parti socialiste n'ont pas été saisis de notre démarche.

Une telle attitude, particulièrement dans le contexte politique actuel, soulève un certain nombre de problèmes. Le parti socialiste unifié tient dans le combat politique une place spécifique, que reconnaissent l'ensemble des autres organisations du mouvement ouvrier et démocratique. Dans les derniers mois, tour à tour, le parti communiste français, la C.F.D.T., la C.G.T., la F.M.N. ont tenu des débats et des rencontres avec le P.S.U. sur les problèmes que pose la situation de la gauche comme sur les objectifs que se proposent les uns et les autres.

Si le P.S.U. est considéré par ces organisations comme un partenaire avec lequel il est utile de dialoguer et, le cas échéant, de s'unir, c'est parce qu'elles savent que, même si le chiffre de ses adhérents et ses pourcentages électoraux sont relativement modestes, il dispose d'un capital appréciable de militants présents dans toutes les actions significatives, de Ldp aux syndicats de soldats et jouant un rôle moteur dans les mouvements

socials qui ont l'autogestion pour horizon. Le parti socialiste se réclame lui aussi de l'autogestion et, tout récemment, le parti communiste lui-même. Le P.S.U. ne songe nullement à se plaindre de n'avoir plus, avec la C.F.D.T., le monopole du discours autogestionnaire. Il souhaite même que, au-delà du discours, se généralise une pratique qu'il continue d'être le seul, au plan politique, à promouvoir. Mais, entre forces qui se veulent autogestionnaires, l'échange d'expériences, l'approfondissement théorique et l'action commune ne sont-ils pas indispensables ? L'attitude négative du parti socialiste à cet égard pose un problème à bien des militants attachés à la cause de l'autogestion.

Mais il semble que la direction du parti socialiste ait choisi de nier l'existence du P.S.U. Pour comprendre ce parti pris, il faut remonter aux assises du socialisme qui se tiennent peu après l'élection présidentielle de 1974. Michel Rocard et ses amis, qui tentèrent d'entraîner le P.S.U. dans cette opération, c'est-à-dire dans l'intégration au sein du P.S., furent battus à une substantielle majorité. Le P.S.U. continua de vivre et d'agir en tant que force politique autonome aux côtés des autres partis de gauche et des formations d'extrême gauche.

Cette permanence d'une force politique autogestionnaire, révolutionnaire et unitaire résolument opposée tant à la social-démocratie qu'au stalinisme paraît gênante à plus d'un, et pas seulement au parti socialiste. Mais c'est de ce côté qu'on trouve le plus de résistance à admettre les faits, et l'on peut constater au cours de ces années une grande opiniâtreté dans la politique du

silence à l'égard du P.S.U., dont l'on s'efforçait d'effacer toute trace, tout signe de vie dans les moyens d'expression, où le parti socialiste dispose de quelque influence. Le P.S.U. ? Un mort ou un moribond. Telle est la vision que l'on s'employait à accrédi- ter.

N'est-ce pas Michel Rocard qui refusait la présence de candidats P.S.U. sur la liste d'Union de la gauche de Confians-Sainte-Honorine, déclarait : « On ne ressuscite pas un cadavre » ?

A persister dans cet ostracisme, le parti socialiste risque d'être la seule organisation de la gauche à vouloir ignorer le P.S.U. Il ferait ainsi naître une interrogation sur ses choix politiques réels. Car, s'il a pour objectif la reconstruction de l'unité de la gauche, on ne comprend pas pourquoi il évite d'entrer en rapport avec une organisation qui, tout en poursuivant un débat politique avec le parti communiste, s'efforce d'engager avec lui des discussions de même type, afin d'aboutir à un constat de convergences sans dissimuler les divergences. Contester la direction du parti socialiste ne veut-elle pas qu'il y a là une voie à explorer dans la recherche de l'unité et, si elle le voit, pourquoi s'est-elle jusqu'à présent refusée à l'emprunter ?

En prolongeant ce silence, le parti socialiste ne témoignerait-il de son caractère autogestionnaire ni de sa volonté unitaire.

M. Raymond Barre sera lundi 9 janvier, à 19 heures, l'invité du Club de la presse d'Europe 1. Le premier ministre commentera notamment les « objectifs d'action » qu'il doit présenter le samedi 11 janvier, à Blois.

L'Union des gauches de progrès (U.G.P., gauchistes d'opposition) que dirigent notamment MM. François Binoche, Jacques Dedu-Bridel et Dominique Gal- let, après avoir dénoncé « la politique de concertation sociale et de renouveau national de la majorité », et appelé que « un dialogue fructueux a été engagé avec la gauche », a lancé un appel, lundi 2 janvier, à « tous les gauchistes authentiques » pour qu'ils rejoignent l'U.G.P. dans une « nouvelle résistance ». L'U.G.P. a ajouté : « Devant le péril grandissant de la domination germano-américaine existent les bases d'un grand rassemblement populaire. »

MORT DE M. PIERRE GAUDIN SÉNATEUR DU VAR

Nous apprenons le décès de M. Pierre Gaudin, sénateur du Var (P.S.), ancien député, maire du Luc, survenu le lundi 2 janvier. Il sera remplacé à la Haute Assemblée par son suppléant, M. Maurice Janetti, conseiller général, maire de Saint-Julien. (Né le 15 février 1913 à Fréjus (Var), M. Pierre Gaudin, agriculteur, marié, deux enfants, conseiller général du canton du Luc, commune où il a exercé les fonctions de premier adjoint de 1947 à 1959, date à laquelle il était devenu maire. En 1974, pour protester contre le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon, il avait donné sa démission de maire, il avait été réélu quelques semaines plus tard. Pierre Gaudin, qui avait été élu sénateur en 1973, avait été élu sénateur le 25 septembre dernier.)

A PARIS

LES LISTES ÉLECTORALES POURRONT ÊTRE CONSULTÉES DU 10 AU 20 JANVIER

Dans chaque arrondissement de Paris, les listes électorales dressées par les commissions administratives compétentes — et comprenant les tableaux des additions et des radiations opérées par ces commissions du 1^{er} septembre au 31 décembre 1977 — seront, à partir du 10 janvier, déposées à la mairie annexe de l'arrondissement où les électeurs intéressés peuvent en prendre connaissance jusqu'au 20 janvier inclus.

1) Le samedi 14 janvier, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;

2) Les autres jours ouvrables, aux heures normales d'ouverture des bureaux, c'est-à-dire de 9 heures à 18 heures.

Les décisions des commissions administratives, ainsi rendues publiques le 10 janvier, peuvent, jusqu'au 20 janvier inclus, samedi et dimanche exceptés, faire l'objet d'un recours devant le juge du tribunal d'instance de l'arrondissement, aux fins d'inscription d'électeurs omis, de radiations ou de rectifications d'erreurs matérielles (art. L. 25 du code électoral).

Ces réclamations sont formées par simple déclaration au greffe de ce tribunal.

MAINE-ET-LOIRE. — Candidat dans la troisième circonscription, M. Edmond Alphandery nous indique qu'il est soutenu par le C.D.S. bien que n'adhérant pas à la formation centriste. (Le Monde du 29 décembre.)

VENDEE. — A la suite de l'information parue dans le Monde du 31 décembre concernant « l'accord tacite » conclu, dans la première circonscription, entre MM. Paul Caillaud (P.R.), député sortant, et Alain Chenot (R.P.R.), ce dernier nous précise : « La négociation a été menée en accord avec les instances nationales du R.P.R. L'accord conclu reste, bien entendu, soumis à leur ratification puisque ces instances sont seules compétentes pour décider, en dernier ressort, des retraites de candidatures. »

Le travail des députés

« LA LETTRE DE LA NATION » CRITIQUE L'ENQUÊTE DU « POINT »

La lettre de la Nation datée 3 janvier 1978 juge « plus que contestable » l'enquête réalisée par l'institut de mesures de l'activité parlementaire (ImaP) publiée par l'hebdomadaire le Point (le Monde daté 1^{er}-2 janvier).

Le bulletin du R.P.R. écrit notamment : « A aucun moment cette enquête ne fait apparaître le travail, généralement considérable, accompli par le député dans sa circonscription, ou bien auprès des administrations. Il est d'ailleurs symptomatique de voir que les députés placés en bas du classement sont souvent des parlementaires confortablement rétribués depuis quatre ou cinq législatures. Cette enquête présente un caractère nocif à deux mois des élections législatives dans la mesure où ce classement est arbitraire et où un certain nombre d'électeurs, peu informés des modalités du travail parlementaire, peuvent s'y laisser prendre. »

Certes, ce genre de pratique est monnaie courante aux États-Unis, mais ce n'est certainement pas une raison suffisante et valable pour l'adopter en France. »

Le mouvement des rapatriés du RECOURS prépare sa campagne contre les candidats de la majorité

Les dirigeants du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) doivent rencontrer prochainement plusieurs représentants du P.S., auxquels ils demanderont des engagements précis sur ce que fera leur parti en faveur des rapatriés, s'il parvient au pouvoir au terme des prochaines élections.

Le P.S. venant de déposer une proposition de loi d'indemnisation, ils souhaitent obtenir des éclaircissements sur son éventuelle application, compte tenu de la nouvelle loi adoptée par le Parlement. « Cette loi n'étant qu'un mirage pour les trois quarts des rapatriés, ainsi que l'ont souligné, à l'unanimité, toutes les associations et la plupart des députés et sénateurs », déclare M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, « il est évident que si nous obtenions de l'opposition des assurances claires et précises sur la résurrection de notre dossier après les élections, nous appellerions les rapatriés à sanctionner la majorité, qui a fait définitivement la preuve de son incapacité à régler notre problème. Nous leur demanderions de favoriser l'alternance politique en espérant que les partis de gauche, s'ils arrivent au pouvoir, sauront se montrer plus conséquents et plus justes. »

Les rapatriés d'Afrique du Nord peuvent jouer un rôle déterminant dans vingt-six circonscriptions où ils sont assez nombreux. C'est ainsi qu'avec respectivement 15 000, 4 000 et 17 000 électeurs dans les troisième, quatrième et cinquième circonscriptions des Alpes-Maritimes, ils sont en mesure d'assurer la réélection ou l'échec de MM. Fernand Icart (P.R.), élu en 1973 avec 4 507 voix d'avance sur le candidat de la gauche, Emmanuel Aubert (R.P.R.), élu avec 2 552 voix d'avance, et Bernard Cornut-Gentille (non inscrit), qui l'avait emporté de 6 000 voix.

Dans les Bouches-du-Rhône, les 14 000 rapatriés de la première circonscription pourraient créer des difficultés à M. Joseph Comiti (R.P.R.), qui, en 1973, avait battu son rival socialiste de 3 652 voix, et, en revanche, ils pourraient assurer la réélection, dans la deuxième circonscription, de M. Charles Loo (P.S.), qui avait devancé de 1 200 voix le candidat de la majorité.

A Toulouse, dans la deuxième circonscription de la Haute-Garonne, les 8 000 « pieds-noirs » peuvent faire la différence entre l'opposition et le maire, M. Pierre Baudis (app. P.R.), député sortant, qui avait été réélu, il y a quatre ans, à 989 voix de majorité.

Dans la cinquième circonscription de la Gironde, M. Aymer Achille-Poulid (rad.), élu avec 1 591 voix d'avance, ne peut se permettre de négliger les 1 500 électeurs rapatriés, de même que M. Robert Boulin (R.P.R.) dans la neuvième, où l'on compte deux mille « pieds-noirs », alors qu'il avait obtenu sa victoire avec un écart de 1 548 voix par rapport à son principal rival de gauche.

Parmi les autres sièges dont l'attribution pourrait dépendre du vote des rapatriés figurent, notamment, selon le « pointage » du RECOURS, ceux de quatorze membres de la majorité, MM. Jean Paget (réf., Gers), Jean-Marie Commenay (app. réf., Landes), Edouard Scholtesing (réf., Lot-et-Garonne), Paul Alduy (app. réf., Pyrénées - Orientales), Henri Guillemin (R.P.R., Rhône), Jacques Limoux (R.P.R., Tarn).

Jean Bonhomme (app. R.P.R., Tarn-et-Garonne), Jacques Bétra (R.P.R., Vaucluse), Jacques Médecin (P.R., Alpes-Maritimes), Pierre Sarvalgo (app. R.P.R., Alpes-Maritimes), Raymond Rethoré (app. R.P.R., Charente), Roger Chénaut (P.R., Paris), Jacques Dominati (P.R., Paris), Claude Labbé (R.P.R., Hauts-de-Seine) et ceux de quatre membres de l'opposition, MM. Jean Laborde (P.S., Gers), Georges Frèche (P.S., Hérault), André Lebarrière (P.S., Pyrénées-Atlantiques) et François Lemaire (P.S., Vaucluse), qui ne se représentent pas.

Ne doutant pas d'obtenir les assurances qu'il demande, le mouvement du RECOURS se propose de mener contre la majorité sortante une campagne électorale très active par voie d'affichage et par l'organisation de nombreuses réunions publiques afin de « mobiliser » l'électorat rapatrié.

Le P.S. prend l'engagement d'une négociation en cas de victoire de la gauche

Sans attendre la réunion qui doit avoir lieu le mois prochain, M. Jacques Riba, rapporteur spécial du P.S., a répondu favorablement à la demande des rapatriés. Il souligne notamment que la proposition de loi déposée par son parti est « fondée, en ce qui concerne l'indemnisation, sur une réparation immédiate et intégrale des pertes subies, avec rétroactivité dans les secteurs à stimuler de l'économie nationale. » M. Riba ajoute : « Si les élections permettaient à la gauche d'accéder aux responsabilités gouvernementales, le P.S. prend l'engagement d'ouvrir une négociation avec les rapatriés, sur la base de ce texte, pour chercher avec eux à mettre un point final au drame de ces Français qui ont trop souffert et à sceller leur réconciliation définitive avec le pays. »

Si associations de rapatriés : l'ANFANO, France-Afrique, le CNP.I., le RANFRAN, la MAF et le F.N.V.R. demandent au gouvernement de publier « sans tarder » les textes d'application relatifs au décret du 7 septembre sur l'aménagement des prêts à la réinstallation et à la loi d'indemnisation. Elles rappellent également « la nécessité de relancer la commission de concertation sur les retraites privées ».

CORRESPONDANCE

Les positions du groupe « le Communiste »

A la suite de l'article intitulé « Le P.C.F. et la ligne italienne », paru dans le Monde du 24 décembre, et dans lequel nous décrivions que les militants communistes oppositionnels groupés autour du journal le Communiste sont des « tenants d'une orthodoxie néo-stalinienne », M. Maurice Corvin, animateur de ce bulletin, nous écrit :

Cette qualification est purement mensongère et contraire à la plus élémentaire vérité historique. Nous vous rappelons que notre journal a été créé, notamment, par des militants de la IV^e Internationale ayant rompu avec cette organisation pour reconnaître le parti communiste français comme le leur.

Nous vous rappelons que notre journal a toujours affirmé sa condamnation de la ligne opportuniste telle qu'elle s'est manifestée du temps de Staline dans le mouvement communiste international et des crimes qu'elle a engendrés. De la même manière, nous combattons l'opportunisme tel qu'il se perpétue aujourd'hui sous d'autres formes, tout particulièrement dans le parti communiste français.

C'est si vrai que c'est bien la première fois, depuis nos vingt-quatre ans d'existence, que votre journal utilise ce terme à notre

encontre. Or nous n'avons pas, que nous sachions, modifié notre ligne dans la dernière période. Alors ?

Aussi faut-il croire que le fait de ne pas hurler avec les loups contre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes suffit pour nous accrocher l'étiquette « stalinienne ».

Effectivement, et cela est vrai depuis notre fondation, nous sommes profondément attachés aux conquêtes du mouvement ouvrier dans le monde et, a fortiori, aux États socialistes, comme aux acquis communistes des diverses classes ouvrières. Voilà qui est élémentaire pour qui lutte pour la révolution en France et, donc, pour les communistes révolutionnaires, que sont les militants regroupés autour de notre journal.

Il est vrai qu'à l'origine le groupe « le Communiste » a été fondé par d'anciens trotskistes, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui il s'attache à défendre la politique des États socialistes, et notamment de l'Union soviétique, ainsi que le reconnaît d'ailleurs M. Corvin. Il reprend intégralement dans son journal certains des articles de la presse soviétique condamnant la politique du parti communiste français. C'est donc par référence à ce qu'est aujourd'hui la politique du P.S.S. — que nous avons cru pouvoir parler d'une « orthodoxie néo-stalinienne ». — T.P.]

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offrir un dossier complet sur :

LES PRIX ET L'INFLATION

Envoyer 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Jusqu'au 10 janvier.

SOUS

Dans tous les rayons.

Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie
Brummell Rosny 2/Entrepôt de l'île-St-Denis.

Protestation contre certains régimes de détention

« Sécurité renforcée »
et « plus grande sécurité »

Sept détenus : Jean-Michel Boudin, Michel Desposito, Tahab Hadjadj, Roger Knobelsspiess, Jacques Mesrine, François Besse et Daniel Debrille, affirment, dans une lettre récemment adressée à la presse, qu'ils entendent, le 9 janvier, des mouvements de grève de la faim, pour dénoncer ce qu'ils nomment les « quartiers de haute sécurité ».

Leur but proclamé est de dénoncer ces « quartiers d'extermination » et d'exiger l'abrogation. Les signataires de la lettre s'en prennent à « l'abus de pouvoir, l'injustice, le sadisme, l'arbitraire, le non-respect de nos droits... années employées pour nous détruire ». Ils ont reçu la soutien du CAP (Comité d'action des prisonniers) et du Comité travailleurs-justice.

Les établissements ou quartiers de sécurité renforcée ont été créés par un décret du 23 mai 1975 pour recevoir « les condamnés qui, par leur personnalité ou leur comportement, ne peuvent être maintenus dans un autre établissement ».

La réforme mise en place à cette époque prévoyait pour les condamnés définitifs « une longue peine deux catégories d'établissements d'accueil : les centres de détention à régime relativement souple et les maisons centrales, à régime plus dur. Les établissements et quartiers de sécurité renforcée appartenaient à la seconde catégorie ; ils en sont l'élément le plus rigoureux et semblent exister ou réserver — la possibilité de « préserver ou de développer les possibilités de reclassement des condamnés » prévues, dans les autres types d'établissement.

Le Comité d'action des prisonniers (CAP) et plusieurs autres associations ont attiré, à diverses reprises, l'attention sur ce régime pénitentiaire accusé de « fabriquer des fauves ». L'annonce d'une grève de la faim prochaine de sept détenus soumis à un régime comparable fait suite à la campagne d'information organisée par le CAP et le Comité travailleurs-justice devant la Maison d'arrêt de Fresnes, au mois de novembre 1977 (Le Monde du 12 novembre 1977).

Dès le mois de juillet 1975, le CAP, auquel s'étaient joints divers mouvements, avait demandé l'annulation par le Conseil d'Etat du décret du 23 mai précédent. Le CAP estimait qu'il avait été modifié, par voie réglementaire, des dispositions relatives à la détermination des crimes et délits et à l'application des peines qui ne peuvent être que par voie législative (Le Monde du 12 juillet 1975).

Au 1^{er} décembre 1977, 46 personnes étaient détenues dans 7 établissements ou quartiers de sécurité renforcée, dont la capacité totale est de 240 places : 8 à Bourgoin (30 places), 6 à Brie (32 places), 7 à Evreux (21 places), 3 à Lissieu (30 places), 10 à Mende (44 places), 4 à Turbès (45 places) et 3 à Tulle (38 places).

On fait remarquer au ministère de la justice que les signataires de la lettre ont été grévistes dans les quartiers de haute sécurité ; n'étaient pas détenus dans des établissements ou quartiers de sécurité renforcée, lorsqu'ils ont rédigé leur lettre, mais dans des « quartiers de plus grande sécurité » (1). Ces quartiers (parfois réduits à une ou deux cellules) sont destinés, dans les maisons d'arrêt en principe réservées aux condamnés à une courte peine, à isoler des condamnés jugés dangereux qui ne sont pas encore condamnés à une peine définitive. Il est prévu de créer quatre cents places de cette nature dans toute la France. L'isolement, les conditions de sécurité (barreaux renforcés, doubles portes), auxquels sont soumis ces détenus, expliquent en partie qu'ils aient assimilé leur statut à celui des détenus en régime de sécurité renforcée.

(1) La situation de deux de ces prisonniers a récemment été modifiée : Jean-Marie Boudin est en transit ; Michel Desposito est en détention dans un quartier de sécurité renforcée depuis le 8 décembre 1977.

AUX JOURNÉES INTERNATIONALES DE TECHNOLOGIE DE DAKAR

Des universitaires à la recherche d'une « voie africaine »

Dakar. — Peut-on trouver une « voie africaine » pour enseigner et développer la technologie ? Cent cinquante personnes, dont près de la moitié d'Africains, étaient réunies il y a quelques jours par l'AUPELF (Association des universités entières) au sein d'un colloque sur la technologie, l'Institut universitaire de technologie (I.U.T.) de Dakar et l'Association des ingénieurs et techniciens africains pour les premières « Journées Internationales de Technologie ». Enseignants en majorité, les participants ont en outre du mal, malgré leurs intentions, à sortir du cadre universitaire pour rechercher une nouvelle pédagogie.

Comment réussir « le transfert de la science culturelle autochtone dans la civilisation technique » selon la formule du sociologue Edgar Morin citée par M. Abdou Diouf, le premier ministre sénégalais ? L'importation de techniques des pays industrialisés accroît la dépendance des « bénéficiaires » en les incitant à acheter de nouveaux produits. Les « transferts » ont aussi de fâcheuses répercussions sur l'environnement : ainsi, des forages entrecroisés dans les zones sahéliennes pour augmenter les rendements agricoles et inciter des nomades à se fixer ont-ils, parfois, provoqué une rupture de l'équilibre écologique dont les conséquences ont été dramatiques en période de sécheresse. La plus souvent, c'est l'équilibre social qui est menacé : la mécanisation des exploitations agricoles les plus modernes accroît le chômage et accélère l'exode vers des villes déjà surpeuplées. La concurrence des produits industriels tue l'artisanat traditionnel.

Un développement
« endogène »

La formation de techniciens et de cadres à l'étranger s'accompagne de dépenses considérables : une grande partie des diplômés — parfois plus de la moitié, au dire d'enseignants français — restent dans le pays de formation qui leur offre de meilleures conditions de travail. Les premières formations d'ingénieurs, en Afrique, ne remontent qu'à quelques années, dix ans parfois, après les formations traditionnelles.

Ensuite donner aux établissements d'enseignement africains une structure « verticale » (c'est-à-dire réunissant à la fois futurs ingénieurs et futurs techniciens), rassembler leurs liens avec le milieu économique en développant les stages — notamment dans les petites et moyennes entreprises — et en confiant des responsabilités d'enseignement à des cadres, plus encore que dans les pays industrialisés : éviter les formations trop spécialisées et les formations de gestion, pour rendre les diplômés capables de faire fonctionner des entreprises. Enfin, pour les thèmes d'enseignement et de recherche, partir des besoins locaux, notamment ceux du milieu rural (eau, énergie, habitat, le stockage et la conservation des produits agricoles).

L'unanimité s'est faite aussi pour s'intéresser aux techniques africaines traditionnelles et tenter de les ramener et de les développer, pour les besoins nouveaux, comme le font des centres de formation d'artisans (menuisiers, potiers, forgerons...) notamment en Haute-Volta et au Sénégal. Les paysans africains n'ont-ils pas su trouver une pharmacopée encore valable ? Et ceux de Casamance le moyen de lessiver des sols salins pour y cultiver le riz ? Les prochaines journées de technologie doivent être consacrées au monde rural.

Les suites de l'extradition de M^r Klaus CroissantDeux magistrats demandent des explications
sur le comportement d'un avocat marseillais

De notre correspondant

Marseille. — Par réaction contre l'extradition de M^r Klaus Croissant, divers organisations du monde judiciaire de Marseille organisaient le 18 novembre 1977, une manifestation symbolique au cours de laquelle une gerbe mortuaire dédiée à son droit d'asile et aux libertés de la défense a été jetée dans le grand bassin qui occupe le centre de la place du palais de justice (Le Monde du 19 novembre). Le cortège groupait des membres du syndicat des avocats de France, du Syndicat de la magistrature, de l'Union syndicale de la magistrature, des greffiers et du personnel administratif du palais.

Cette courroux jetée à l'eau a provoqué quelque malaise. Du monde judiciaire marseillais, puis, à deux reprises, le 21 novembre et le 15 décembre 1977.

Évasion

au cours d'un transfert.

Un détenu, M. Louis Roubat, vingt-quatre ans, s'est évadé, lundi matin 2 janvier, au cours de son transfert entre la prison de la Santé, à Paris, et Bourges (Cher). M. Roubat, qui était transféré à Bourges, pour y être entendu au sujet d'un cambriolage, a réussi à maîtriser les trois gendarmes chargés de le surveiller pendant le voyage et à s'échapper du train Paris-Bourges, à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret), après avoir tiré le signal d'alarme. Armé d'un pistolet dérobé à l'un des gendarmes, pris en otage, M. Louis Roubat devait ensuite contraindre un automobiliste, accompagné de sa femme et de ses deux enfants, à le conduire jusqu'à Paris, près de la porte d'Italie. Le malheureux, déjà auteur de deux évènements dans le passé, n'a pas été retrouvé.

● La catastrophe de Bombay. — Les corps de dix-sept des deux cent treize passagers du Boeing d'Air India, qui s'est abîmé en mer le dimanche soir 1^{er} janvier au large de Bombay, ont été retrouvés. L'autre part, le porte-parole de la compagnie indienne s'est refusé à toute déclaration sur l'opacité d'un sabotage. Les causes de l'accident se pourrissent être déterminées, selon lui, lorsque certaines pièces de l'appareil a auront été retrouvées. Une enquête de l'appareil a, jusqu'ici, été repérée. — (A.F.P.)

M. André Robert, président du tribunal de grande instance de Marseille, et M. Albert Vialat, procureur de la République, ont adressé des lettres conjointement à M^r Edouard Alexander, bâtonnier de l'ordre des avocats de Marseille. Dans ces lettres, il est reproché à M^r Gérard Bismuth, secrétaire général de la section du S.A.F. de Marseille, d'avoir manifesté « en compagnie d'un magistrat d'un certain nombre d'avocats en robe ».

Dans la première lettre, il est demandé à l'avocat d'expliquer sur les faits et notamment sur des « propos politiques » prononcés lors de la manifestation et considérés comme contraires à la neutralité de la justice. Dans la seconde lettre, le procureur de la République réitère sa question et demande plus précisément quelle décision le conseil de l'ordre compte prendre.

Le bâtonnier a transmis les lettres à M^r Bismuth, qui a vivement réagi en rendant publique sa propre réponse « Je réagis, tout d'abord, d'une manière bien connue jusqu'à la proposition de condamner une action syndicale en la qualifiant de politique... Nous pensons que tout regard sur la justice et ses lois, toute expression publique ou privée sur son fonctionnement, toute critique professionnelle syndicale de ceux qui en sont les acteurs (avocats et magistrats) sont de nature politique. (...) Si nous ne pouvons pas nous empêcher de venir de faire savoir au procureur de l'annexe du lycée Lakanal à Châteaufort-Malabry (Hauts-de-Seine) que les maîtres auxiliaires handicapés ne pouvaient pas déposer de dossier de titularisation. Pourtant, M. Jacques Thiaudière enseigne dans ce lycée, qui dépend de l'académie de Versailles, depuis neuf ans ; pourtant, en tant que handicapé, hémiplegique comme lui, a été

LES HANDICAPÉS DANS L'ENSEIGNEMENT

On ne titularise pas un hémiplegique

Recevant à l'Élysée, samedi 31 décembre, des personnes handicapées (« le Monde » du 3 janvier), le président de la République a notamment déclaré : « J'ai appris l'autre jour que les textes qui fixent les conditions d'aptitudes physiques aux emplois publics n'avaient pas été revus depuis la guerre et qu'ainsi de nombreuses personnes handicapées se trouvent écartées de la fonction publique. Naturellement, ceci va changer. » Le cas de M. Jacques Thiaudière, hémiplegique, maître auxiliaire depuis neuf ans, illustre cette situation : la titularisation vient de lui être refusée.

Parce qu'il n'a pas été reçu aux concours du CAPES ou de l'agrégation, les maîtres auxiliaires doivent travailler davantage que leurs collègues titulaires et pour des salaires inférieurs. Bien que l'administration ne les trouve pas assez brillants pour décrocher ses peaux d'âne, elle n'hésite pas à leur confier les mêmes classes et les mêmes cours qu'à ses lauréats très sur le volet de la justice. Ils sont donc plus malchanceux que d'incompétence à échouer, étant donné le nombre restreint des postes mis aux concours : il y a eu moins de 15 % de reçus en moyenne aux concours cette année.

La pression syndicale, l'exaspération des maîtres auxiliaires ont cependant incité les pouvoirs publics à accroître le nombre des titularisations internes. Désormais, les maîtres auxiliaires peuvent devenir des adjoints d'enseignement selon un barème établi en fonction du nombre d'années d'enseignement, de la note du chef d'établissement. Toutefois, l'année en année, la barre est montée.

Mais il faut aussi aux candidats à la titularisation ne pas être handicapés physiques. C'est ainsi que les services du ministère viennent de faire savoir au procureur de l'annexe du lycée Lakanal à Châteaufort-Malabry (Hauts-de-Seine) que les maîtres auxiliaires handicapés ne pouvaient pas déposer de dossier de titularisation. Pourtant, M. Jacques Thiaudière enseigne dans ce lycée, qui dépend de l'académie de Versailles, depuis neuf ans ; pourtant, en tant que handicapé, hémiplegique comme lui, a été

CORRESPONDANCE

Tuer la géographie pour la faire revivre ?

Après la réunion à Paris des « États généraux de l'histoire et de la géographie » (Le Monde du 20 décembre), M. Jean-Yves Dondigès, de Vannes, docteur en géographie, nous écrit notamment :

Je ne connais pas les nouveaux programmes d'histoire et de géographie, mais ce qu'on en dit n'inspire guère à voir un progrès. Pourtant, la position des professeurs n'entraîne pas l'optimisme. Ont-ils réfléchi en profondeur sur toutes les implications réelles de leurs disciplines ? En ont-ils vraiment vu toute l'importance ? Ils ne paraissent en tout cas pas du tout préparés à assumer les conséquences d'une telle réflexion. Je ne vois en effet que conservatisme navrant masqué derrière l'écran de fumée des pétitions et des déclarations de bonne volonté dans le but de préserver le statu quo d'un enseignement qui ennuie beaucoup de monde depuis plusieurs générations.

Il est grand temps que l'enseignement de deux disciplines aussi différentes que l'histoire et la géographie, malgré leur caractère parfois complémentaire, soit enfin dissocié. Cela ferait aux historiens d'enseigner batement la géographie et aux géographes d'enseigner batement l'histoire. Chaque spécialiste pourrait alors mieux se consacrer à sa propre discipline.

Je suis géographe, et c'est en tant que tel que j'ai été recruté par l'architecte de l'enseignement de France du Morbihan pour occuper des problèmes d'aménagement et d'environnement dans ce département. Depuis plusieurs années déjà, j'ai quotidiennement l'occasion de constater l'inadé-

quation de l'enseignement que j'ai reçu, dans le supérieur et encore plus dans le secondaire, avec la réalité des actions à conduire petites ou grandes.

A une époque où les problèmes dits d'énergie ou d'environnement deviennent si cuisants, j'en arrive à constater le caractère particulièrement fondamental de ma discipline. Car c'est-à-dire que la géographie, si elle ne permet pas l'insertion des hommes et de leurs activités dans un milieu naturel qu'ils doivent nécessairement transformer pour ne pas avoir à le subir ? Science des équilibres et des déséquilibres, la géographie permettrait alors à chacun de pouvoir comprendre les problèmes réels et aux futurs responsables, politiques ou autres, de pouvoir prendre des décisions en meilleure connaissance de cause.

Cela permettrait surtout aux géographes de prendre la place qui est leur à côté des architectes et des ingénieurs, pour la formation technique se révèle souvent insuffisante pour leur permettre d'appréhender les problèmes dans toute leur complexité. Mais je rêve.

Je rêve parce que pour cela il faudrait grandement transformer l'enseignement de la géographie tout en la réunissant au niveau de la recherche ; et l'appareil universitaire m'apparaît bien lourd à remuer. J'en arrive à me demander s'il ne faudrait pas que l'enseignement en disparaît totalement pour qu'il renaisse nouveau. Qu'on n'aille pas me dire que je « crache dans la soupe » : je souhaite, au contraire, vivement que la géographie puisse enfin vivre vraiment.

Exposition-vente

TAPIS D'ORIENT

des milliers parmi les plus beaux, noués main, tapis anciens et rares, collection contemporaine, possédant tous leur certificat d'expertise garantissant l'origine.

vendus aux particuliers

qui bénéficient à l'occasion des fêtes

d'une remise de caisse de 20 % jusqu'au 21 janvier 1978

aux entrepôts

Atighetchi

9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République

Lundi au samedi 9 à 12 h et 13 à 18 h 30. Tél. : 206-94-90.

FORMATION AUX AFFAIRES INTERNATIONALES

Cycle spécial organisé par

L'INSTITUT NATIONAL DU MARKETING
Groupe I.F.C.

Douze journées échelonnées sur quatre mois par sessions de deux jours

Exclusivement réservé aux cadres et dirigeants d'entreprises

Début du cycle : 19 et 20 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions :

André CÉZARD - I.N.M. - Groupe I.F.C.
37, quai de Grenelle, 75738 PARIS Cedex 15
Tél. 578-61-52

Centre ISTH Centre

AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

PCEM1

STAGE INTENSIF de REVISION
AVANT LES CONCOURS DE FEVRIER
A PARTIR DE 10 JANVIER 1978

Physique - 20 heures - 350 F
Chimie - 20 heures - 350 F

AUTEUIL : 6, av. Léon-Hélaye
75016 Paris - Tél. 224-10-72
TOLBIAC : 83, av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 582-63-01

600 Nervex et Paris 600
St Antoine, Boussais, Cochin

مكتبة من الأصل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

... LE MONDE — 4 janvier 1978 — Page 9

L'espérance de vie vers de nouvelles limites

Une certaine confusion règne depuis quelques années dans les idées concernant le bien-être des soins médicaux sur la santé. L'origine de ce doute tient en particulier dans l'affirmation, formulée parfois comme une accusation, qu'il n'existerait pas de corrélation entre la quantité de soins consommés et l'état de santé des populations, tel qu'il se reflète dans les indicateurs nationaux de mortalité ou de longévité.

En particulier, l'observation d'une stagnation pendant quelques années de l'espérance de vie aux États-Unis — considérée comme le modèle des pays industrialisés — a fait naître une critique fondamentale sur le bien-fondé de la croissance de la consommation de médicaments et de soins médicaux.

Or on sait maintenant (« Le Monde » du 14 septembre) que des statistiques américaines récentes et indiscutables montrent une reprise spectaculaire de l'allongement de l'espérance de vie, due à la baisse de la mortalité générale et plus particulièrement à celle des maladies cardio-vasculaires (crises cardiaques et attaques). Plus précisément, c'est le groupe dont l'espérance de vie était restée stable depuis cinquante années, c'est-à-dire celui des hommes de quarante-cinq à soixante-cinq ans, qui bénéficie des progrès les plus tangibles : entre 1963 et 1975, la mortalité par maladies ischémiques cardiaques a régulièrement diminué de 2,5 % par an (pour atteindre une diminution de 30 % au total depuis 1964), tandis que

celui des décès par accident vasculaire cérébral diminuait de 3 % par an pour le groupe d'âge de soixante-cinq à soixante-quinze ans.

Par le nombre de personnes concernées (un million de décès pour causes cardio-vasculaires en moyenne aux États-Unis, par an, jusqu'en 1975), ces progrès permettent largement de compenser l'augmentation de la mortalité par le cancer du poumon, dont le taux a été multiplié par quatre en quinze ans, et expliquent un allongement sensible de la longévité moyenne. Au total, l'espérance de vie globale aux États-Unis est passée de 70,4 années en 1970, à 72,8 en 1976, ce qui représente le plus fort taux de croissance jamais observé dans ce pays.

Comment peut-on expliquer cette nouvelle tendance ? On pourrait être tenté d'y voir un démenti formel à ceux qui mettaient en doute l'efficacité des techniques médicales. Mais peut-on avec certitude établir un lien causal entre certains progrès de la médecine et ces résultats ? D'autres facteurs, qui dépendent du mode de vie plus que de la profession médicale, doivent-ils être invoqués ? Enfin, ces résultats encourageants au sens de la santé publique peuvent-ils être espérés en France, et quelles conséquences peut-on en attendre ? Tel est l'objet du débat que permettront d'éclaircir les nouvelles données relatives à l'espérance de vie dans les pays à haut niveau technologique.

Dr J.-F. LACRONIQUE

EN FRANCE : l'alcoolisme explique la surmortalité masculine

UN Français né en 1975, et qui aurait des conditions de vie semblables à celles d'aujourd'hui, peut espérer vivre en moyenne soixante-neuf ans. Mais une petite fille, dans les mêmes conditions, vivra en moyenne soixante-dix-sept ans, soit huit ans de plus. Il y a quinze ans, l'espérance de vie à la naissance pour les hommes était de soixante-trois ans et de soixante-huit ans et demi pour les femmes. Ainsi, l'écart entre la longévité moyenne des hommes et des femmes a tendance à s'élargir, et rien n'indique qu'actuellement, une réduction de cette fréquence puisse un jour être observée, sinon par l'augmentation de fréquence du tabagisme chez la femme, dont on n'observe l'incidence statistique qu'après plusieurs dizaines d'années d'exposition au risque. Le tableau ci-contre, qui tient compte des plus récentes données disponibles en France, indique quelle est l'espérance de vie à différents âges.

Ces chiffres concernent la France, mais ils sont très proches de ceux des autres pays du monde : pour les hommes, l'espérance de vie à la naissance se situe en moyenne à 65 ans, et pour les femmes à 70 ans. Les pays nordiques, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, pour les femmes, la France n'est devancée que par la Suède (environ deux années de plus), la Norvège et les Pays-Bas. C'est l'alcoolisme, à forte prévalence masculine, qui est habituellement considéré comme le facteur explicatif principal de cette différence.

D'une manière générale, en Europe, l'espérance de vie s'est très peu modifiée au cours des dernières années. En France, elle

est en augmentation régulière, mais faible, de l'ordre de 0,4 % par an. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), qui collecte certaines données de mortalité et de mortalité qui interviennent dans les prévisions à court terme, en estime que les variations conjoncturelles observées au cours des deux dernières années (absence d'épidémies hivernales de grippe notamment) provoquent une légère modification sensible de l'espérance de vie.

Mais ce phénomène serait alors transitoire et n'a pas la même signification que celui qui a été observé aux États-Unis sur une période de dix ans. En revanche, des campagnes d'éducation sanitaire telles qu'elles ont été lancées au cours des deux dernières années par le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale pourraient vraisemblablement se traduire par des résultats à court

terme, à condition toutefois que la population française se montre « réceptive » à ce genre de mesure collective.

Il y a en effet, dans les deux seuls pays dans lesquels on observe une augmentation récente et notable de l'espérance de vie, les États-Unis et la Finlande, avaient des taux de mortalité par maladies cardio-vasculaires sensiblement plus élevés que les autres pays. Certains facteurs génétiques ont été invoqués pour expliquer cette caractéristique. Ces deux pays sont aussi les seuls à avoir entrepris des programmes nutritionnels, de telle sorte qu'il est tentant d'établir une relation causale entre ces mesures de prévention et la tendance nouvellement observée. En France, la mortalité par maladies cardio-vasculaires, qui explique 37,7 % des décès, est stable depuis dix ans, avec un taux annuel moyen de 398,7 pour cent mille habitants.

A DIFFÉRENTS AGES ET PAR SEXE

	En 1960		En 1950		En 1944	
AGE	H	F	H	F	H	F
Naissance	45,3	53,7	53,1	63,8	59	75,9
20 ans	41	49,2	48,2	58,1	59,8	68,3
30 ans	33,9	39,4	38,1	43,8	41,5	48,6
40 ans	26,7	29,1	30,2	34,7	32,3	38,1
50 ans	19,2	21,6	22	25,8	23,9	28,9
60 ans	13,3	14,6	15,9	17,9	16,4	21,3
70 ans	7,9	8,7	9	10,3	10,3	12,5
80 ans	4,4	4,9	4,7	5,7	5,9	7,3

Sources : INSERM (Mme le Dr Hattori, M. Garros), Le Vésinet, 1977

Si l'on compare les chiffres de la première rangée entre eux, on constate que jusqu'en 1970 le niveau de l'espérance de vie n'avait guère varié, l'espérance de vie restant obtenue au recul de la mortalité infantile. Depuis 1970, par contre, l'espérance de vie après la cinquantaine a plus vite augmenté, en valeur relative, que l'espérance de vie à la naissance. Cette constatation doit cependant tenir compte du fait qu'un gain de « minutes » annuelles est bien plus sensible, en valeur relative, dans les tranches d'âge élevées qu'à la naissance, à cause de l'ampleur de la population résiduelle à laquelle il se rapporte.

POINT DE VUE

La recherche française : un amer sujet de réflexion

Le professeur Roger Guillemin, prix Nobel, c'est un grand homme et une grande joie pour lui et les siens, pour ses amis, mais aussi un amer sujet de réflexion à propos de l'Université et de la recherche médicale en France. Les travaux du professeur Guillemin ont une cohérence étonnante : ils constituent un ensemble d'études physiologiques directement marquées par l'héritage de Claude Bernard. Il n'a pas cessé de travailler, il a employé les méthodes les plus élaborées et les plus modernes pour expliquer des phénomènes physiologiques aux conséquences cliniques, à partir de faits d'observation. L'enchaînement de ces travaux a été abondamment décrit ces dernières semaines. Il faut y ajouter qu'il a toujours cherché une correspondance de ses recherches avec la réflexion médicale pratique : une de ses toutes dernières publications concerne le dosage d'endorphine dans le liquide arachnoïdien humain comme indicateur de la maturation et de la souffrance fœtale. Il est donc très impliqué dans la recherche médicale et a toujours associé aspects fondamentaux et appliqués. C'est pourquoi un chef de service hospitalier universitaire dont la responsabilité est d'abord clinique se trouve intéressé par ces travaux quand il se préoccupe d'endocrinologie.

Le professeur Guillemin n'a pas cependant trouvé à s'exprimer en France. Il l'a dit récemment avec une grande dignité. Retenons seulement que par deux fois des oppositions mandarinisées irrédutibles ont rejeté cet être fascinant et généreux, longtemps tenu à l'écart ici malgré son talent, presque isolé

aujourd'hui depuis cette distinction éclatante. Par-delà ces attitudes, c'est l'occasion de s'interroger sur les conditions en France de la recherche et du progrès médical. Certes, il est possible de faire de la recherche en France : bien que les disponibilités financières ne soient pas suffisamment croissantes, des fonds sont accessibles à la politique de personnel cependant est gravement restrictive. Mais les grandes personnalités ont peu de chances de s'épanouir. Elles apparaissent dans des disciplines nouvelles non encore érudites par la pesanteur des habitudes (la biologie moléculaire dans les années 60) et en des lieux où le carcan universitaire n'est pas (insolent Pasteur). Les autres membres de l'Université médicale, peuvent être brillants, certes, mais sont faits au moule, ils constituent des décalques de leurs maîtres et suivent le progrès médical, mais en sont rarement les précurseurs. C'est là une situation de fait qu'il faut considérer avec lucidité.

La France a brillé dans l'invention médicale jusqu'aux années 30. Elle semble bien s'être effacée depuis. Les États-Unis dominent au contraire depuis les années 40 alors que les grands talents ne paraissent pas aussi nombreux auparavant. Est-ce par hasard ? On semble ne pas avoir retenu la réforme de l'Université médicale américaine sur des bases entièrement nouvelles réalisées à partir de 1930, et réfléchi à Princeton. Les grandes universités (Harvard, California...) s'en sont

par le professeur GAUTRAY (*) d'abord inspirées, puis toutes ont suivi un modèle où la responsabilité intellectuelle individuelle est exaltée, où, dans cette perspective, des chances sont offertes très tôt à des jeunes qui collaborent activement à la vie de départements, où la collégialité n'est pas toujours formelle mais réelle. Cette collégialité, cette ardeur et cette jeunesse intellectuelle permettant la dissociation du titre et de la fonction au sein de ces départements, permettent aussi de combattre la conformisme et d'imaginer des solutions souples de carrières et d'associations avec des organismes extérieurs à l'Université. En France, la réforme de 1930 a eu la même indiscutable d'impliquer davantage dans la vie hospitalière et universitaire les membres de l'Université médicale, du fait de leur activité à temps plein. Cependant, cette réforme a peut-être secrété ses propres limites.

Des restrictions budgétaires, un mathématisme ancien, ont limité le développement et le dynamisme des équipes hospitalo-universitaires, et surtout la difficile insertion des scientifiques non-médecins dans les équipes médicales, une des forces du système anglo-saxon. L'autonomie sous tutelle des universités a conduit, jusqu'ici, moins à un effort d'innovation qu'à un épandage provincial, la encore en opposition avec les habitudes américaines d'échanges possibles à tous les niveaux d'une carrière académique. Enfin, si l'inertie a sans aucun doute été autrefois un remarquable moyen de formation, son obsolescence actuelle est souvent reconnue. Il est très

éloigné de l'activité intellectuelle créatrice ou au moins dynamique d'un troisième cycle. Mais il est profondément enraciné dans la mentalité médicale française, et toutes les propositions récentes de sa rénovation ont rencontré des résistances telles qu'aucune n'a reçu de début d'application.

Ces phénomènes paraissent prédominants parce que structurels, mais d'autres anomalies ne facilitent la visibilité et le développement de ces groupes de recherche ni des équipes de biologie clinique et méritent correction. Telle est la toute-puissance et la pérennisation des commissions d'attribution des crédits et des postes de personnel : telle aussi l'absence quasi totale d'échanges entre les rapporteurs des commissions et les demandeurs. Roger Guillemin en a parlé récemment comme d'une carence grave (le Monde du 10 décembre) : telle encore l'impossibilité d'être déchargé des contraintes quotidiennes pour une activité intellectuelle plus efficace au cours d'une année sabbatique.

Ce sont là quelques éléments qui montrent à l'évidence que les structures de l'Université médicale française méritent une réflexion et une réforme si l'on veut qu'elle retrouve sa capacité d'invention et de découverte. Il s'agit certes de lui donner des moyens, mais l'argent seul ne changera rien. Il faut qu'elle retrouve un dynamisme qui avait fait sa renommée : celui-ci nécessite sans doute une volonté de changement, une transformation des relations à l'intérieur des équipes universitaires, faite de quelques brillantes et rares exceptions jailliront d'un triste marais.

(*) Obstétricien et gynécologue, Université de Paris-VII-De-Meuse.

AUX ÉTATS-UNIS : un mode de vie qui change

ENTRE 1950 et 1963, la mortalité par crises cardiaques et attaques cérébrales avait augmenté de 20 % aux États-Unis, comme dans de nombreux pays industrialisés. En 1964 furent lancés deux grands programmes de santé publique, l'un destiné à réduire la consommation de tabac, l'autre à changer les habitudes alimentaires des Américains.

Le but recherché était précisément de s'attaquer à la première cause de mortalité, responsable chaque année de la mort de plus d'un million d'Américains. Le choix de cette stratégie était motivé par un précédent récent : on avait observé, dans les pays nordiques, un déclin sensible des maladies cardio-vasculaires immédiatement après l'imposition des restrictions alimentaires de la guerre. Ce changement était intervenu rapidement, en l'absence de toute innovation thérapeutique, et pouvait sûrement être attribué à l'appauvrissement du régime alimentaire.

Dès 1963, des mesures diététiques sévères furent conseillées aux Américains, en même temps que se généralisait l'affichage du contenu calorique et nutritionnel des produits alimentaires. Dès 1964, une tendance à la baisse de la mortalité cardio-vasculaire fut notée, et cet effet s'est affirmé régulièrement en s'accroissant chaque année depuis lors. Mais ce n'est qu'en 1974 que le premier bilan statistique complet fut publié, confirmé ensuite par des études du Centre national des statistiques de santé, qui montrent que la mortalité pour causes cardio-vasculaires, en pourcentage, est en décroissance rapide : le nombre d'attaques cérébrales est passé de 124 pour 10 000 habitants en 1950 à 59 pour 10 000 en 1975, tandis que la mortalité par maladie ischémique cardiaque décroît au rythme de 2,5 % par an. Mais cette catégorie de maladies n'explique pas toute l'évolution en matière d'espérance de vie : presque toutes les maladies, à l'exception du cancer

du poumon, diminuent de fréquence, et la mortalité infantile, en particulier, régresse d'une manière importante. Le nombre de morts par accidents a lui-même diminué, grâce, en premier lieu, à la limitation de vitesse généralisée à 55 miles/heure (88,5 kilomètres/heure) sur les autoroutes.

La crème, le lait et les graisses animales

Dans ce dernier cas, il est possible d'attribuer à une cause identifiée l'essentiel de l'effet obtenu. En ce qui concerne la mortalité par maladie cardio-vasculaire, une telle relation causale est extrêmement difficile à établir. On peut, en effet, remarquer qu'entre 1963 et 1975 la consommation de tabac a diminué de 22 %, celle de crème et de lait de 20 %, celle de beurre de 32 %, et, surtout, celle de graisses animales de 44 %. Mais, en même temps, des progrès ont été obtenus aussi dans le domaine des traitements hypertenseurs (médicaments bêta-bloquants entre autres) dans les secours d'urgence et la réanimation (monitoring, défibrillateurs, ballon aortique...), dans les techniques chirurgicales... Il ne faudrait pas négliger, par ailleurs, le rôle de l'exercice physique, qui connaît une popularité nouvelle, ou encore celui, plus discret, de l'amélioration des conditions de travail. Ainsi, une conjonction de facteurs est ici en cause et rien ne permet actuellement d'attribuer à chacun d'eux la mesure exacte de son rôle dans l'ensemble.

Le rôle protecteur de certaines protéines

En septembre 1977, au cours d'un symposium international à Philadelphie, deux tendances s'opposèrent sur la philosophie des programmes de prévention des troubles cardio-vasculaires. Les uns considéraient que les résultats acquis justifient une intensification des interventions sur le mode de vie de l'ensemble de la population. Pour d'autres, au contraire, ces programmes ne tiennent pas compte de

l'hétérogénéité de la population : certains facteurs prédisposants sont en effet inégalement répartis et ne justifient pas des mesures qui ne sont efficaces que pour une minorité.

La récente découverte du rôle protecteur de certaines protéines sanguines de haute densité, qui se trouvent en moindre concentration chez les malades athérosclérotiques, est un élément en faveur de cette position discriminatoire : dans l'avenir, le risque cardio-vasculaire pourrait ainsi être calculé de manière assez précise ; en même temps, de nouveaux traitements pourraient être dérivés de la maîtrise de la concentration de ce constituant normal du sérum humain.

Dans la discussion du rôle des techniques de soins dans ces résultats il faut noter que le nombre d'admissions à l'hôpital pour crise cardiaque et accident vasculaire cérébral n'a pas été modifié significativement au cours des cinq dernières années, malgré la baisse de mortalité. Cette indication permet de formuler plusieurs hypothèses, contradictoires à l'égard du moteur principal du changement : 1) l'efficacité des soins médicaux est la cause principale de la baisse de mortalité, puisque le nombre total de malades est resté inchangé. Dans ce cas, c'est vers une intensification des mesures « médicales » de prévention et de traitement qu'il faudrait s'orienter ; 2) la gravité « moyenne » des cas a diminué, ce qui a abaissé grâce aux changements dans le mode de vie, et ce facteur explique les meilleurs résultats obtenus par les médecins. Dans cette hypothèse, c'est au contraire vers un « rationnement » des ressources médicales que l'on pourrait logiquement se diriger, puisqu'on sait que la seule disponibilité des lits hospitaliers suffit à trouver l'usage, faussant ainsi l'adaptation naturelle de la demande aux besoins réels. C'est en tout état de cause, cette dernière hypothèse qui a été retenue par les pouvoirs publics américains : l'Institut de médecine, branche de l'Académie des sciences, a même recommandé en juin 1977 que la capacité totale en lits hospitaliers soit diminuée de 10 % en moins de cinq ans.

POUR LA

N° 3, JANVIER 1978

SCIENCE

édition française de
SCIENTIFIC
AMERICAN

AU SOMMAIRE

LE PROGRAMME DE LA RECONSTRUCTION.
La fusion d'un spermatozoïde et d'un ovule déclenche une série de changements transitoires des concentrations ioniques qui précèdent la fusion d'autres spermatozoïdes et engendrent le développement de l'embryon.

LA VIE SUR MARS.
Si les sondes Viking ont révélé des expériences biologiques, elles ont également permis de mieux connaître la chimie de la surface de la planète.

LES OUTILS EN SILICÉ AU PALÉOLITHIQUE.
MODE DE GROUPEMENT DES GALAXIES.
DIFFUSION DE LA LUMIÈRE PAR UN PLASMA.
CHATS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX.
L'IRRIGATION AU SOUTIL À GOUTTE.
CONSÉQUENCES D'UNE CRISE DE L'ÉNERGIE.

MENSUEL en vente chez les marchands de journaux.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES AGÉES

Comment remplacer l'hospice ?

«**S**ON-CITY », « Young-Town », sont les noms de deux villes idéales, dans l'Arizona, et qui permettent à des vieillards fortunés de prendre une retraite ensoleillée loin des cris d'enfants. Il ne faudrait pas que la disparition des hospices, en France, décidée par la loi sociale de 1975, s'accompagne de ces formes nouvelles d'aggrégation : ces villes-solaires idéales, véritables ghettos pour riches, ont peu à envier, en effet, aux ghettos pauvres que sont nos mouroirs actuels.

Les pouvoirs publics, conscients de ces dangers, mènent depuis plusieurs années une politique de maintien à domicile des personnes âgées. Celle-ci est-elle appliquée avec toute la rigueur voulue ? Les personnes âgées condamnées à vivre en institution sont-elles seulement celles qui ont perdu toute autonomie ? Tel n'est pas le moins l'avis du professeur Henrard, chef de service des consultations à Sainte-Ferrine (Paris) : « Si on voulait réellement maintenir chez elles les personnes âgées victimes d'une grippe, d'une insuffisance cardiaque ou d'une fracture, il faudrait, dit-il, un nombre beaucoup plus important d'aides soignantes à domicile. Mieux encore aurait été de constituer des équipes mobiles composées de médecins, de kinésithérapeutes, d'infirmières, comme dans le troisième arrondissement, à Paris. »

Guérir en quatre-vingts jours

Quelles que soient les mesures prises dans ce domaine, il demeure toujours des vieillards dont l'état nécessite une prise en charge de longue durée : ainsi, les grabataires, les déments séniles et tous ceux arrivés au stade terminal et invalidant d'une ou plusieurs maladies. Les « maisons de cure médicale » conçues par le gouvernement pour se substituer aux hospices (le Monde du 17 août) sont-elles des établissements adaptés à ce type de population ?

« C'est une hypocrisie de parler de cure, par définition provisoire, pour des malades condamnés à vivre et mourir dans ces institutions », déclare le professeur Henrard. Et on a eu tort surtout de médicaliser ces établissements, alors que l'accent devrait être mis sur l'animation. Pour le docteur Leroux, chef de service à l'hôpital-hospice de Vézou : « On a ainsi créé une petite médecine à côté de la grande médecine de l'hôpital, alors qu'il n'y a que des vieillards malades et des vieillards bien portants. » Idéalement, pour ces deux médecins, il ne devrait rien exister entre l'hôpital et le maintien à domicile, sinon des établissements de

Dans le cadre même des mesures prises en faveur du maintien à domicile, il semble que l'on recrée incidemment des structures de ségrégation : pour quoi, souligne également le professeur Henrard, créer, à côté des maisons dites « de jeunes » et de la culture, des clubs du troisième âge, où les personnes âgées, elles-mêmes, se plaignent « d'entendre les vieux parler de leurs ennuis de santé » ? De même, les logements peuvent constituer pour ceux qui connaissent le charbon à la cave et les « sanitaires » au fond de la cour une sorte de havre ; mais il ressemble étrangement, sous un autre nom et avec un peu plus de confort, à ces maisons de retraite que l'on veut supprimer.

Il faut apporter, dira-t-on, des soins aux vieillards dont l'état se détériore : un décret, paru en novembre 1977, a ainsi créé dans les foyers-logements et les maisons de retraite des « sections de cure médicale », sortes d'infirmes permettant d'éviter des transferts traumatisants vers l'hôpital. Mais pourquoi n'a-t-on pas développé les centres de jour qui jouent ce rôle de soutien thérapeutique et d'animation pour des personnes âgées demeurées, cette fois, dans leurs demeures ? Pour quelle raison n'a-t-il jamais été envisagé de mener une politique préventive pour les personnes âgées bien portantes, afin de leur permettre de rester chez elles en bonne santé ?

NICOLAS BEAU.

LIVRES

■ Charles Dayant : **EST-CE NORMAL, DOCTEUR ?**, Presses de la Cité, 246 pages. Avant de l'anti-médecine de la première heure, le Dr Dayant mûrit sa réflexion dans ce livre sur la « normalité », c'est-à-dire le besoin de conformité à la norme sociale admise : norme de travail à la limite du tolérable ; norme de consommation ; à la limite de ce que le commerce et l'industrie peuvent faire acheter ; norme du plaisir, des loisirs, du bonheur. Malheureusement ce livre antiscientifique dans son intention est scientifique par son thème et par le discours rationnel qui le guide : anticonformiste, ce livre est purement moral dans ses conclusions, car elles ne remettent même pas en cause un ordre politique existant, ou une organisation sociale particulière. Est-ce normal, lorsqu'on ne se sent pas « normal » d'aller voir son médecin ? La question est légitime et méritait même un abord un peu plus scientifique de la notion de normalité, ne serait-ce que pour résoudre le problème des dimensions qu'il rendent soluble. Le discours antiscientifique malgré ses séductions initiales, apparaît dans ce livre avoir mal supporté l'épreuve du temps et s'épuiser en se morosant. C'est le chemin qu'il a suivi en Amérique ; il est regrettable qu'il n'ait pas pu s'originiser en Europe.

■ André Concord : **L'AFFAIRE SOLOMONIDES**, Jean-Jacques Pauvert, 238 p., 47 F.

La couverture de ce livre fait état, au gros titre, d'une « préface » appelée à faire du bruit, par le Dr Henri Pradal. En fait, les huit pages qui le composent sont faites d'accusations dilatoires, parfois même d'insultes à l'égard des cancérologues français et méritant tout juste qu'on les signale. La partie de la préface qui est la plus intéressante et la plus originale est celle qui n'est pas de la préface. Le livre d'André Concord n'est pas un livre de médecine, mais un livre de philosophie. Il est une œuvre de réflexion sur la mort, sur la vieillesse, sur la justice. Mais l'essentiel n'est pas pour autant sa qualité de philosophe, qui a son intérêt, mais son intérêt pour le lecteur, qui a son intérêt. Le livre d'André Concord n'est pas un livre de médecine, mais un livre de philosophie. Il est une œuvre de réflexion sur la mort, sur la vieillesse, sur la justice. Mais l'essentiel n'est pas pour autant sa qualité de philosophe, qui a son intérêt, mais son intérêt pour le lecteur, qui a son intérêt.

Dr J.-F. L.

CORRESPONDANCE

Une formation inadaptée

L'article que nous avons publié dans le Monde du 14 décembre, sur l'aggrégation en médecine, a suscité de la part du professeur François Grémy (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) les réactions suivantes sur le mode actuel de formation des médecins hospitaliers.

Le corps des hospitalo-universitaires, globalement (1), a une triple fonction : soins, enseignement, recherche.

La formation reçue permet-elle une bonne préparation à cette triple fonction ? Non.

La situation est caricaturale dans le cas des disciplines cliniques, où le seul critère « objectif » de recrutement est l'internat — épreuve théorique et pratique, — suivi de la faveur d'un ou de deux patrons.

1) Les fonctions de soins. — Les internes reçoivent dans la pratique, une formation convenable dans le domaine des soins. Celle-ci n'a d'ailleurs rien de spécifique aux C.E.U. (quelle différence entre soigner un abcès du pommier à la Pitié-Salpêtrière ou à l'hôpital de Saint-Brieuc ?).

Ce qui manque à la formation des membres du corps hospitalo-universitaire dans le domaine des soins et nuit à la qualité de ceux-ci est l'hyperspécialisation :

ni dans la formation ni dans le recrutement ultérieur, n'est exigé un critère objectif de compétence en médecine générale, ce qui nuit à la capacité de synthèse, pour tant indispensable à toutes activités médicales.

2) La fonction d'enseignement. — Le chef de clinique est formé dans ses fonctions d'enseignement — souvent à contrecoeur, comme une corvée indispensable — sans aucune formation pédagogique, avec l'illusion qu'il suffit de savoir pour enseigner. Aucune formation dans le domaine de la définition des objectifs, des techniques pédagogiques, des méthodes d'évaluation, de la didactologie.

Ce constat devrait amener à la constitution d'instituts de préparation à l'enseignement supérieur, où devrait passer tout candidat à des fonctions d'enseignement dans les C.E.U. et de départements de pédagogie dans les C.E.U.

3) La fonction de recherche. — Il est à remarquer l'absence absolue de critère objectif de formation scientifique lors de l'aggrégation : ni en méthodologie (et statistique...), ni en techniques expérimentales, ni en connaissances théoriques. C'est d'ailleurs ce constat qu'a fait l'INSERM en

refusant très sagement d'attribuer systématiquement le droit de vote à tous les membres de rang A des C.E.U. pour les commissions scientifiques spécialisées.

Tous les candidats à une aggrégation devraient satisfaire à des critères objectifs tels que (à débattre) :

- Formation en statistique ;
- Maîtrise de biologie humaine ou de sciences ;
- Travail de recherche sérieux ayant donné naissance à une thèse (ce serait peut-être le thème de la thèse de médecine) ;
- Publication dans des journaux à comité de lecture ;
- Séjour dans un laboratoire de recherche.

C'est sur des critères de ce type que sont recrutés les professeurs de médecine américaine. Combien de cliniciens français seraient capables de faire ce qu'on appelle des « clinical investigations » ?

Pour les fondamentalistes le système actuel souffre des mêmes défauts, à ceci près que leur formation scientifique est mieux garantie (thèse de sciences ou de biologie) mais la médecine exige pour beaucoup de disciplines. Pour ce qui est des soins, le caractère très spécifique de leur intervention rend peut-être moins inacceptable la spécialisation de leur formation clinique (encore ceci est-il contestable).

Leur formation pédagogique est insuffisante, « compensée » peut-être par une pratique très intense (dans les premières années).

(1) Plutôt qu'individuellement, car il est difficile d'exiger qu'une même personne exerce les trois fonctions simultanément. Par contre un découpage dans le temps est concevable.

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

FAUTE D'UN FINANCEMENT SUFFISANT

La base antarctique française pourrait être abandonnée

Trente ans après leur création, les expéditions polaires françaises (E.P.F.) vont-elles pouvoir continuer à faire fonctionner Dumont d'Urville, la seule base antarctique française ?

La question peut en effet être posée au seul examen de quelques chiffres : la subvention affectée à la Terre Adélie pour 1977 a été de 15 millions de francs. Celle de 1978 sera du même ordre. Or, à lui seul, l'affrètement du navire polaire danois, indispensable à la relève et à l'entretien de la base, coûte cette année 12 millions de francs, et le total des salaires versés au personnel est de 4 millions de francs.

Il est vrai que 2 millions de francs sont récupérés en sous-affrétant le bateau aux Australiens, qu'environ 800 000 francs supplémentaires destinés à l'équipement scientifique et à la maintenance de ce matériel sont fournis par l'« enveloppe-recherche », et que des opérations importantes mais ponctuelles bénéficient de crédits particuliers : ainsi, cette année, le forage qui est en cours au « Dôme C », sur la calotte glaciaire à quelque 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont d'Urville, a-t-il reçu de l'enveloppe-recherche 1 million de francs.

Sans M. Paul-Emile Victor, il n'y aurait pas eu d'expéditions françaises, ni en Antarctique ni au Groenland. Le fait est certain. Le statut unique des E.P.F. en porte la marque : elles ont été fondées par décision du conseil des ministres du 27 février 1947, qui a chargé M. Paul-Emile Victor d'organiser et d'effectuer des expéditions de recherches scientifiques dans les régions polaires. Une première subvention de 50 millions de francs fut attribuée aux E.P.F. et l'avis Com-mandant-Charcot partit dès le début de 1948 pour la Terre Adélie... et n'y arriva pas, la glace de mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarc-tique.

Il fallut attendre l'été austral suivant pour qu'une première base, Port-Martin, capable d'abriter onze « hivernants », fut installée sur la côte de la Terre Adélie. Le 20 janvier 1950, cent-dix ans jour pour jour après la découverte de Dumont d'Urville — qui baptisa la nouvelle terre « Adélie » en hommage à sa femme Adélie — la France repré-sentait pied dans l'Antarctique.

A l'autre bout du monde

De 1950 à 1952, Port-Martin fut occupée en permanence, mais un incendie (qui ne fit aucune victime) détruisit la base. Une station fut installée immédiatement à 75 kilomètres à l'ouest, sur l'île des Pétrés de l'archipel de Pointe-à-Géologie, tout proche de la côte. Fermée en 1953, la base de Pointe-Géologie fut réouverte en 1956 pour l'Année géophysique internationale (A.G.I. 1957-1958), sous la responsabilité du sous-comité antarctique français de l'A.G.I. avec la participation des E.P.F. et baptisée alors Dumont-d'Urville. En 1959, une fois l'A.G.I. terminée, il fut décidé de maintenir Dumont-d'Urville comme base permanente antarctique française.

Fut à peu, Dumont-d'Urville a été agrandie, si bien qu'actuellement elle comprend une trentaine de bâtiments — « vie commune », logement, centrale électrique, laboratoires, entrepôts, hangars etc. — totalisant une surface de 3 500 mètres carrés couverts. Elle est occupée par trente-cinq « hivernants » renouvelés chaque année, auxquels viennent s'ajouter, pendant l'été austral, une vingtaine ou une trentaine d'estivants dont le nombre varie en fonction des besoins... et des crédits.

Depuis la loi de 1955, mise pratiquement en application en 1959, la Terre Adélie est l'un des quatre districts du Territoire d'outre-mer des terres australes et antarctiques françaises (TAAF), avec lequel les E.P.F. sont liées

par une convention. Dès lors, la tactique française (TAAF) plus grosse part de la subvention est inscrite au budget du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM. Cependant, depuis 1948, le contrôle de la gestion est placé sous la tutelle du C.N.R.S.

Pourquoi maintenir une base à l'autre bout du monde ? L'endroit est froid (de - 35 °C ou - 30 °C, - 35 °C parfois, pendant l'hiver, à 1 °C ou 2 °C pendant l'été), très venteux (les vents de 140 à 150 kilomètres à l'heure y sont fréquents et peuvent dépasser, en pointe, les 300 kilomètres à l'heure), désolé (aucune végétation, à part de très rares et minuscules lichens). Toute la zone antarctique est une région privilégiée pour l'étude de l'activité solaire et des répercussions de celle-ci sur l'environnement terrestre. Les lignes de force du champ magnétique terrestre dessinent, en effet, au-dessus des régions polaires arctique et antarctique, une sorte d'entonnoir dans lequel tombent particules solaires et particules cosmiques.

L'Antarctique possède un deuxième atout scientifique : sa calotte glaciaire (25 millions de kilomètres cubes de glace, soit plus de deux tiers de toute l'eau douce de notre planète) qui existe probablement depuis une douzaine de millions d'années, constitue de véritables archives du climat (le Monde du 31 août). Sans le déchiffrement de celles-ci par analyses d'échantillons de glace prélevés dans la calotte, comment peut-on espérer comprendre les variations climatiques ?

Tel est le but du forage à 1 000 mètres qui est actuellement en cours sur le « Dôme C » à 3 200 mètres d'altitude et 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont-d'Urville, et qui est entrepris dans le cadre du programme international de glaciologie antarctique groupant la France, les Etats-Unis, l'Australie, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.

Retardé par des accidents survenus en janvier et décembre 1975 à trois avions C-130 américains, puis par le retard d'un mois subi par le bateau pendant l'été austral 1975-1976, le forage a commencé au début de décembre 1977. Selon les nouvelles parvenues à Paris, les cent trente mètres du névé superficiel ont déjà été traversés par un carottier électromécanique de conception nouvelle dû au laboratoire de glaciologie du C.N.R.S. à Grenoble. Au 19 décembre, on en était à 300 mètres, la glace étant forée par un carottier thermoelectrique.

Trente-quatre stations permanentes

Si tout se passe bien, le forage atteindra la profondeur de 1 000 mètres (l'épaisseur de la glace au « Dôme C » est d'environ 4 000 mètres) et permettra de remonter des échantillons de glace formée entre 0 et - 25 000 ans. La période étudiée couvrira donc la dernière phase de la dernière glaciation, le réchauffement et le climat actuel avec ses variations. On espère aussi mesurer les teneurs en éléments-traces et voir si celles-ci peuvent être reliées à l'activité industrielle récente et actuelle.

En dehors de tous ces intérêts scientifiques, le maintien d'une base antarctique peut être aussi justifié par la présence des trente-quatre stations que les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Chili, la République d'Afrique du Sud et le Japon entretiennent sur le continent austral ou sur les îles antarctiques. Laisser vide la place française serait d'autant plus regrettable que de nombreux pays du tiers-monde manifestent un intérêt grandissant pour les ressources minérales (éventuelles) et vivantes (réelles) de la zone située au sud du 60° parallèle sud.

En l'état actuel des connaissances et des techniques, l'exploitation de ces ressources relève largement d'un futur lointain et imprécis (le Monde du 20 septembre). Même dans cette perspective incertaine, il serait dommageable que la France se retirât de l'Antarctique, d'autant que la France — en compagnie de l'Argentine, du Chili, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège — revendique une portion du continent austral.

YVONNE REBEYROL.

(1) De 1947 au 1er avril 1978 (date de son départ à la retraite), M. Paul-Emile Victor a été directeur des E.P.F. Depuis le 1er avril 1978, la direction des E.P.F. est assurée par M. Jean Vauquelin, qui était directeur adjoint depuis plus de quinze ans.

UN COMITÉ DE TREIZE MEMBRES

Placé sous la présidence de M. Jean Deloye (directeur scientifique au C.N.R.S. pour les sciences de la terre et directeur de l'Institut national d'astrophysique et de géophysique), ce comité scientifique réunit douze autres personnes :

- M. Jacques Labeyrie, directeur du Centre des faibles radio-activités (C.E.A. et C.N.R.S.) ;
- Bernard Tinturier, spécialiste de la magnétosphère et de l'analyse des gaz (C.E.A.) ;
- Claude Guillemin, directeur du service géologique national (B.R.G.M.) ;
- Guy Auzanet, directeur adjoint de l'Institut national d'astrophysique et de géophysique ;
- M. Jacques Varet, chef du département de la géothermie (B.R.G.M.) ;
- Georges Robert, géologue (C.N.R.S.) ;
- Michel Lemaire, directeur de l'Institut géographique national ;
- François Cornet, spécialiste de la mécanique des roches (I.N.G.) ;
- Pierre Vincent, professeur de pétrologie et de volcanologie (université de Clermont-Ferrand) ;
- Michel Treuill, spécialiste de géochimie (I.F.G., chargé de mission à l'INAG).

Des chercheurs élaborent un programme interdisciplinaire d'études volcaniques

Le comité scientifique du Programme interdisciplinaire de recherches sur la prévision et la surveillance des éruptions volcaniques (PIRSEV) du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) vient de se réunir pour la première fois. Il s'agit d'un programme de mise en place nécessaire à l'élaboration d'un programme centré sur la recherche volcanologique de base. Le comité, très conscient des insuffisances actuelles et des difficultés des études volcanologiques, en est, pour le moment, au stade de la réflexion.

Les connaissances volcanologiques sont extrêmement réduites. Il faudra donc mettre au point des méthodes de mesures et accumuler les données avant d'être capables d'interpréter celles-ci dans une échelle de temps telle que l'on puisse — un jour — prévoir le début et l'évolution à

court terme des éruptions volcaniques. Pour l'année 1978, le PIRSEV devrait disposer de 800 000 francs.

Parmi les grands thèmes de recherches du programme placé sous la direction de M. Michel Treuill figurent en premier lieu :

- Les propriétés structurales et la thermodynamique des silicates fondus (les laves sont, dans leur quasi-totalité, des silicates), les relations entre les silicates fondus et les gaz magmatiques. Les membres du comité espèrent nouer des contacts fructueux avec les laboratoires des Industries du verre (les verres sont aussi des silicates) et la métallurgie (pour les problèmes thermodynamiques des laitiers et des gaz), aussi bien qu'avec les équipes spécialisées dans l'étude des hautes températures ;

- La mécanique des roches et la tectonique, en surface et en profondeur ;

- L'expérimentation sur les volcans actifs. Il faut, en effet, « tater le pouls » de volcans actifs pour mettre au point les méthodes de mesures et d'observations, dénombrer les paramètres et comprendre les processus liés directement à l'activité volcanique. Autrement, il est inutile d'espérer mettre en corrélation les variations de la composition des produits gazeux, liquides et solides émis par un volcan, les déformations du sol, les variations de la composition des eaux, celles du champ magnétique local et de l'activité sismique locale, etc., avec l'évolution à court terme d'une éruption volcanique ;

- Un travail statistique basé sur l'étude détaillée (géologie, structure, chronologie, nature des produits...) de l'histoire des volcans et des événements historiques. Ainsi pourra-t-on peut-être repérer des relations séquentielles et des corrélations qui pourraient permettre l'élaboration de modèles d'éruption et la définition des zones de risque. Le comité est prêt à favoriser toute recherche dans les voies ou selon les approches les plus variées. Outre la définition d'un programme, son rôle consiste, en effet, à coordonner les études et à comparer et diffuser les résultats obtenus. C'est février prochain que le comité devrait partir pour à Toulouse à une « table ronde » sur les propriétés des silicates fondus. — Y. R.

CONFÉRENCES EN JANVIER AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

17, à 15 h. : Conférence sur les énergies nouvelles, par M. Magnien.
18, à 15 h. : Les vieux ans et leur sauvegarde, par Louis Grosdieu.
21, à 15 h. : Problèmes de l'apprentissage des relations sémantiques, par le grand maître de la langue française, par Jean Tullier.
23, à 15 h. : La fusion thermonucléaire contrôlée, par Jean Tullier.

هكذا من الأصل

CARNET

AULD REEKIE

SOLD

SOLD

SOLD

SOLD

SOLD

SOLD

SOLD

SOLD

SOLD

PRESSE

R.T.L. est autorisé à racheter
42 % du capital du « Bien public »

Le gouvernement français a finalement donné son accord de principe au rachat, par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.), de 42 % du capital du quotidien dijonnais le Bien public. M. Armand Tréhard, gérant de la société, en a informé récemment les membres du comité d'entreprise. La signature de l'accord serait imminente.

Le Bien public, diffusé à quelque 45 000 exemplaires chaque jour, avait passé un accord en 1974 avec les Dépêches — journal contrôlé par l'Est républicain — pour diffuser en commun des informations locales. Cet accord avait été rompu en septembre 1976. Au début de l'année 1977, la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion avait déjà fait des offres précises de prise de participation dans le capital du Bien public. S'agissant d'une société étrangère — la C.L.T., bien qu'exploitant un poste radio-phonique francophone (R.T.L.), à minorité de capitaux français, est contrôlée par des intérêts belgo-luxembourgeois — le ministère français des finances doit donner son accord comme pour tout investissement étranger représentant plus de 20 % du capital. Dans un premier temps, cette réponse avait été négative.

Rappelons que la C.L.T. possède déjà 51 % du capital de

Télé-Star, magazine de télévision. En la circonstance, deux cas étaient prévus dans l'ordonnance du 24 août 1944 :

1) La participation étrangère minoritaire : « Tous propriétaires, associés, actionnaires bailleurs de fonds ou autres participants à la vie financière d'une publication doivent être de nationalité française. » Une participation minoritaire est donc interdite.

2) La participation étrangère est majoritaire, la publication est alors considérée comme étrangère.

GRÈVE DES JOURNALISTES
RECONDUITE AUX « ÉCHOS »

La grève des journalistes du quotidien les Échos, déclenchée pour vingt-quatre heures, le dimanche 1^{er} janvier, « pour protester contre un licenciement décidé abusivement par la direction du journal, à l'encontre d'un de ses plus anciens collaborateurs », a été reconduite lundi par l'assemblée générale de la rédaction pour le deuxième jour consécutif (le Monde daté 1^{er}-2 janvier). Les Échos n'ont donc pas paru mardi matin 3 janvier.

Les entrevues qui ont eu lieu durant la journée de lundi entre Mme Jacqueline Beytout, P.D.G. des Échos, et les délégués du personnel n'ont rien donné. La direction se refuse à tout commentaire sur cette affaire.

Une nouvelle assemblée générale de la rédaction était prévue ce mardi 3 janvier en fin de matinée pour décider de la suite à donner au mouvement.

MORT DE MAX ASCOLI
FONDATEUR DU « REPORTER »

On annonce à New-York le décès, après une brève maladie, de Max Ascoli, fondateur du magazine The Reporter.

[Né à Ferrare en 1898, Max Ascoli quitte en 1931 son Italie natale, où il avait fait son doctorat en droit, pour fuir le régime mussolinien. Naturalisé américain en 1939, il exerce d'abord à l'université des rapatriés, la célèbre New School for Social Research, puis devient l'assistant de M. Nelson Rockefeller, alors « coordinateur » des affaires internationales.

En 1949, il lance The Reporter, bimensuel politico-littéraire, qui s'impose rapidement par son sérieux et sa qualité. Il accueille, entre autres, les premiers essais d'actualité de M. Henry Kissinger. Mais en juin 1958, The Reporter, qui pour une part, avait reçu des ressources réunies par Max Ascoli et son entourage, décide de fusionner avec Harper's. C'est la fin d'une expérience qui fit honneur au journalisme américain.]

● M. Harvey Thompson, directeur général au groupe Times, est mort samedi 31 décembre à l'âge de quarante-sept ans. Après une carrière au Manchester Guardian, au Daily Mirror et au groupe Odham, qui publie notamment The Sun, Harvey Thompson était entré en 1972 au groupe Times dont il dirigeait les services techniques et administratifs.

RADIO-TÉLÉVISION

D'une chaîne à l'autre

SIGNATURE
DES CONVENTIONS
COLLECTIVES

● Après les conventions collectives de TF 1 (le Monde du 3 janvier), celles d'Antenne 2 ont été signées le jeudi 29 décembre par les syndicats des personnes et le vendredi 30 décembre par les syndicats de journalistes. Ces deux conventions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier.

PEINES CONFIRMÉES
POUR LES
COLLABORATEURS
D'UNE RADIO PIRATE
BELGE

● La cour d'appel de Bruxelles a confirmé en première instance plusieurs collaborateurs d'une radio pirate belge qui a fonctionné, d'octobre 1973 à la mi-76, d'un navire ancré au large de la Belgique. Ainsi, M. Christian Hendrickx, chargé des relations publiques de la radio, a été condamné à six mois de prison avec sursis et 470 000 francs (français) d'amende, contre six mois ferme et 260 000 FF précédemment, et M. Josef Gieremynck, conseiller juridique de la station, à six mois de prison avec sursis et 36 000 FF d'amende, contre trois mois avec sursis et 10 000 FF auparavant.

La station continue d'émettre au large de la côte espagnole, où elle s'est installée.

R.T.L. A LYON
DU 14 AU 22 JANVIER

● Du 14 au 22 janvier, R.T.L. installera à Lyon une équipe de quatre-vingts personnes, 50 tonnes de matériel et une « bulle » de 1 000 m², place Bellecour, où auront lieu les émissions publiques. Les informations feront une large place aux nouvelles locales grâce à la collaboration des journalistes du Progrès ; en outre, deux « Journaux instantanés » seront réalisés les 14 et 21 janvier.

La IV^e République
aux « Dossiers de l'écran »« L'HUMANITÉ » RELÈVE « LA
DIFFICULTÉ DES SOCIALISTES
A COUPER LES PONTS AVEC
LE GRAND CAPITAL »

Commentant le film de Georges Eliey sur la IV^e République, dont la première partie a été diffusée lundi soir et dont la deuxième l'est ce mardi, aux « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, Jean-François Richard écrit dans l'Humanité du 2 janvier :

« Les positions de Mendes France à l'égard de la guerre en Algérie démontrent très vite la volonté du gouvernement radical de défendre les intérêts de la grande bourgeoisie. Les propos du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, exprimant cette réalité : « Tous les moyens seront réunis pour que la force de la nation l'emporte, quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche. L'Algérie, c'est la France. »

« Cette attitude marque la pratique politique de la S.F.I.O. La politique de Guy Mollet vis-à-vis de la question algérienne nous enseigne la difficulté des socialistes français de couper les ponts avec le grand capital (...).

« L'attitude du parti socialiste sur la question algérienne a finalement contribué au coup de force de mai 1958. Le complot des ultras d'Algérie, par l'intermédiaire du général Salan, fut l'occasion qui permit au grand capital de porter un coup sévère aux institutions issues de la Résistance. »

**VENDRE
OU
ACHETER
UNE AFFAIRE
265 28 50**

Nos agents spécialistes interviennent dans toute la France et à l'étranger avec toute la discrétion qui a fait notre réputation.

straplan

3, rue de Penthièvre
75008 Paris

COPRODUCTION
ETATS-UNIS - U.R.S.S.
SUR LA DEUXIEME
GUERRE MONDIALE

● A partir de pellicules d'actualités nazies confisquées par l'U.R.S.S. et d'archives soviétiques, vingt documentaires d'une heure chacun, réalisés à Moscou, seront présentés par la télévision américaine à l'automne prochain. Ils retracent l'histoire de la deuxième guerre mondiale, du 22 juin 1941, début de l'invasion nazie en U.R.S.S., à la chute de Berlin, le 8 mai 1945.

Cette production, estimée à 3,5 millions de dollars, est assurée pour un tiers par la firme soviétique Soviëlfilm et pour deux tiers par Air Time Inc., une société de production télévisée de New-York, qui se réserve les droits pour le monde entier, à l'exception de l'Europe de l'Est.

TRIMONIES ET DEBATS
MERCREDI 4 JANVIER

● M. Jacques Attali, conseiller économique de M. François Mitterrand, participe au journal de TF 1, à 13 heures.

● M. Marcel Paganelli reçoit M. Jean-Pierre Sousson, secrétaire général du parti républicain, sur R.M.C., à 13 h. 20.

● Mme Françoise Dorin, nommée membre du conseil d'administration de Radio-France au titre des personnalités du monde culturel (le Monde des 29 et 30 décembre), a fait savoir jeudi que des obligations professionnelles l'empêchent d'accepter cette nomination.

**Jean Orieux
LA FONTAINE**
ou la vie est un conte.
Collection
Les Grandes Biographies
FLAMMARION

23 h. Littéraire : Titre courant (deux ouvrages sur le dix-septième siècle, de Pierre Goubert).

23 h. 10. Si l'on dansait : Le jazz.

23 h. 40. Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25. Dorothee et ses amis : 18 h. 40. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Jeu : 20 h. Journal.

20 h. 35. Les dossiers de l'écran. Telfilm : La IV^e République. Proposé par G. Eliey et

CHAINE I : TF 1

12 h. L'Evangile en papier : 12 h. 15. Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30. Midi première : 13 h. Journal : 13 h. 35. Série : La petite maison dans la prairie : 14 h. 30. Les visiteurs du mercredi : 17 h. 55. Sur deux roues : 18 h. A la bonne heure : 18 h. 25. Pour les petits : 18 h. 30. L'île aux enfants : 18 h. 55. Caméra au poing : 19 h. 10. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Eh bien... raconte ! : 20 h. Journal.

20 h. 30. Série : Au plaisir de Dieu (dernière partie : L'effritement) : 22 h. L'événement : Voyage du président Carter.

23 h. Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional : 13 h. 50. Feuilleton : Des lauriers pour Lila : 14 h. Aujourd'hui, madame : 14 h. 45. Visite du président Carter (avec : 17 h. 30. Un sur cinq) : 18 h. 25. Dorothee et ses amis : 18 h. 40. C'est la vie : 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Jeu : 20 h. Journal.

20 h. 30. Magazine d'actualité - Question de temps.

Deuxième volet du dossier nucléaire consacré au charbon, la bio-énergie, l'alcool et le vent.

21 h. 35. Alain Decaux raconte... Katyn : 22 h. 35. La parole à 18 ans (Les vertes années) : 23 h. Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes : 19 h. 5. Emissions régionales : 19 h. 40. Tribune libre : Lutte ouvrière : 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (Un film, un auteur) : BREVES VACANCES, de V. de Sica (1972), avec F. Bolkan, R. Salvatori, D. Quenard.

Une femme, ouverte dans une urne de bois, se connaît les premiers moments de sa vie dans un sanatorium où elle soigne une maladie grave.

Éternel féminin

C'est mignon les femmes, c'est exquis, c'est léger, c'est triviale, c'est enjoué, oui, c'est attendrissant les femmes, les femmes belles telles que nous les montrant, lundi soir, Agnès Varda sur Antenne 2. C'est assez bizarre aussi. Il faut bien l'avouer, à la limite de l'humain : cela tient de l'oiseau, de la fleur et de l'enfant : cela gazouille, cela gambade, cela batifole sous les maillages, outrés de l'Auguste et du Clown blanc. Cela rit de se voir si belle au miroir de l'écran, cela chante, cela dit, d'une voix de fillette lute, des choses justes, au fond, sur les chromosomes X ou Y, sur la double journée, sur la grossesse qui est « ce qu'il y a de mieux », cela se permet même de jongler avec les mots.

En fait, c'est très ressemblant le portrait craché de la femme éternelle, telle qu'en elle-même, les hommes la veulent, la désignant la brochant et la paupérisant depuis des millénaires. Loin de moi le désir de louer les rabat-joie, les « ultra-geiges » enrégimés. Un spectacle de variétés ne saurait répondre, nul ne l'ignore, aux mêmes critères, aux mêmes exigences qu'un documentaire ou un débat. Il ne s'agit pas de pousser pour sorte de suite à « l'une chante, l'autre pas », d'accord. Le film.

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 3 JANVIER

D. Lander. Avec la collaboration de C. Bourdache et J. Knuth. Réal. D. Lander.

Vers 22 h. Debat
Avec MM. Julliard, auteur de la IV^e République : 1947-1958. A. Grosser, auteur de la IV^e République et sa politique extérieure. G. Eliey, auteur de Une histoire de la IV^e République. F. Faure, directeur du Monde, auteur de la IV^e République. F. Dreyfus, auteur de Histoire des gauches (1900-1974), directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes.

23 h. 30. Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes : 19 h. 5. Emissions régionales : 19 h. 40. Tribune libre : Club de l'Horloge : 20 h. Les feux.

20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) JOHNNY GUITARE, de N. Ray (1953), avec J. Crawford, S. Hayden, M. McAmbridge. S. Brady, W. Bond, B. Cooper, E. Borlaine. (Rediffusion)

Les amours mouvementées d'un joueur de guitare, ancien bandit, et d'une tenancière saloon, victime de la haine et de l'intolérance de tout un village.

Western lyrique dont l'atmosphère envoi. L'œuvre la plus originale de Nicholas Ray.

22 h. 20. Journal.

22 h. 35. Réussite (l'aéronautique française)

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Cornélius » de G. Lerouge, adaptation E. Loria, réalisation A. Baroux : 19 h. 25. Sciences : 20 h. Dialogue : « Le bleu magicien science ou art ? » avec J. Le Magnen et R. Oliver : 21 h. 15. Musiques de notre temps : 22 h. 30. Nuit magnétique : New-York-Moscow Age.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. Jazz time : 19 h. 35. Ecluse : 19 h. 45. Soirée lyrique : 20 h. Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique dir. Julius Rudel : « The Turn of the screw » (B. Britten) avec P. Buvetier, J. Castle, B. Antoine, J. Partridge : 22 h. 30. France-Musique la nuit : à 23 h. 15. Nouveaux talents, premiers albums

MERCREDI 4 JANVIER

Un sujet de mélodrame et un certain retour de Sica à l'inspiration « néo-réaliste ». Ce film est inédit en France.

22 h. 35. Cine-regards, de J.-M. Perthus et M. Herman

Un nouveau magazine consacré à l'actualité cinématographique. Les films récents et une enquête sur le cinéma à Rouen.

22 h. 20. Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 58 et 23 h. 30) : 7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance : Carl Gustav Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul : à 8 h. 30. L'espace et le temps à la mesure animale : 8 h. 55. Grèce au passé : 9 h. 7. La méthode des sciences et techniques : 10 h. 45. Le livre, ouverture sur la vie : 11 h. 2. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert : 12 h. 3. Paris prêt : 12 h. 45. Panoramas : 13 h. 30. Les tournants du royaume de la musique : 14 h. 5. Un livre, des voix : « Les Aventures d'Agnès March » de Sali Bellow : 14 h. 45. L'école des parents et des éducateurs : 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture : « Chypre », par C. Rudelot : 17 h. 15. Les Français d'aujourd'hui : 17 h. 35. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert : 18 h. 30. Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur Cornélius », de G. Lerouge, réal. A. Baroux : 19 h. 25. La science en marche

20 h. La musique et les hommes : « On rêve de Schubert », par B. Mazin : 22 h. 30. Nuits magnétiques : New-York-Moscow Age, par P. Dupont

FRANCE-MUSIQUE

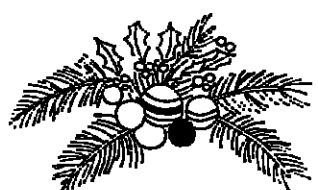
7 h. 3. Quotidien musique : 8 h. 30. Noire et blanche : 9 h. 2. Le matin des musiciens : 12 h. Chansons : Grèce : 12 h. 40. Jazz classique : 13 h. 15. Studio service : 14 h. Variétés de la musique légère : F. Raudot, P. Porte, B. Gérard : 14 h. 30. Prélude : à 15 h. 22. Le concert du mercredi : 17 h. 30. Prélude : 18 h. 2. Musique magazine : 18 h. Jazz time : 19 h. 45. Un petit train de plaisir : 20 h. 30. Cordes pures : Guy Robert, tubiste : « Quatre pièces » (R. Ballard), « Prélude » et « Les Pantomimes » (N. Vallet) : « Suite » (D. Gaultier), « Prélude » (Bocquet), « Folles d'Espagne » (J. Gallo), « Henriette Gremy-Chaillat » : « Les Chinois » et « Les Barrières mystérieuses » (Couperin), « Cinq pièces » (Rameau), « La Forqueray » (Dunlop), « Rameau et la vigne » : Improvisations : 22 h. 30. France-Musique la nuit : 23 h. La dernière image

Les Assiettes au Boeuf
Le Bistro de la Gare

sont heureux de remercier
pour la qualité des produits
fournis en 1977
l'ensemble de leurs fournisseurs
et plus particulièrement :

les Vins du Haut-Poitou,
la Sté Ricard et Doutreloux de Bordeaux,
les Ets Capdeville de Langon,
la Crémérie J. Allard de Paris,

et avec eux vous adressent
tous leurs vœux.



Les assiettes au Boeuf
123, Champs-Élysées - Place St-Germain-des-Prés
9, boulevard des Italiens
Le Bistro de la Gare
59, boulevard du Montparnasse

مكتبة من الأصل

LE JOUR
DES ARTS

Brayer graveur
à la Bibliothèque
nationale

Yves Brayer à la Bibliothèque nationale, où le dépôt légal possède la totalité de son œuvre gravée. Le soixante-dixième anniversaire du peintre (récentement nommé conservateur au musée Marmottan, qu'il a renoncé et réaménagé), est l'occasion de présenter au choix de ses monotypes, gravures et lithographies, albums et illustrations de livres. C'est un aspect moins connu de l'œuvre d'Yves Brayer, dont on retiendra la peinture et surtout le brio de l'aquarelle.

Coloriste, il est contraint à l'économie dans ses œuvres sur papier. Et souvent il se suffit du noir et blanc, qui rendent rigueur et sobriété. Les motifs de Brayer sont ceux de toujours : le paysage, le portrait, le nu et les chevaux. Naturellement, on y retrouve la Camargue et l'herbe maigre de son pays, les Baux-de-Provence, dont il sait rendre les splendeurs stériles qui mêlent les oliviers baroques aux solides rochers blancs.

Mais Brayer a été partout, et partout il a dessiné puis gravé des scènes prises sur le vif, à Venise, en Castille, à Rome, à Jérusalem, à Fes, à Ispahan, à Mexico, etc. Et partout il lui a fallu d'abord voir et ressentir avant d'inscrire et composer.

★ Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, jusqu'au 5 janvier.

La Biennale de Paris
à Nice.

Pour la seconde fois la Biennale de Paris est à Nice. La galerie des Fouchettes expose les œuvres d'une trentaine d'artistes, choisis parmi les cent vingt-cinq qui avaient été réunis en septembre 1977 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris pour illustrer l'art des jeunes de moins de trente-cinq ans. (Le Monde du 30 septembre 1977.)

Avec des peintures dans la filiation du mouvement support-surface, des sculptures-environnement, des photographies et des films vidéo, le panorama fait par les musées algériens reflète les grandes options de cette manifestation d'art d'avant-garde dont on avait remarqué qu'elle poursuivait, comme les autres manifestations similaires à Kassel et à Venise, le grand courant international qui tente d'intégrer les médias dans l'activité artistique.

Zoum Walter
au musée de Besançon.

Le Musée des beaux-arts de Besançon rend hommage à l'œuvre de Zoum Walter, avec une exposition qui réunit plus de quatre-vingts peintures et pastels ainsi que des pierres de plâtre gravées. Plusieurs de ces œuvres n'avaient jamais été exposées.

Fille et petite-fille de peintres, Zoum Walter avait poursuivi une longue tradition d'artistes belges en France. Sa vie et le cadre de son œuvre se situent en Flandres et en Provence, via Paris. Née à Izelles en 1902, morte à Paris en 1974, on peut dire que jusqu'à la guerre l'œuvre de Zoum Walter avait été fortement influencée par la peinture de son père, Jean Vanden Borchout.

C'est dans ses grandes toiles d'après 1946, paysages, compositions abstraites très architecturées et fleurs géantes, que s'affirme un tempérament de peintre extrêmement interiorisé et où par une poésie picturale toute musicale.

Une salle
d'art nouveau
à Beauvais.

Une nouvelle salle, consacrée à l'art nouveau et de l'entre-deux-guerres, est ouverte au Musée départemental de l'Oise, à Beauvais, installé dans l'ancien palais épiscopal. Aménagé comme un intérieur, avec meubles, tableaux et objets, elle présente la salle à manger que Gustave Serrurier-Bovy réalisa pour l'hôtel Baugens à Bruxelles ; des vitrines de grès et de porcelaine du potier Auguste Delaherche ; des panneaux décoratifs de Devambez ; des peintures de René Ménard, Léon-Diermer, Maurice Denis...

Centre Pompidou

La création orpheline ?

(Suite de la première page.)

Un musée, par définition, est tourné vers le passé : conservation, recherche et exposition des acquis artistiques. Je ne crois pas non plus que l'idée, peut-être positive, d'une « grande surface » culturelle lui semblait justifier les importants crédits mis à la disposition de l'entreprise. Il avait plutôt la vision d'un Centre qui, outillé et conçu de la façon la plus moderne, créerait des conditions adéquates et fournirait les moyens pour stimuler la diffusion et la « création artistique d'œuvres d'art et d'esprit » comme le précise le texte de la loi (d'ailleurs le mot « musée » n'y figure pas).

Pourtant dans aucun décret d'application de cette loi, il n'est fait mention claire et précise des intentions et dispositions aboutissant directement à favoriser la création contemporaine, autrement dit celle d'artistes vivants et actifs. Force est de reconnaître que cette gigantesque entreprise culturelle n'avait jusqu'ici en rien favorisé ou amélioré la création ou contribué quoi que ce soit à son renouveau. Malgré les énormes investissements, il n'existe actuellement pas un seul lieu, aussi modeste et obscur qu'il soit, avec un équipement minimal et des structures d'accueil pour assister les créateurs dans la réalisation et l'exécution de certaines œuvres conçues et imaginées par eux, et cela dans une société dont le niveau technologique élevé fait que rien d'important ne peut être réalisé sans le support d'un équipement et de structures techniques et scientifiques. Ainsi, on bloque les forces créatrices contemporaines.

Les artistes ont le sentiment qu'on a créé une immense « forteresse » que l'art vivant doit forcer ou lieu d'y être accueilli. Quel contraste entre les grands moyens scientifiques et techniques mis à la disposition de l'IRCAM pour la recherche acoustique et l'absence de toute structure, aussi minime soit-elle, pour permettre la recherche visuelle ! Cette recherche est urgente et indispensable de par le caractère même de notre société où la communication visuelle détermine un rôle primordial et où toute création visuelle a une répercussion

immédiate sur l'économie, l'industrie et le développement du patrimoine culturel.

Pour l'instant donc, il semble que seul l'IRCAM réponde à la vocation souhaitée par Georges Pompidou, car son intention, semble-t-il, était autre et le projet initial comportait la perspective d'ateliers de recherche et de création visuelle similaires à ceux de l'IRCAM. La mort du président Pompidou a-t-elle changé l'optique des responsables ? L'actuel directeur du Centre, M. Jean Millier, est conscient de la nécessité de remettre la création à l'honneur.

A la disposition de la Cité

Mais qu'est-ce au juste encourager la création artistique ? S'il est vrai qu'un Etat moderne doit assurer aux créateurs la possibilité de développer leurs créations spirituelles et les aider à s'exprimer publiquement, il ne paraît pas que ce soit là que se situe la tâche primordiale du Centre Pompidou. Les artistes, peintres et sculpteurs, continueront à œuvrer comme auparavant dans leurs ateliers et à essayer avec les mêmes difficultés de réaliser leurs fantasmes, visions ou rêves, qu'un Etat-providence les aide ou pas. Promouvoir la création artistique veut dire mettre résolument le créateur à la disposition de la Cité qui lui fournit les moyens les plus perfectionnés pour qu'il puisse être un médiateur entre une civilisation complexe et parfois accablante et le peuple.

Tout le monde reconnaît qu'un des facteurs essentiels de la qualité de vie est la réalité visuelle de la ville. Pourquoi ne fait-on pas appel aux créateurs ? Pourquoi n'associe-t-on pas la force de création et l'imagination poétique pour résoudre les problèmes récents de l'urbanisme ? Ceci paraît aussi urgent que nécessaire et naturel. Ainsi, il y a quelques semaines, au cours d'une réunion de commission à la mairie de Paris, une haute personnalité ayant détenu des fonctions éminentes dans le domaine culturel proposait qu'on demandât à l'atelier de création du Centre Pompidou de faire des recherches et de développer un type nouveau d'équipement et mobilier urbain.

On lui fit vite savoir que malheureusement il n'existait pas un atelier de création au Centre Pompidou et que le C.C.I., s'occupant d'expositions, n'avait pas les moyens de réaliser des études et des projets créateurs. Pourtant il s'appelle Centre de création industrielle...

Georges Pompidou souhaitait que le Centre qui porterait son nom permit aux Français de vivre en parfaite et naturelle harmonie avec l'art et la culture, qu'il ne fussent pas des spectateurs occasionnels et parfois ébahis d'un environnement artistique, mais qu'ils s'y sentent solidaires de l'expression de leur temps, que la civilisation moderne et technologique ne soit pas en contradiction avec l'art et l'homme mais son allié. C'est là la vocation du Centre et la tâche des créateurs. Si le président Pompidou aimait le Salon que j'ai créé à sa demande au Palais de l'Elysée, c'est parce qu'il mettait l'homme au centre d'un environnement total qui lui enseignait qu'on vivait dans une réalité sans cesse changeante.

Le président Pompidou était conscient de la nécessité de remédier à la carence de notre éducation qui nous rend visuellement illettrés, amnésiques à l'image et trop dépendants du mot. L'apprentissage des concepts doit être complété par la connaissance de l'univers des formes. La mise en œuvre d'un Centre de recherches visuelles est donc impérative. C'est une structure indispensable pour une politique d'ouverture envers les artistes créateurs, tant sur le plan national qu'international, qui, seule, pourra préserver à Paris la position de capitale de la création artistique mondiale.

Si l'on veut être fidèle à la vision de Georges Pompidou et au prestige culturel de la France, il est grand temps d'agir.

YAACOV AGAM.

■ Volodimir Pansou, principal metteur en scène du théâtre du drame de Talin, en Union soviétique, est mort le 28 décembre, à l'âge de cinquante-huit ans. « En tant qu'acteur et metteur en scène, rappelle l'agence Tass, il a toujours affirmé les principes de l'art réaliste socialiste. »

Variétés

TÉMOIGNAGE

Guy Bedos, pied-noir et « rouge »

SPECTACLE de variétés ou campagne pré-électorale ? La tournée que poursuit actuellement Guy Bedos dans les banlieues de la région parisienne est une suite de regards déstabilisés sur l'actualité et la rupture de l'union de la gauche.

Refusant de jouer la carte gros rouge-bleu chère à Coluche, Guy Bedos substitue un humour mili-

tant à la facilité réconfortante. Guignant pour une chapelle mal définie, il renvoie dos à dos le P.C. le P.S., les intellectuelles à la Bréchet et la fameuse tentation « école-démagie-jean ».

Pendant deux heures et quart, et à chaque fois devant une salle comble, Bedos donne des airs de Mutualité aux théâtres et gymnases de la « ceinture rouge ». Démarche de casseur, costume noir de prête-ouvrier, mine de clown, Guy Bedos provoque d'entrée un public composé en majorité de sympathisants. Avec une délectation un peu suspecte, il démythifie la caste des intouchables : Brel, Gabin ou Aznavour, se roule dans Mireille Mathieu et Danielle Gilbert, se vautre sur Guy Lux.

Pris à partie, le public réagit à chaud : succès total ou départs discrets. Mais ce sont surtout les prises de position politiques qui déconcertent : « C'est terrible tout ce qu'on peut trouver dans les prisons allemandes... C'est vrai, tous ces gens suicidés à bout portant... Applaudissements de l'extrême gauche, ou sourires gênés ; le terrorisme comme les grandes calamités suscite encore le respect. « En France, nous avons un fascisme à visage humain... » Une voix anonyme chuchote : « Peut-être même pas exagérer ! » Oui, Bedos exagère ; à plaisir, comme un fan déçu par son idole : l'union de la gauche. Et il glisse, amuse : « On n'aurait dû faire une union de la gauche. Une union des partis de gauche qui se seraient entendus sur un programme commun... Je me mets à la place de ceux qui y ont cru. »

Dénouant la désunion afin de mieux recoller les morceaux, la démarche de Guy Bedos n'est pas exempte d'un idéalisme à la limite de l'utopie. Est-ce la mauvaise conscience qui le pousse, chaque soir, à remettre en cause sa situation de contestataire ? Un contestataire de luxe dans une société où le privilège, « la culture et les idées de marxisme sont accordées », s'annonce-t-il à dire, ironie adroite ou honnêteté suicidaire ? Peut-être plus sûrement la culpabilité de ceux qui dénoncent et profitent en même temps. La culpabilité d'un Bedos qui s'avoue pied-noir et « rouge ».

ISABELLE DE WANGEN.

UNE CHARTE
POUR LA HAUTE-LOIRE

A défaut d'une charte régionale pour l'Auvergne à l'exemple de l'Alsace et de la Picardie, une charte culturelle vient d'être conclue entre le département de la Haute-Loire et le ministère de la culture et de l'environnement (1). Elle prévoit notamment la création d'un lycée d'enseignement professionnel de facteurs d'instruments de musique anciens, qui serait installé dans un bâtiment conventuel de l'abbaye de la Chaise-Dieu affecté jusqu'ici au presbytère paroissial. Il pourrait recevoir soixante-dix élèves préparant un brevet de technicien supérieur en trois ans. Pendant les vacances, les locaux pourraient accueillir des stages de musique, d'école d'orgue, etc. Unique en Europe, ce lycée coûterait environ 7500 000 francs à la charge de l'Etat.

Deuxième volet de l'opération, la création d'un centre de formation de musique chorale dans les dépendances du château de Saint-Vidal, où depuis quelques années, accueillait, en juillet, les « chorales » du même nom, animées par le mouvement. A cœur joie, il permettrait de l'organisation de stages de formation avec une capacité d'hébergement de cent cinquante personnes.

La charte aurait également pour ambition de protéger, restaurer et faire revivre le patrimoine architectural en milieu rural, les arts et traditions populaires en pays de moyenne montagne. — (Corresp.)

(1) A l'heure actuelle des chartes ont été passées avec onze villes, quatre départements et deux régions.

Expositions

Peintures de cour dans le Japon du XVI^e siècle

Le chatolement de la cinquantaine de peintures japonaises réunies par Janette Ostier, et dont plus de trois siècles n'ont pu tant révéler ni la fraîcheur, ne saurait être le fait d'une fantaisie plus ou moins archaïque. A scruter par le détail les merveilleuses miniatures, et aussi les manuscrits, paravents, éventails, l'é-maki-mono — en partie déroulé — et les gros plans photographiques de Laurent Chastel, maître d'œuvre du catalogue, à eux confrontés vous y aidiez puissamment — on constate à quelle stricte discipline les artistes devaient se soumettre : aux règles esthétiques de leurs écoles comme à la fidélité absolue au texte à illustrer. L'enchantement alors redouble.

Car il s'agit bien d'un texte, du plus grand roman courtois japonais, le Genji Monogatari, de Dame Murasaki Shirō, que René Stietter vient de traduire intégralement sous le titre de Dit du Genji. Le premier volume est sorti (aux Publications Arthémis) en trois tomes, en même temps que s'ouvrait l'exposition. Le deuxième volume qui s'ajoute le « Dit » des peintures exécutées au seizième siècle n'en trahit pas l'esprit : les mœurs raffinées de la cour impériale du haut Moyen Age, où les intrigues sentimentales plus ou moins élabrées se nouaient en vases clos. Mais, comme un carillonier français du Grand Siècle eût représenté les personnages d'un roman de chevalerie en costumes Louis XIV, les personnages japonais sont vêtus à la mode des courtisans de cette Renaissance japonaise, la période Momoyama.

Particularité plus caractéristique encore, c'est la nouvelle architecture japonaise, la plupart du temps aux toits enlignés, à ciel ouvert, qui sert de cadre (rigide) à ce (grand) monde quelque peu mythique (il présente pas seulement pour l'historien un intérêt documentaire : ses espaces à la fois ouverts et fermés font un constant appel d'air, ses chapiteaux rectilignes obligent le peintre, par le jeu des diagonales, à tracer à toutes les arabesques graphiques, à des compositions souvent divisées en deux scènes, avec un mouvement suggéré d'une vers l'autre, comme une phrase musicale. La difficulté est d'ailleurs accrue par le format du « sishishi » à peu près carré imposé aux miniatures qui

figurent en écrasante majorité dans cette exposition.

Rien n'est laissé au hasard. Tout est mis en code. Les nuances d'or, c'est le temps qui passe. Leur couleur brillante est placée sur le fond d'or du papier. Ils servent à indiquer la transition d'un moment à un autre, d'un épisode à un autre, ils enchaînent le récit. Chaque fleur a son langage propre de joie ou de mélancolie. Elle est choisie selon la saison ou se passe l'événement. Quant vêtements de brocart, leur éclat ne rompt pas l'harmonie de la composition. C'est là que, par la secours de la loupe, ou plus simplement des agrandissements photographiques, on peut suivre le travail d'un plateau peignant à la superposition des pigments amalgamés à la colle, en obtenant des miniatures s'inscrivent justifiées : vermillon du cinabre, vert détrempé de la malachite, rouge brun de l'hématite, corail, etc. Le moindre détail concourt à créer l'ambiance feutrée du roman. A en respecter scrupuleusement le déroulement et les nuances.

René Stietter a pris la peine de rechercher et de trouver les passages du Dit du Genji qui correspondent aux images rassemblées et les textes sont accolés à chacune d'elles. Qui sont réparties en trois séries : celles (vingt) qui sont attribuées à Tosa Mitsuyoshi, les plus vives ; celles (sept) d'un artiste inconnu qui contrastent par leur sobriété et leurs tons plus sourds avec la rutilance des précédentes ; enfin les peintures qui sont attribuées à Sotatsu, toujours enrichies de poèmes calligraphiés.

Ainsi assiste-t-on à la résurrection d'un monde d'art — d'un « âge d'or » où l'exercice des arts était la suprême raison d'être et où les princes eux-mêmes s'adonnaient en « professionnels » à la poésie, à la musique et à la peinture. Société raffinée de la période Heian dont sont jaloux des étudiants gorgés de la nostalgie à travers les descriptions méticuleuses d'un livre qui, lui, avait survécu à des siècles de désordres sanglants.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Galerie Janette-Ostier, 26, place des Vosges.

Le vitrail au microscope

C'EST à la cathédrale de Chartres qu'en France nous avons pris conscience du mal des vitraux. Grâce aux peintres (1). Un jour, il est apparu que le bleu de Chartres avait changé, ce bleu qui avait autrefois alimenté la pensée mystique avant de fournir aux peintres abstraits contemporains un peu de mystère dans la recherche de la « lumière picturale », sans lequel elle ne serait que vaine activité décorative. Il était devenu plus clair, et, en même temps, l'ensemble de l'accord chromatique des vitraux, bien installé dans notre sensibilité, s'était modifié.

Que s'était-il passé ? Les vitraux avaient tout simplement été restaurés. Sans la patine du temps, les « peintures translucides » paraissent éblouies, étrangères aux habitudes esthétiques des peintres qui venaient de temps à autre les contempler pour recharger leur inspiration et presque trouver une certaine justification à leur peinture. Si l'on est ainsi, disent-ils, persécutés les « restaurateurs de vitraux ». Il faut empêcher que de trop lourdes mains touchent à ces « peintures de lumière ». Or celles-ci ne font que « sauver » des vitraux menacés d'un dépérissement fatal.

TROIS BALTHUS A TROYES...

Marseille n'est pas le seul musée en province à posséder une peinture de Balthus, après sa récente acquisition, comme nous l'avions écrit dans le Monde du 30 décembre 1977. La ville de Troyes en possède trois, grâce à la donation récemment faite par M. Pierre Lévy. On sait que cette importante collection d'art moderne, destinée à être installée en permanence dans les beaux bâtiments restaurés de l'ancien évêché de Troyes, sera comme nous le précise M. Michel Hoog, conservateur, exposée à l'Orangerie des Tuileries en février prochain.

Les plus anciens, ceux de Chartres, ont huit cents ans. A plusieurs reprises, ils ont, au cours de leur longue histoire, été restaurés, déposés et remis en place. Mais aujourd'hui, c'est la première fois qu'on peut mesurer de visu, comme on dit la détérioration interne qui les rongent irrémédiablement. Car, au-delà de la réalité du pouvoir esthétique de ces créations d'art, il y a aussi la réalité de leur état physique. La première se perçoit de loin, à travers le jeu des lumières qui viennent du dehors et éclairent l'espace des cathédrales ; la seconde, c'est de près qu'on peut la déceler.

Un regard d'entomologiste

L'exposition du Palais de la découverte sur le vitrail, ses maladiers, sa restauration (et aussi sa fabrication), nous invite à poser pour ainsi dire un regard d'entomologiste (le Monde du 28 décembre 1977). A travers des vues grossissantes à la loupe, ou de photographies au microscope, on y voit les beaux vitraux de lumière comme on ne les verra jamais dans une église. Les petits morceaux de verre carrés de plomb sont des paysages lunaires ravagés par des cratères. La masse même du verre se désagrége, forme un dépôt blancâtre friable. Dépoussiéré, il laisse apparaître des pustules proliférantes.

Depuis vingt-cinq ans, un organisme international, le « corpus des vitraux » (corpus vitrearum mediet Acti), s'est consacré au sauvetage de ce trésor artistique en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en Espagne. Un ouvrage, qui vient de paraître aux éditions Seghers (2), raconte l'épopée de cet art fondé sur la relation du verre coloré et de la lumière changeante selon sa direction et son intensité.

Pour nous, le vitrail est peut-être la première manifestation d'une peinture cinétique avant la lettre. Mais son apparition et son extraordinaire développement appartiennent à l'architecture

qui, au XII^e siècle, venait d'inventer une construction révolutionnaire. La colonne et l'ogive gothique, structure autoportante rationnelle, permettaient d'élever les murs de pierre pour y mettre des cloisons de verre. Et, plus les solutions structurales de l'architecture étaient audacieuses et sophistiquées, plus il était possible de faire appel aux murs de verre. Sur ce plan, l'architecture contemporaine de verre et de béton n'a rien inventé. Tout a été dit, souverainement, dans l'architecture de la Sainte-Chapelle. Chartres, la cathédrale aux cent-soixante-quatre vitraux, compte 2600 mètres carrés de verre coloré. Et c'est logiquement que chaque vitrail est devenu une « page ouverte » des Saintes Ecritures offertes aux foules du Moyen Age. Avant de savoir lire, elles avaient appris à « voir » dans les vitraux. Premier langage de symboles, d'emblèmes, d'effigies de saints et de rois. Miroir de la pensée du temps. De son art aussi. Le vitrail dans une cathédrale, c'est le grand écran d'images où la plume lisse les dogmes. Et dans le langage actuel, le « médium » de communication de masse.

Pour sauver les vitraux du Moyen Age, à Chartres comme à Evreux, à Strasbourg, Metz ou Bourges, à Canterbury comme à York, à Cologne comme à Arezzo, diverses solutions ont été adoptées. Aucune n'est totalement satisfaisante, aucune n'offre de garantie absolue. A long terme, les vitraux sont donc condamnés à périr si l'on ne parvient pas à interrompre l'invisible processus de détérioration mortelle qui menace toutes les « peintures de lumière » du monde.

JACQUES MICHEL.

(1) Manessier, Bazaine, Singier, par exemple et bien d'autres, qui ont créé une association pour la défense des vitraux de Chartres.

(2) Le Vitrail, sa merveilleuse histoire. Texte de Laurence Lee, Georges Segon, Francis Segon. 208 pages grand format, 500 photographies en couleurs et en noir. Editions Seghers.

CONCERTS

Radio France

MUSIQUE POUR TOUS

Salle Pleyel
Samedi 7 janvier
à 17 heures
(P.A.)
Stravinsky - Ravel
Sol. : Eric HEIDSIECK
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Gilbert AMY

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Lundi 9 janv.
à 20 h 30
Quatuor TALICH
SCHUBERT - MILHAUD
JANACEK

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Mardi 10 janv.
à 20 h 30
Dir. : Marc SOUSTROT
Sol. : A. et J. PARATORE
BACH - POULENC - ROUSSEL

SAISON LYRIQUE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Samedi 14 janv.
à 20 heures
Dir. : Christof PERICK
DOKTOR FAUST
K. Hoffmann, R. Wagner, G. Strauß

RÉCITAL DE CHANT

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 14 janvier
à 20 h 30
Birgit NILSSON
au piano : Lars ROOS
Wagner, Schubert, G. Strauß

MUSIQUE AU PRÉSENT

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
14 janvier
à 17 heures
Dir. : Gilbert AMY
Scherchen - Hsiao
Mefano - Bartok
A. et J. PARATORE
C. LEMAIN, R. KATZ
ENC. INSTRUMENTAL DE H.P.

Location : RADIO-FRANCE, Salle et Agence

MARIGNY

A partir
du 13 janvier

JEAN LE POULAIN
ALAIN MOTTET
JACQUELINE JEHANNEUF
et
RENE CLERMONT

MIAM - MIAM

OU
LE DINER D'AFFAIRES

de JACQUES DEVAL
Mise en sc. Jean LE POULAIN
Décor Roger HARTER
avec
ROBERT LE BEAL
CYRILLE BERNARD
BRUNO NETTER
NOELLE MUSARD
Location ouverte

EN JANVIER AU PALAIS DES ARTS

du 2 au 7 - du 16 au 21
bernard HALLER
Un sacré bonhomme !
(G. Duran, N. G. Observateur)
La perfection même...
(B. Mabillet, Quotidien de Paris)
du 10 au 14 - du 24 au 28
francesca SOLLEVILLE
pierre TISSERAND
325 rue Saint-Martin Paris 3e
278.04.68 et 272.62.98

LE CALENDRIER DES CONCERTS

THEATRE DE LA MADELEINE
Samedi 7 janvier
à 17 heures
(P.A.)
Christine WALEVSKA
Martin IMAZ
Violoncelle - piano
Chaplin, Elgar
Frangula, Prokofiev

L'ENSEMBLE 12
Vieux solo : PHILIP BRIDE
VIVALDI
L'ESTRO ARMONICO (1re partie)

ORCH. de CHBRE des CONCERTS LAMOUREUX
« Un soir à Vienne »
Sol. : J. ESTOUMNET
dir. : Ph. GONDAMIN
Mozart - Schubert - J. Strauss

SALE PLEYEL
Mardi 10 janv.
à 20 h 30
QUATUOR VEGH
Mozart - Bartok - Beethoven

SALE PLEYEL
Vendredi 13 janvier
à 20 h 30
(P.A.)
SCHUMANN
par VENTISLAV
YANKOFF

SALE PLEYEL
Mardi 16 janvier
à 20 h 30
(P.A.)
Ravi SHANKAR
Aila RAKHA au tabla
Musique de l'Inde

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Petit Odéon, 18 h. 30 : Le Neveu de...
21 h. 30 : Le Neveu de...
YEP, 20 h. 30 : La Tragédie Elitiste
d'André, prince de...
Néti 729, 20 h. 30 : Francis
Lemaire.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. 30 : Macbeth.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 :
Susanne Rinaldi.

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 30 : Décret secret :
22 h. : Pinot et Matho.
Ankora, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Biothèque-Opéra, 21 h. : Solenn le
constructeur.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Le Petit-
Fils du chaikh.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium,
20 h. 30 : Les Clowns MacLona.
Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David
Copperfield... Théâtre de la Tem-
blée, 20 h. 30 : Don Juan.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Il Restera, 20 h. 30 : Louisa la
Pétroleuse.
La Bruyère, 20 h. 45 : La Rose et la
Chou-fleur.
Le Lucernaire, Théâtre Noir, 18 h. 30 :
la Belle Vie ; 20 h. 30 : Les Écrits
de Leure. Théâtre Rouge,
20 h. 30 : Boite Mao boite.
Mathurins, 20 h. 45 : La Ville dont
le prince est un enfant.
Michel, 21 h. : Les Vignes du
Seigneur.
Michoudière, 20 h. 30 : Pauvre
sacré.
Montparnasse, 21 h. : Trois lits pour
deux.
Mouffetard, 20 h. 30 : Les Précieuses
ridicules.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Harold

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 3 janvier

et Manda... Petite salle, 20 h. 30 :
Albert Nobbs.
Palais des arts, 18 h. 30 : Les Jeanne ;
20 h. 45 : Bernard Haller.
Palais, 20 h. 45 : Adieu Supremac.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Théâtre d'Épique, 20 h. 45 : Sylvie
Joly.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Tuer
sans gages.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Elle,
elle et elle.
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : Les Der-
nières Hommes.
Théâtre de Paris, 21 h. : Vive
Henri IV.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : la
Princesse de Clèves.
Théâtre Présent, 20 h. : le Nouveau
Locataire.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie
de verre.
Tristan-Bernard, 21 h. : Ovi soit
qui mal y pense.
Trogodyte, 21 h. : l'Amithoracte.

Les cafés-théâtres

Au Bon In, 20 h. 45 : Hiroshima
Paradis ; 22 h. : Youth ; 23 h. :
Soleil dans la boîte.
Blanc-Manteaux, 21 h. 45 : Au
niveau du chou ; 23 h. 15 : les
Autriches.
La Bretonnerie, 20 h. 30 et 22 h. 15 :
Certificat : Dialogues.
Café d'Édgar, 1. 20 h. 15 : Douby ;
21 h. 45 : Popek. — II, 20 h. 30 :
Deux Russes au-dessus de tout
suspçon.
Café de la Gare, 20 h. : Plantons
sous la pluie ; 22 h. : Une pitoyable
mascarade.
Le Comptable, 20 h. 30 : le Petit
Prince ; 22 h. : Lewis et Alice.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 19 h. : Sylvie
Davidson ; 20 h. 45 : M. Sarkov,
C. Debrus, chant et piano (Tcha-
kovski, Rachmaninov, Dvorak, Du-
parc, Schubert).

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :
Ce soir on actualise.
Div-Heures, 22 h. : Le maire est
démonté.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Mogador, 20 h. 30 : Valse de Vienne.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 4 au 11 janvier)

Centre Pompidou, petite salle (277-
12-23), mer. jeudi, ven. sam. dim.,
de 15 h. à 20 h. Théâtre à bre-
telles : la Légende du bâtiment C,
la Légende du banc ; mer. et ven.,
15 h. : Poésie de la ville.
Cirque Bouglione, 120, Avenue F.-
Faure (92-05-14), sauf jeudi, 15 h.
et 21 h. ; dim. 14 h., 17 h. et 21 h.
Cirque à l'ancienne au Nouveau
Carré, 20 h. 30 : Emile-Chautemps
(277-88-40), mer. sam. dim.,
15 h. 30.
Cirque Jean-Richard, Hippodrome
de la porte de Pantin (205-22-34),
mer. 17 h. ; jeudi, ven., 20 h. 45 ;
sam. 14 h., 17 h. et 20 h. 45 ; dim.,
14 h. et 17 h.
Cirque de Paris, jardins du Rame-
lagh (226-00-12), mer. jeudi, ven.,
sam. dim., 15 h. : la Famille
Pépino.
Ménageries du Luxembourg (326-
44-47), mer. et dim. 14 h. 30 et
15 h. 30 ; sam. 15 h. 30 : les Méta-
morphoses du prince charmant.
Café d'Édgar (226-15-80), mer. 18 h.
et 18 h. ; sam. 15 h. : Fantômes
et fantoches.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-
88-30), lun. mar. ven. sam.,
20 h. 30 ; sam. dim., 15 h. 30 :
David Copperfield.

Les Blancs Manteaux, mer. sam.,
15 h. Sur la mer plâtrée.
Les Quatre-Cents-Coups, tous les
jours, et dim., 15 h. : Histoire du
petit lapin Bobempraire.
Séjante (033-53-14), mer. jeudi,
15 h. : Petite Sirène 73.
T h é â t r e d'Animation, Vincennes
(782-19-80), mer. sam. dim. 15 h. ;
lundi, 14 h. 15 : les Lettres de mon
moulin.
Cinéma - Le label Chouette a été
attribué par le secrétariat d'État à
la culture + (en face) la Guerre
des étoiles, l'espion qui m'at-
tend, Duellistes, Barry Lyndon,
Mary Poppins, Donald et Dingy au
Far-West, les Aventures de Bernard
et Bianca, Fra Diavolo, les Aven-
tures de Robin des Bois, Un autre
0 0 7 m m e, une autre chance.
Une étoile est née ; (adoles-
cente) : le Fond de l'air est rouge,
Bobby Deersfield, le Crabe-Tambour,
les Orphelins, Chinois encore un
effort pour être révolutionnaire, la
Ménagerie du Baron County U.S.A.,
Padre Padrone, Une journée par-
cilière, J.-A. Martin photographes,
l'Amour en herbe, Transamerica
Express, l'Argent de la vieillesse,
Tchaltkovski, Ce vieux pays où Rim-
baud est mort, New-York New-
York, Mon beau légionnaire, Ours,
Mon oncle, Monty Python sacré
Graal, Diabolo Menthe, Stas, En-
rons dans la danse, Brancaccio
s'en va-t-àux croisades, Les Indiens
sont encore loin, Alice dans les
villes.

MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX

Place de l'Hôtel-de-Ville - 94000 CRETEIL
Tél. : 899-90-50
JAZZ : Samedi 7 janvier, à 20 h. 30
ARCHIE SHEPP QUARTET
Musique : Dimanche 8 janvier, à 16 h.
Pierre PETIT présente l'École normale de musique de Paris.
Bertrand MOLLA et Alko OKAMOTO (pianistes)
THEATRE : Vendredi 13, samedi 14, à 20 h. 30,
et dimanche 15 janvier à 16 h.
WOZZECK, de Georg BUCCHNER.
Première présentation en Europe
du Centre national des arts du Canada.
THEATRE-ENFANTS : Mardi 17, mercredi 18, jeudi 19
à 14 h.
LA GRANDE MAIN DE FARAGALADON, de Raymond GERBAL,
par le Théâtre Romain-Bolland de Villejuif.
CINÉ-CONFÉRENCE : Mardi 17 janvier, à 20 h. 30
LA TRAVERSÉE DE LA PIERRE SAINT-MARTIN.
Première mondiale de spéléologie.

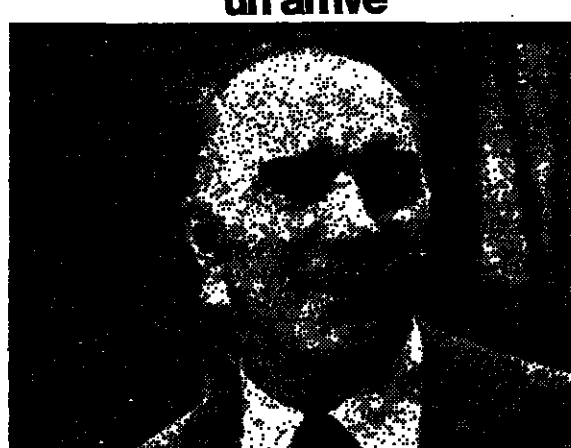
T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT 603.60.44
DIRECTION JEAN-PIERRE GRENIER

DARRY COWL
DANS
"Célimare le bien-aimé"
D'EUGÈNE LABICHE
MISE EN SCÈNE D'ANDREAS VOUTSINAS
DU 5 AU 15 JANVIER 1978
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)
LOCATION AU THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

A partir de demain aux cinémas
UGC BIARRITZ - UGC ERMITAGE - DANTON - CAMEO - MIRAMAR - REX - MAGIC CONVENTION - UGC GOBELINS - MISTRAL - 3 SECRETAN
- UGC GARE DE LYON - 3 MURAT - CYRANO Versailles - FRANÇAIS Enghien - C 2 L Saint-Germain - PARINOR Aulnay - ARTEL Créteil -
ARTEL Port Nogent - CARREFOUR Pantin - LES ULIS Orsay - MELIES Montreuil - Cergy-Pontoise - BUXY Boussy-St-Antoine - NORMANDY Mantes
Meaux - Corbeil - PARAMOUNT La Varenne


Les trois PERSONNAGES CLES de "La Part du Feu"

un arrivé



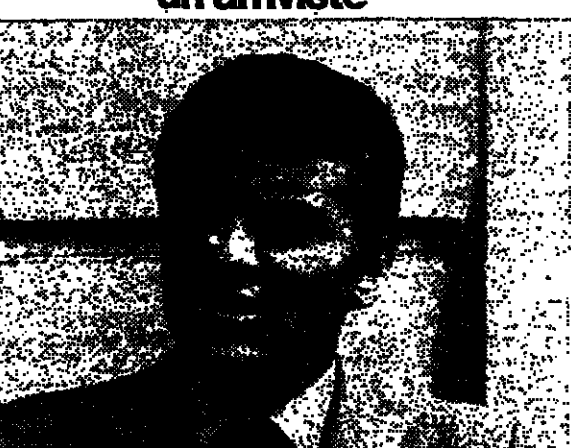
MICHEL PICCOLI
Contrairement aux apparences, ce ne sont pas les affaires pour les affaires ou l'argent pour l'argent qui intéressent Bob Hansen, il a fait fortune dans l'im-mobilier (il aurait pu aussi la faire dans toute autre industrie) mais sa vraie passion, sa drogue, c'est le pouvoir qu'il exerce sur les êtres et les événements.
Comme tous ses semblables, il lui est nécessaire, pour que son plaisir soit complet, de contaminer ses proches, à commencer par son collaborateur, Jacques...

elle



CLAUDIA CARDINALE
Catherine Hansen est sans calcul. Elle est vraie dans un monde peuplé d'êtres faux. Elle a aimé Bob, son mari. Elle a participé à sa réussite.
Par amour, elle a accepté sa soif de puissance. Elle a accepté de le voir s'éloigner d'elle au fur et à mesure qu'il succombait à la drogue du pouvoir. Et puis, Jacques est entré dans leur vie. Catherine aussi a vu en lui un autre Bob et quinze ans plus tard, il arri-va l'inévitable : elle l'aime et crut pouvoir réussir avec lui là où, avec Bob, elle avait échoué.

un arriviste



JACQUES PERRIN
Jacques Noblet a été détourné d'une situation (nonamment médiocre), de fonctionnaire au mini-ère de la Construction, moyennant un coup de pouce administratif : il s'est vendu à Bob Hansen comme on vend son âme au diable.
Ce garçon brillant, à la personnalité encore mal définie, ressemble-t-il, autant que son patron veut le croire, au jeune loup sans scrupule que lui-même fut en son temps ? Ou bien ne va-t-il pas un jour dépasser son pygmalion ?

Chacun des trois va faire la part du feu : sacrifier une partie pour sauver l'essentiel.

LA PART DU FEU

THÉÂTRE OBLIQUE

76, Rue de la Roquette (11^e)
métro Bastille et Voltaire 355.02.94
du 4 au 28 janvier
BLAISE PASCAL
par le
RIDEAU DE BRUXELLES
Direction : Claude ETIENNE
Spectacle conçu et réalisé par
Pierre LAROCHE

GRANDE SALLE 21^H
relâche lundi

Musique THEATRE DE LA VILLE

18 h 30
une heure sans entracte 14 F
du 3 au 7 janvier
SUSANA RINALDI
tangoes argentines
du 10 au 14 janvier
JESSYE NORMAN
au piano
DALTON BALDWIN
Schubert - Brahms
Negro Spirituals
2, place du Châtelet
tél. 274-71-24

de LEO LARD
AUDE
5
DERNIERES
ASSASSIN
de PAVEL KOROUT
742-98-88

تذكرنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	Le 1/10	Le 1/10
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	Le 1/10	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

FABRICANT FRANÇAIS matériel minier

Nous exportons 60% de notre C.A. dans le monde entier en bénéficiant du réseau international du groupe auquel nous sommes rattachés pour représenter nos intérêts auprès de la :

FILIALE ANGLAISE

du groupe, nous recherchons jeune

INGENIEUR

Mines Centrales, E.T.P., Arts et Métiers

3 à 5 ans d'expérience en exploitation ou entretien en mines ou travaux souterrains. Anglais courant, fortes qualités relationnelles.

Il assurera des missions multiples de prospection, négociations, suivi technique, après-vente et liaisons administratives. Poste basé à NEWCASTLE, déplacements fréquents. Rémunération départ : environ 100 000 F.

Env. C.V., photo s/réf SYS-11 à COMPÉTENCES 2, rue Childebert 69002 LYON

SOCIÉTÉ MINIERE AU NIGER (ZONE FRANÇ)

filiale d'un très important Groupe français (8000 personnes), recherche pour son usine de concentration, un

CHEF DE DEPARTEMENT TRAITEMENT MINÉRAIS

Il faut un Ingénieur, Grande Ecole ou ENSI, ayant de préférence opté pour une spécialisation géologie chimique. Son expérience sera celle d'un homme de production dans une industrie de process du type hydrometallurgie, pétrochimie ou sidérurgie. Il aura au moins 35 ans.

Contrat ferme - avantages et garanties « Expatriés » - Scolarisation des enfants assurée jusqu'en 3ème.

Env. avec C.V., explicite sous référence STM à :

CETAGEP
10, rue de la République, 93000 NOUVELLE DÉLÉ

offres premier emploi

INSEGE

proposé à

40 JEUNES DEMANDEURS DE PREMIER EMPLOI

(moins de 25 ans, 3 ans min. d'études sup.) UN STAGE RÉMUNÉRÉ

Durée : Cycle de 6 mois dont stage en entreprises.

Objectifs :
• Connaissance pratique de l'entreprise ;
• Entraînement à la recherche d'emploi ;
• Contact avec entreprises ;
• Orientation personnelle.

CYCLE AGREE
RÉMUNÉRATION ASSURÉE PAR L'ÉTAT
Env. lettre motivée et C.V. à n° 8210, « Le Monde »
Publicité, 5, rue des Italiens - 75001 PARIS (9)

GROUPE Insep

PREMIER EMPLOI

nous offrons

DEUX STAGES RÉMUNÉRÉS D'INSERTION DANS LA VIE PROFESSIONNELLE (janvier-juillet 1978)

aux jeunes demandeurs d'emploi de 18 à 25 ans.

• Contrôles budgétaires (niveau requis : Bac + 2 ou 3).
• Inspecteurs commerciaux et animateurs (niveau requis : Bac + 1).

Candidatures : I.O.S., 2, r. de la Paix, 75002 Paris - Tél. : 280-10-30.

Vous désirez devenir

CADRE DU TRANSPORT

après un stage gratuit, rémunéré par l'État, du 15-1 au 28-7, des postes sont offerts

• Conditions : moins de 25 ans ;

• Formation : Ecole de commerce, Licence, DEUG, DUT, Droit Gestion, Sciences Eco.

AFT CESTRAL

33-34, qual. National - 93 Puteaux, tél. 778-43-24, poste 33-37.

Sociétés en pleine expansion appartenant à un Groupe International spécialisé en Chandronnerie et montage industriel recherchent pour postes en

AFRIQUE NOIRE 2 adjoints au chef d'exploitation (Cameroun et Sénégal)

• Jeunes ingénieurs (28 ans minimum) diplômés Grande Ecole
• Expérience dans le montage industriel apprécié
• Anglais indispensable.

1 technicien

pour service chiffage devis (Sénégal)

• Expérience dans fonction similaire indispensable.
• Formation Bureau d'Etudes, dessin soigné.

1 technicien

30 ans minimum pour service étude et chiffage devis (Siège Social Parisien)

• Expérience dans fonction similaire indispensable.
• Formation Bureau d'Etudes, dessin exigé.

Transmettre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 12.974 M à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOI outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire : OLIVIER-MER, MUTATIONS, S.P. 141-09 Paris.

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche pour ses activités à l'étranger

INGENIEUR GÉNIE CIVIL
Ayant une expérience en travaux de terrassement et ASSAINISSEMENT. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, célibataire, expérimenté couramment en anglais. Veuillez écrire :

(Joindre C.V. en précisant votre dernière rémunération annuelle) sous la référence 5.901, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Importante Société d'ingénierie recherche pour ses activités en PAYS ANGILOPHONE

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN
De formation supérieure, cet ingénieur aura acquis une première expérience au poste de technicien, capable pour ses activités à l'étranger. Les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Importante Société d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER
Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, l'aspirant ingénieur voudrait bien prendre contact en écrivant : (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 6.883, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche



emplois régionaux

sportswear région lyonnaise

Notre entreprise (1000 personnes) est spécialisée dans la fabrication et la vente de vêtements sportswear se situant dans une gamme moyenne. Notre développement est régulier et constant. Nous recherchons :

1. UN DIRECTEUR DE PRODUCTION, En liaison avec le P.D.G., il définit la politique industrielle (investissements, choix des matériels) et dirige nos unités de production aussi bien sur le plan de la rentabilité que de la gestion du personnel.

L'homme retenu aura 35 ans minimum, une solide connaissance technique du vêtement sportswear et une expérience production confirmée. Il est prévu des déplacements de courte durée dans les établissements.

2. UN RESPONSABLE EXPORT Nous créons ce poste dans le but d'intensifier notre pénétration à l'export. Ce cadre définit la politique export (objectifs et moyens), met en place et anime les équipes.

Une expérience confirmée des techniques export acquise si possible dans l'habillement est recommandée. La connaissance de l'allemand et de l'anglais est appréciée. Réf. 71256/M

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 71256 (à mentionner sur l'enveloppe) à J.P. VELLA - Responsable Secteur Habillement.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1 RUE DANTON 75003 PARIS CEDEX 05

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE 120 km Est de Paris

recherche SON FUTUR

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

La société, internationale, en croissance rapide, compte aux hommes capables, après une transition de courte durée en tant qu'adjoint, d'assumer la direction administrative et financière :

• Contrôle de gestion,
• Comptabilité et trésorerie,
• Juridique et fiscalité,
• Informatique.

Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans min., diplômé d'une grande école commerciale, compétente par un DECS, ayant acquis une solide expérience au sein d'entreprises industrielles et commerciales.

Les dossiers de candidatures (C.V., lettre manuscrite et prétentions) seront traités confidentiellement par :

Bouvard, Gauthier, Martichoux & Associés
Conseillers de Direction
56, rue Jacob, 75006 PARIS CEDEX 06

Jeune HEC, ESSEC, Sup de Co

LILLE

La importante groupe pétrolier recherche pour sa Direction Régionale de Lille, un JEUNE HEC, ESSEC, Sup de Co, intéressé par les carrières dans la

DISTRIBUTION.

Après une période de formation au Siège de la Direction Régionale, il sera affecté vers un poste de responsabilité "sur le terrain" ou de gestion des ventes.

Ses évolutions de carrière sont à envisager au sein du Groupe.

Les premières expériences professionnelles seront appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2180-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
13, rue d'HAUTVILLE - 75010 - PARIS

CADRE COMPTABLE

Le Groupe BSN-Gervais-Danone recherche un jeune cadre comptable, disposant au moins du DECS complet et de 3 ans d'expérience comptable acquise en Cabinet ou en Entreprise.

Aux sein des Services Comptables de la Société des Eaux Minérales d'Evian (C.A. 700 millions de francs), il sera chargé d'assister les responsables pour la définition et la mise en place de nouvelles méthodes et procédures comptables et fiscales, de diffuser et mettre en place les procédures préconisées par le Groupe dans ce domaine, d'assurer la centralisation périodique de tous les éléments comptables, consolidés et de gestion, de 10 Sociétés.

Ce poste est à pourvoir à Evian.

Adressez votre candidature avec C.V., détaillé, sous réf. 121 M, à Jean Bünckel, BSN-Gervais-Danone-7, rue de l'Éclair, 75008 PARIS.

bsn. gervais danone

comptable confirmé

60.000 F +

Importante Société de Conseil implantée en FRANCE et en AFRIQUE, recherche pour ses services internes un COMPTABLE CONFIRMÉ.

Sous la responsabilité du Chef Comptable, il prendra en charge la comptabilité analytique et la comptabilité générale (jusqu'à l'établissement du bilan, des états financiers et des déclarations fiscales) de plusieurs établissements décentralisés.

Ce poste, évolutif, convient à un candidat de formation supérieure et de niveau DECS ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction.

Lieu de résidence NANTES.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 21.80-M à

ouest recrutement
B.P. 2291 - 49022 Angers Cedex.

Les entretiens pourront avoir lieu à Nantes ou à Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

GÉRANT de RESTAURANTS DE COLLECTIVITÉS

LE CANDIDAT DEVRA ÊTRE :

— Un dirigeant et un animateur (équipe de 30 personnes) ;

— Un homme d'action et d'imagination ;

— Capable d'initiative au sein d'une structure décentralisée.

AVOIR :

— Une expérience de restauration d'entreprise ou de ré-restaurant commerciale.

— Rémunération en rapport avec la responsabilité confiée.

— Indemnité de déplacement.

Lieu de travail : Ville du CENTRE-OUEST.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 41.618 à CONTEXTE Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

4 000 personnes - 8 usines

recherche pour sa

DIRECTION DU PERSONNEL

Région SENS (89)

RESPONSABLE

PROBLÈMES RÉMUNÉRATIONS

Bonne formation comptable + expériences quelques années dans service payé.

Maîtrisant parfaitement problèmes de paye - informatisée, déclarations fiscales et sociales, régimes de retraite, mutuelles, etc.

Libre très rapidement - Possibilité de logement. Envoyer C.V. et prétentions sous la réf. 410 à : CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

ENTREPRISE DE MECANIQUE (130 PERSONNES) IMPLANTÉE EN ZONE RURALE 100 KM NORD DE PARIS

recherche pour sa

DIVISION HORLOGERIE INDUSTRIELLE

CHEF DES VENTES

— Collaborateur direct du responsable de la division horlogerie.

— Sera responsable de l'atteinte des objectifs et de la gestion des moyens ;

— Expérience développement et animation de réseaux indispensables.

Envoyer curriculum manuscrit détaillé, photo, salaire actuel et prétentions sous la réf. 410 à : M. J. GAUSSIN, 104, rue de Richelieu, 75002 Paris.

diriger et développer un centre de formation d'apprentis

situé dans une ville importante Normandie C'est ce que nous proposons à

diplômé de l'enseignement supérieur long

TECHNIQUE OU GÉNÉRAL 75000

Il :

• organise et gère le centre,

• anime l'équipe de formateurs,

• suit et développe la formation des jeunes auprès des entreprises de la profession (Haute et Basse Normandie, Picardie).

Il a au moins quatre ans d'expérience industrielle ou/et pédagogique (coopération plus poste opérationnel en entreprise, par exemple).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 752M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13bis, rue Henri-Monnier 75003 PARIS

تحت إشراف الأصل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	45,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

emplois régionaux

130.000 F. Création de poste
Société de béton - prêt à l'emploi - regroupant plusieurs centrales - 200.000 m³/an - effectif 80 personnes - recherche son

Directeur Général

Ingenieur T.P. Diplômé d'Ecoles Commerciales ou Equivalent
Dans le cadre d'une gestion décentralisée, il sera responsable du C.A., du développement et de la rentabilité de sa région.
Disposant d'une large autonomie, il devra prendre en charge tous les aspects de cette fonction sur les plans :
- technique : équipement, méthodes, approvisionnement, planning, transport ;
- commercial : définir et contrôler les objectifs et les moyens commerciaux dans le cadre de la politique définie par le Groupe, animer la force de vente ;
- gestion : coordonner et gérer l'ensemble des activités et assurer les relations extérieures.
La réussite de ce poste reposera davantage sur la personnalité, les qualités d'animateur, sur l'expérience et les compétences techniques que sur la seule formation.
L'étendue du secteur contrôlé exige une grande disponibilité.
Lieu de travail : Sud de la France.

SÉLÉ CEGOS Adresser lettre man. CV détaillé + photo et rémunération souhaitée, sous réf. 73421/M à Mme CLERE - 34M-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

directeur des ventes

140.000 F

Région EST

Société française solidement implantée sur son marché, et spécialisée dans la Distribution de produits alimentaires par vente directe, recherche dans le cadre de son expansion un **DIRECTEUR** pour la région EST, susceptible de prendre progressivement la Direction d'une force de vente de 500 représentants dont il devra assurer l'encadrement, l'animation et le contrôle.
Issu d'une grande école commerciale (HEC de préférence) le candidat sera un homme de terrain et un gestionnaire ; une expérience spécifique d'au moins 3 ans de la vente directe (Ind. Alim. Edition, Electro-Ménagers) est indispensable.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPZYC sous la référence 71261/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

analyste-programmeur

IBM 34 - LANGAGE GAP

Responsable de la maintenance des systèmes déjà existants (commandes, pds, compilés), le candidat engagé sera, en outre, chargé de concevoir et mettre en place un système de gestion de production.
Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 411 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

SOCIÉTÉ IMPORTANTE ACCESSOIRES AUTOMOBILE

Leader dans sa branche
4.000 personnes - 6 usines

recherche pour son

SERVICE CENTRAL ACHATS

Région SENS (89)

ACHETEURS EXPÉRIMENTÉS

Connaissances approfondies dans les domaines suivants :

- matières plastiques et métalliques ;
- moulages métaux ;
- traitements de surfaces.

Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 42.380, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

diplômés grandes écoles : A.M. Centrale, Mines, DEBUTANTS ou ayant quelques années d'expérience.
Adresser CV et prétentions à n° 12238 EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche pour

GRANDE VILLE DU SUD-OUEST

CHEF D'ÉQUIPE EXPLOITATION ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur l'île St.

Disponible immédiatement.

Nationalité française exigée.

Écrire avec C.V. détaillé, présent, et photo sous n° 41.495, CONTEXTE PUBLICITÉ, 23, av. de l'Opéra, 75002 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institution Saint-Joseph, 74200 THONON, tél. (30) 71-55-13, ch. PROFESSEUR D'ANGLAIS, 10^e cycle, rentrée janvier.

Import. entreprise coque ren J.U.R.I.S.T.E

Niv. : maitr. en droit, avec, si possible, une formation complémen-taire. La connaissance d'une lan-gue étrangère serait appréciée.

En tant que collaborateur direct du chef de serv. juridique, il sera particulièrement chargé des étu-des juridiques dans le domaine commercial, fiscal et social et aura également la charge de la documentation juridique.

Lieu de travail : MULHOUSE

Adres. C.V. à l'Alsace, HAVAS PUBLICITÉ, 4220 MULHOUSE, sous chiffre n° 754.543.

Sie de Construction à NANCY recherche

2 CONDUCTEURS de TRAVX confirmés, tous corps d'état 20 ans minimum.

Étude de pbs-projets, coordination et surv. chantier.

Formation souhaitée : École des conducteurs de trav. de TOULOUSE.

Adr. candidat et C.V. man. et prt. à n° 6.186, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75002 Paris-2, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annon-cieurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les docu-ments qui leur ont été confiés.

SEREG Schlumberger

DEPARTEMENT ROBINETTERIE HAUTES PERFORMANCES

recherche

UN CHARGE D'AFFAIRES

DE FORMATION INGENIEUR MECANICIEN ayant 2 à 5 ans d'expérience industrielle au sein d'une fonction études ou production.

Il s'occupera de gérer, promouvoir et faire évoluer les produits existants.

Ce poste basé à LYON suppose une certaine disponibilité pour des déplacements en France ou à l'étranger joints à une pratique de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions à SEREG SCHLUMBERGER 100 rue de Paris - 91302 MASSY.

ingénieurs confirmés dans la vente de matériel informatique

Il y a vingt ans, nous avons fait la révolution dans le développement de l'informatique avec le lancement de l'informatique répartie.

Depuis, nous n'avons cessé d'innover, et sommes devenus le premier constructeur mondial de mini-ordinateurs, avec un effectif de 33.000 personnes.

Filiale française du groupe, nous doublons notre chiffre d'affaires tous les deux ans, et avons la volonté de continuer au même rythme. Pour cela, nous faisons confiance à un marché favorable, à un produit, et surtout à une équipe.

Cette équipe s'agrandit sans cesse, et nous souhaitons trouver les hommes capables de réussir avec nous cette croissance, capables de beaucoup travailler et d'évoluer rapidement vers de nouvelles responsabilités.

Ils aiment d'abord passionnément vendre.

ils auront pour mission de commercialiser notre gamme PDP dans le marché OEM à LYON.

Vous possédez suffisamment la langue anglaise pour suivre une formation aux U.S.A. et pour l'utiliser ensuite dans de nombreux contacts.

Vous pensez que votre conception de la réussite correspond à la nôtre. Envoyer votre curriculum vitae sous la référence OEM à la Direction du Personnel de

digital DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 17 rue Louis Guérin 69100 Villeurbanne

28 ans mini. Création de poste
Entreprise en cours de lancement, bénéficiant de l'appui financier de ses sociétés mères, recherche un homme présentant les potentialités d'un

Manager Commercial

pour promouvoir les produits industrialisés, très compétitifs, dans les secteurs Bâtiment, Travaux Publics et Industries.

Missions :

- Il participera à la définition de la politique commerciale qu'il sera chargé d'appliquer.

- Il assurera, d'abord seul, le lancement des produits sur le marché, puis il définira les moyens commerciaux les plus adaptés et les mettra progressivement en place pour, enfin, animer la force de vente.

L'objectif étant de réaliser, en quelques années, un chiffre d'affaires de 30 à 50 millions de francs.

Ce poste est largement évolutif, il convient à un homme dynamique, concret, ambitieux, aimant le terrain et la négociation mais sachant aussi préparer et planifier son action.

Il sera directement rattaché au Directeur Général.

Il est indispensable d'avoir une expérience commerciale de terrain d'au moins 2 à 3 ans, complétée ou non une formation de base type Ecole de Commerce.

Résidence obligatoire dans l'Ouest.

SÉLÉ CEGOS Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 73422/M à Mme CLERE - Séle-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

offres d'emploi

offres d'emploi

"controller"

Une entreprise industrielle française, liée à l'un des premiers groupes nationaux, cherche pour l'un de ses départements (2 000 salariés, CA : 400 MF dont près de 80 % à l'étranger), siège Paris banlieue est, un controller. Sous l'autorité du directeur du département, il dirige la comptabilité générale et industrielle, le contrôle de gestion, l'organisation et l'informatique, soit une cinquantaine de personnes. De formation HEC, ESSEC, Sup. de Co. complétée, si possible, par un DECS ou un MBA, il a, à 35 ans minimum, acquis l'expérience de la fonction dans une grande entreprise industrielle française ayant des filiales à l'étranger, ou dans une multinationale, et maîtrise l'anglais.
Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3306 LM.

chef de fonderie

pour une importante et moderne fonderie d'acier moulé produisant des petites pièces en série, dans l'est, faisant partie d'un groupe industriel important. L'ingénieur recherché, AM ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, a au moins cinq ans d'expérience de fabrication (ferreux) : moulage de série, sables de fonderie, direction d'atelier. Il prend en charge, avec la maîtrise, 90 collaborateurs (moulage, fusion, noyautage) avec le souci constant de la qualité (sable, moulage), de la productivité, de l'organisation et de l'encadrement des hommes. La réussite dans ce poste l'amène à prendre en charge d'autres responsabilités au sein du groupe. Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est souhaitable.
Ecrire à Y. CORCELLE, réf. 3301 LM.

ingénieur génie civil - Alger

Notre société d'ingénierie (française) réalise en Algérie des complexes minotiers. Nous cherchons, pour résider à Alger et assurer la coordination de dix chantiers dans toute l'Algérie, un ingénieur de génie civil, de 30 ans minimum, célibataire de préférence, qui donne des références solides de son expérience de chantier ; une expérience outre-mer en général et en Algérie en particulier est très appréciée.
Nous offrons un contrat de deux ans, une rémunération assortie d'avantages particuliers, une villa, une voiture de fonction et la possibilité de prolongation ou de reclassement pour un ingénieur qui aura prouvé sa valeur.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3305 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PRODUITS PETROLIERS

recherche son

directeur financier

180 000 F. + par an

Membre à part entière de l'état-major, il prend en charge des services déjà bien encadrés : comptabilité générale et analytique, trésorerie, montages juridiques, fiscaux et financiers, organisation administrative et informatique.

Homme de synthèse, il sera le conseil avisé du P.D.G., l'animateur d'une équipe devant faire passer aux différents niveaux de l'entreprise les améliorations comptables et informatiques nécessitées par sa forte croissance.

De formation solide en finances, comptabilité, ce patron, âgé de 38 ans minimum, justifie d'une expérience approfondie de Direction Financière acquise en entreprise. Anglais apprécié.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous référence 755 M à notre Conseil :

centor DEPARTEMENT EMPLOI 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance Internationale.

Notre Direction administrative et financière recherche son

directeur du plan

Agé de 32 ans minimum, de formation supérieure (X, Mines, Centrale, Ponts, T.P., A.M., INSEAD, ISA, MBA), parlant anglais couramment, de bon contact, rigoureux, ayant un bon esprit d'initiative, il aura 7 ans d'expérience professionnelle dans la Grande Industrie, dont 2 ans minimum de service fonctionnel (planification, contrôle de gestion).

Sa MISSION sera : de participer avec les Directions concernées (Production, Commerciale et Relations Sociales) à l'élaboration et à la mise à jour du plan à long terme avec tout ce que cela comporte de relations extérieures (Commissariat au Plan, INSEE, Collectivités, Banques, d'études économiques et financières. Très rapidement, le candidat retenu bénéficiera d'une large autonomie.

LOCALISATION du poste : Banlieue Ouest.

REMUNERATION : elle sera intéressante en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 551-M - 25 rue du Renard - 75004 Paris.

PROSSEL international
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

WANG FRANCE recherche un

INGÉNIEUR-ANALYSTE

de niveau universitaire type MIAGE qui, après une première expérience, désire faire évoluer sa carrière. Une connaissance approfondie de la mini-informatique, des télécommunications et des procédures de transmission est indispensable. L'expérience des langages BASIC, COBOL, RPG 2, ASSEMBLEUR est un atout.

Le candidat aura en outre des actions de caractère technique et commercial d'avant-vente ou d'après-vente.

L'évolution vers de plus gros systèmes est la suite logique pour ce poste.

- Basé à PARIS.

- Anglais souhaité.

- Déplacements occasionnels en France.

Envoyer C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel WANG France - 78/80, avenue Gallieni - 93170 BAGNOLET

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	45,10
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



Pour faire face à son expansion en France illustrée par l'acquisition récente de la Chocolaterie Lanvin

ROWNTREE MACKINTOSH

Groupe International Chocolaterie Confectionnerie Implanté sur le marché français avec Smarties, Nuts, Quality Street, Kit Kat, After Eight, Menier, Chocorève, Lanvin, etc.

recherche

2 chefs de produits

qui seront chargés de :

- proposer et assurer l'exécution de la politique marketing pour une gamme de produits
- assurer la gestion des budgets et la réalisation des objectifs de profit
- être l'interlocuteur des agences de publicité.

Les candidats retenus devront :

- être diplômés d'une Grande Ecole Commerciale ou l'équivalent
- avoir acquis une expérience de 3 ans minimum dans la gestion de produits de grande consommation.

(Référence CMA)

La pratique courante de l'anglais est indispensable pour ces postes.

L'un des leaders mondiaux de son marché, le Groupe offre de grandes opportunités d'évolution.

Lieu de travail : MARNE LA VALLÉE, 15 mn Porte de Bercy par A 4.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence à Jacques Houbert, ROWNTREE MACKINTOSH SA - 77420 NOISIEL.

chef de promotion

Rattaché au Directeur de la Promotion des Ventes, il définira, organisera, suivra, en liaison avec les chefs de produits et la Direction Commerciale, les promotions Circuit Court et Circuit Long de l'ensemble de la Gamme.

Il devra faire preuve de créativité et de méthode, et s'investir dans une équipe. Ce poste convient à un homme ou une femme de 27 ans minimum, de formation ESCA ou équivalent, justifiant d'au moins trois ans d'expérience en promotion des ventes, marketing ou publicité. Une bonne connaissance des différents canaux de distribution serait un atout supplémentaire. (Référence CPO)

ASSOCIATION recherche DIRECTEURS DIPLOMÉS DE CENTRES DE VACANCES SEJOURS PAQUES ET ETE 78 Rte. n° 1 92020 St. Rémy-France, 83, 04, r. Réaumur, 75002 Paris.

STE D'INGENIERIE recherche JEUNE INGENIEUR DIPLOME

1 à 2 ans d'expérience en AUTOMATISME et MICRO-INFORMATIQUE pour études et suivi de réalisations.

Expérience temps réel appréciée. Adr. C.V. et prétentions, à SOMETPOST 74, rue d'Arcueil - Bld 210 9318 RUNGIS Cedex

Organisme de Formation recherche ANIMATEURS (TRICES) STENO-DACTYLOS Téléphone : 27-48-34.

Importante Société recherche JEUNE TITULAIRE MAITRISE INFORMATIQUE pour son département INFORMATIQUE GESTION Ecr. av. C.V. et prétentions sous réf. 467 SPERAN 12, r. Jean-Jaurès, 92017 PUTEAUX, qui tr.



CHRYSLER FRANCE

recherche

LE RESPONSABLE DE SON CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Le titulaire du poste est chargé :

- de diriger et contrôler la production du centre d'exploitation doté de 3 ordinateurs IBM 370,
- de concevoir et planifier les moyens logistiques en traitement de l'information.

Il supervise un effectif de plus de 100 personnes.

- Les candidats, âgés de 35 ans minimum devront posséder :
- une formation supérieure de haut niveau
- une grande expérience des problèmes d'exploitation liés à un très grand centre
- une aptitude à diriger et animer des équipes
- une très bonne maîtrise de la langue anglaise.

Outre la formation et l'expérience, l'accent sera mis au cours du recrutement sur les qualités d'initiative et de prise de décision et la capacité à assumer une responsabilité opérationnelle dans un contexte international.

Adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo et rémunération souhaitée) à CHRYSLER FRANCE Administration du Personnel Cadres et ATAM, 45, rue Jean-Pierre Timbaud 78307 POISSY.

IMPORTANT GROUPE PETROLIER

cherche à pourvoir 2 postes à plein temps de

médecins du travail

POUR LA DIRECTION MEDICALE

du siège situé à Paris, nous recherchons un médecin titulaire du CES médecine du travail et prêt à assurer, en tant qu'adjoint au Médecin Chef de la Direction Médicale, la surveillance médicale du personnel au siège et dans les établissements de la région parisienne.

Ce poste peut offrir à l'intérieur du Groupe de réelles perspectives d'avenir.

POUR UNE RAFFINERIE (effectif 1000 personnes environ)

située en Normandie nous recherchons d'urgence un médecin titulaire du CES Médecine du Travail, afin de lui confier la responsabilité du SERVICE MEDICAL AUTONOME.

La nature des interventions qu'il devra assurer - soit totalement (surveillance médicale, évacuation des urgences) - soit avec l'assistance d'un spécialiste d'hygiène industrielle (toxicologie, ergonomie, hygiène industrielle), les hautes responsabilités qui s'y rattachent ainsi que les relations qu'il devra entretenir avec la hiérarchie et le personnel, supposent - en plus des compétences professionnelles - de larges facultés d'adaptation et de décision, une personnalité parfaitement autonome.

Une expérience de quelques années dans une fonction similaire serait évidemment très souhaitable.

Pour ces postes qui n'imposent aucune contrainte nuit ou week-end - la connaissance de l'anglais serait un atout très apprécié.

Les candidats à l'un ou l'autre d'entre eux sont invités à adresser rapidement leur dossier sous référence 14.279 à SNPM-PA - 100 avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui le transmettra.

(Le cas échéant, préciser de façon claire le nom des Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en relation)



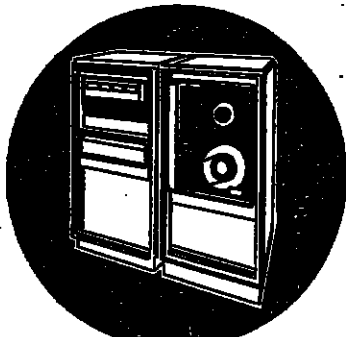
Augmentation minimum annuelle du C.A. : 30 % INTERTECHNIQUE, qui est bénéficiaire du plan de croissance du Ministère de l'Industrie, recherche :

1) Pour la Direction des Etudes du Département Informatique :

● INGENIEURS LOGICIEL (Grande Ecole) Débutant ou ayant 1 ou 2 années d'expérience. Connaissance en transmission de données et en logiciel indispensables. (REF. 659).

● PROGRAMMEURS (REF. 660)

Titulaires du DUT, débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en logiciel. Ces postes nécessitent des connaissances, soit en programmation des données en logiciel, soit en systèmes de gestion temps réel.



● AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS (REF. 661)

Titulaires BTS ou DUT, débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en Informatique. 2) Pour plate-forme de mise au point systèmes informatiques :

● AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS (REF. 662)

Titulaires BTS ou DUT, débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en Informatique. Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaux entrep. Service quotidien de cars à partir de : Porte d'Anteuil - Porte de Saint-Cloud - 3 gares de Versailles, Colombes, Porte d'Orléans - Gares de Flauris - Gare de Trappes. Adr. C.V. avec prêt, en précisant réf. annonce, à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

chef du personnel

Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il sera chargé de la gestion du personnel pour le Siège Social (1000 personnes), tant sur le plan administratif que sur celui des relations individuelles et collectives. Il lui sera demandé aussi de collaborer à l'informatisation de la paye et de mettre en place l'horaire variable.

Le candidat que nous recherchons est un jeune diplômé d'études supérieures, âgé au minimum de 30 ans et ayant une expérience de 3 à 5 années dans un poste similaire.

Adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo et rémunération souhaitée) à : Direction du Personnel, 100 avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui le transmettra.

ALSTHOM-ATLANTIQUE

ETABLISSEMENT LE BOURGET

Recherche pour Mises en Service et Essais, en France et à l'Etranger de Groupes Turbines et Alternateurs de grande puissance, pour combustibles Fossiles et Nucléaires, et de Centrales Complètes de production d'Energie Electrique

jeunes ingénieurs

X, Centrale, Supélec, Iéves de Paris, ENSTA, Arts & Métiers, Centrale Lyon, ICAM, ECAM, IDN, Mines de Nancy, ENSEGP Grenoble, ENSEM Nancy, ENSMA Poitiers, Poly. Zurich...

Formation complémentaire et mise au courant en usine et sur chantiers, avant prise de responsabilités de Mises en Service.

Déplacements de longue durée principalement, en France et à l'Etranger.

Evolution de carrière assurée à l'intérieur de la Société.

Adresser C.V. détaillé à : ALSTHOM-ATLANTIQUE Relations-Sociales 55, av. Jean Jaurès 93350 Le Bourget.

steria

recherche plusieurs

ingénieurs informaticiens

- pour travailler sur des systèmes temps réels ou des logiciels de base :
- compilateurs et moniteurs sur mini-ordinateurs
- systèmes de commutation téléphonique (public et privé)
- applications spatiales : lanceurs de satellite, systèmes d'armes.
- télétransmission et réseaux à commutation de paquets.

Une expérience professionnelle de 1 à 4 ans est nécessaire.

Prière d'adresser C.V., photo et prétentions à :

Michel RITOUT 25, av. de l'Europe

78140 VELIZY

90.000 F. +

Création de poste

Société de participations (40 filiales en province) elle-même filiale d'un groupe leader dans sa branche, recherche un

Audit Interne

Directement Rattaché au Président Directeur Général

Il aura pour missions :

- audit comptable des filiales,
- assistance, soit à l'amélioration des procédures existantes, soit à la mise en place de nouvelles procédures.

L'objectif étant la mise en place progressive d'un système de contrôle à distance.

Pour réussir dans le poste, il est indispensable d'avoir une formation BTS - BP, ou équivalente, une expérience de niveau chef comptable, ayant compris des missions d'audit, ou une expérience de cabinet comptable.

Lieu de travail : Puteaux - De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir.

Séle CEGOS

Adresser lettre man. + C.V. détaillé, et photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73420/M à Mme CLERE - Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Une Société assurant le « management technique » des filiales d'un groupe international diffusant des véhicules (VL et FL) et des biens d'équipements en Afrique francophone recherche :

UN CHEF DE SERVICE

ASSISTANCE PIÈCES DE RECHANGE

90.000 F. +

Sous l'autorité du Chef du Département Pièces de Rechange et avec l'assistance d'inspecteurs itinérants, il sera chargé d'analyser les magasins pièces de rechange des filiales. A partir de l'analyse des différents tableaux de bord, il pourra être amené à implémenter ou restructurer un magasin, à étudier une situation particulière, à assurer un intérim, à former le personnel local, à diriger un inventaire. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation technique, devra être un spécialiste de la pièce de rechange dans le secteur automobile ou mécanisme agricole. Il pourra également avoir été inspecteur « pièces de rechange » auprès des concessionnaires de ces mêmes secteurs. Ce poste implique 40 % du temps en déplacements.

Poste réf. 144/M

UN CHEF DE SERVICE

ASSISTANCE ATELIERS

90.000 F. +

Sous l'autorité du Chef du Département Après-Vente, il sera chargé de contrôler et assister les chefs d'ateliers ou de garages des filiales. Il devra être un gestionnaire capable de définir et faire appliquer des procédures techniques et administratives, d'organiser et implémenter des ateliers ou bien encore de superviser la facturation ou les comptes analytiques d'exploitation. Il devra à besoin assurer des intérim. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation technique type IPT option mécanique auto, devra obligatoirement posséder une expérience mécanique auto VL et si possible FL acquises en tant qu'inspecteur chez un constructeur ou un importateur d'automobiles ou de machines agricoles. Ce poste implique 40 % du temps en déplacements. Il pourra éventuellement être basé en Afrique.

Poste réf. 145/M

Pour ces deux postes, écrire en précisant la référence à :

GRH Conseils

3, avenue de Saint-Thomas PARIS. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

Ingénieurs Grande Ecole

Pour applications de l'informatique aux calculs d'ingénierie (calcul de structures, mécanique des fluides, thermique).

Travaux d'études et développements.

Contacts clients.

Adresser curriculum vitae et prétentions à

CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

8 animateur de formation
PARIS 50 - 60 000 F

- Pour BOSSARD INSTITUT, Département du GROUPE BOSSARD, spécialisé dans les problèmes de formation et de communication sociale au sein des entreprises.
- Le titulaire sera intégré dans une équipe centrée sur la conception et la réalisation de stages de formation utilisant les techniques audiovisuelles. Son rôle sera essentiellement et dans une première phase, d'animation de stages destinés aux employés et à la maîtrise du secteur de la Distribution.
- Il est requis un diplôme d'études supérieures (licence : psychologie, sociologie, sciences économiques ou école supérieure de Commerce) ; une expérience de 1 - 2 ans de la vie de l'entreprise, si possible sur les problèmes de formation ; du goût et des compétences pour le métier de Conseiller et de la disponibilité pour des déplacements fréquents.

Adressez un C.V. détaillé et une lettre motivée sous réf. 2573/M à : **Hervé LE BAUT - ORES - GROUPE BOSSARD**
105, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

dernier appel EMPLOI des JEUNES

Pour donner une suite pratique à la loi du 5 juillet 1977 les services commerciaux (Vente ou Management) du Groupe de Sociétés d'Assurances le plus important du secteur privé.

offrent 20 stages

à des jeunes de 21 à 25 ans, sans emploi actuel, du niveau baccalauréat au moins, dans les conditions prévues par les décrets et arrêtés d'application de la loi.

Les stages de formation seront d'une durée de 6 mois et débuteront le 16 Janvier 1978

Ils comprendront une formation d'au moins 200 heures. A l'issue du stage les stagiaires pourront présenter leur candidature pour les postes correspondant à la qualification acquise.

Ces postes font appel à un sens aigu des relations humaines et de la responsabilité personnelle dans l'évolution du plan de carrière en fonction exclusive de l'efficacité. Ils bénéficient d'une rémunération moyenne parmi les plus élevées du monde industriel et commercial.

Toutes précisions sur les modalités de fonctionnement des stages et sur les postes et carrières auxquels ils préparent seront fournies aux candidats (tes) qui auront été convoqués individuellement.

1re lettre manuscrite à PUBLI-BANS, réf. MA 1203 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir rappeler la référence)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Proche PORTE D'ORLÈANS

ADJOINT AU CHEF
DU PERSONNEL
HOMME

Débutant ou ayant deux à trois années d'expérience professionnelle. Formation juridique exclusivement.

NIVEAU MATÉRIEL

Ad. C.V. et prétentions sous n° 42.121 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01.



Agip
Agip française s.a.

proposé postes

attachés commerciaux

pour affectations :
• RÉGION NORD-EST
• BASSE SEINE
Attributions impliquant une expérience récente de plusieurs années en :
• prospection et vente de tous les produits pétroliers auprès de l'industrie, des négociants, et des autres consommateurs ;
• prospection et vente de lubrifiants moteurs auprès notamment des clients de l'automobile ;
• connaissance domaine Stations Service appréciée.

Profil :
• âge minimum : 28 ans,
• formation supérieure commerciale
Ces postes nécessitent la volonté d'atteindre des objectifs fixés. Ce travail impose des déplacements programmés fréquents chaque semaine et l'acceptation de mobilité future.

Conditions fixées selon qualification acquise. Ecrire avec C.V., photo et PRÉTENTIONS ANNUELLES à AGIP Française S.A., Service Personnel-Juridique - 4, Quai des Étroits - 69321 LYON Cédex 1.

Réponse et discrétion assurées.

Ingénieurs Grandes Ecoles secteur informatique

Pour réaliser d'importants projets informatiques dans le secteur bancaire, le CAM, filiale informatique d'un des plus puissants groupes financiers mondiaux recherche des ingénieurs grandes écoles débutants et des ingénieurs ayant quelques années d'expérience en informatique de Gestion. Ces postes sont destinés à des candidats de valeur qui participeront au développement d'un secteur.



Les dossiers de candidatures (C.V., photo et prétentions) sont à adresser à : Robert ENSCH Service du Personnel - CAM - 113, rue Jean-Marie Naudin - 92220 BAGNEUX

La direction financière d'une très importante Société ayant son Siège Social à Paris et de multiples Etablissements en province (surtout dans le Nord), recherche

**adjoint au chef de service
contrôle comptable interne**

réf. 41350 A

ayant de très bonnes connaissances en comptabilité analytique et générale et des connaissances générales en informatique, plusieurs années d'expérience professionnelle en usine et une expérience de l'Audit. Ce collaborateur participera à l'évolution des méthodes de comptabilité analytique.

attaché informatique

Réf. 41350 B

INGÉNIEUR ayant complété, si possible, sa formation par IAE ou ICG, possédant au minimum 5 ans d'expérience de l'Informatique, ayant assumé la fonction de chef de projet.

Il interviendra au titre de formateur, conseil, chef de projet dans les domaines informatiques intéressant la Direction Financière.

Ces deux fonctions nécessiteront des déplacements en Province 2 jours par semaine environ.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous réf. correspondante CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénierie Nucléaire & Calculs de Structures

En Ingénierie nucléaire, les calculs de structures sont une phase essentielle à la démonstration de la fiabilité des équipements. Outre l'exploitation de programmes informatiques, destinés à établir les rapports de calculs thermiques ou mécaniques, les équipes calculs réalisent les essais (expérimentaux ou en situation réelle de fonctionnement), et conduisent les actions de développement de nouvelles méthodes d'analyse. Cherchant à allier responsabilité individuelle et créativité collective, elles doivent donc être pluridisciplinaires et de taille humaine.

C'est dans cet esprit que Société en forte expansion, nous créons plusieurs postes dans les domaines suivants :

- Calculs de tuyauteries (Réf. 1110)
- Encastres sous pression (Réf. 1111)
- Comportement vibratoire de structures mécaniques (Réf. 1112)
- Tenue au séisme (Réf. 1113)

Ces postes conviennent à des ingénieurs ECR, EMR, ENSAE ou équivalent possédant une expérience d'environ deux années en calculs dynamiques et statiques par la méthode des éléments finis.

Envoyer dossier de candidature en précisant la référence choisie à SWEETS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

analystes programmeurs ingénieurs système

La Générale Informatique d'Exploitation recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du téléprocéssing, des Analystes (Référence 384A), des Programmeurs (Référence 384B), et des Ingénieurs Système (Référence 384C).

Le matériel actuellement installé se compose de :
— DEUX 370/168 — 5000 K chacun,
— UN 370/168 — AP de 6000 K,
— 550 terminaux téléprocéssing.



Envoyer c.v., en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, cédex 11, 92081 Paris - La Défense.

VERADYNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES PARIS

Notre siège est situé aux U.S.A., mais notre marché s'étend, bien sûr, à toute l'Europe où notre filiale française joue un rôle important. Notre activité concerne, comme vous le savez peut-être, les systèmes de tests pour composants et sous-ensembles électroniques. De votre côté, votre formation d'ingénieur et votre expérience vous ont certainement permis de bien connaître le domaine des semi-conducteurs, télécomm ou calculateurs. Vous êtes en effet d'abord un excellent technicien mais votre finalité d'est la vente et la négociation de très grosses affaires (plusieurs millions de dollars).

A noter que nous créons un nouveau poste. Il est évolutif. Nous sommes dans un contexte multinationnel où parler anglais est évidemment très souhaitable. Nous serions heureux de vous rencontrer très prochainement et de faire équipe avec vous. Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3377 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

A qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ECHAFAUDAGE MÉTALLIQUE ET ÉTAIEMENT

**jeune ingénieur E.T.P.
ou similaire**

- Après une période de formation, il devra être capable d'assurer un poste de Technico-Commercial sur la Région Parisienne.
- une expérience de 2 à 3 ans en chantiers est souhaitable pour connaître le milieu Entrepreneurs, T.P., Architectes etc.
- poste largement évolutif pour tout élément dynamique.
- la connaissance de l'anglais serait appréciée.

(Réf. 697-12/M)

**technico-commercial
export**

- 30 ans minimum.
- formation ingénieur ETP ou similaire.
- anglais courant.
- appel à travailler sur l'Afrique et le Moyen-Orient, il devra consacrer 50 % de son temps en déplacements.
- son rôle sera de prospecter, de vendre, de négocier des contrats, d'apaiser les ingénieurs réalisant ces idées et d'assurer une assistance technique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence correspondante. Réponse et discrétion assurées.

guillon selection
23, AV. DE LIVRY - 93240 LE BAINEY

banque

BANQUE INTERNATIONALE recherche pour son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL un

**CADRE
Classe V ou VI**

Adjoint au responsable du secteur Crédits Internationaux.

- Ce poste comporte :
- des négociations,
 - le montage et le suivi des opérations,
 - des études économiques,
 - le contrôle du service gestion des crédits en euro-devises.

Le candidat devra avoir :

- une expérience de plusieurs années dans ce secteur,
- des connaissances juridiques, économiques et comptables.

Anglais courant.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2200-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

UNIVERSITÉ PARIS I



vous propose du 13 au 16 juin 1978

UNE FORMATION GRATUITE ET REMUNÉRÉE (90 % du S.M.I.C.) PRÉPARANT AUX FONCTIONS D'ASSISTANT DE GESTION.

Conditions : être âgé de moins de 25 ans. Niv. d'études : Bac + 3 ou Bac + 4.

Renseignements :

IFAPE : 162, rue Saint-Charles 75015 PARIS

Tél : 578-02-28

578-01-30

578-91-16

postes : 325 et 327

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chefs de produits

90 000 F +

Un jeune laboratoire pharmaceutique en rapide expansion recherche de jeunes hommes ou femmes capables de prendre en charge l'un - une ligne de spécialités thérapeutiques, l'autre - une ligne de produits grand public à orientation cosmétologique.

Répondant de son budget, le chef de produit aura pour mission de définir la stratégie marketing et publicitaire, fixer les objectifs, superviser les ventes pour sa ligne de produits, assurer le lancement des produits nouveaux.

Les candidats doivent posséder 3 à 5 ans d'expérience marketing acquise au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou en cosmétologie. Ils doivent être désireux de s'impliquer personnellement au sein d'une équipe dynamique et fortement motivée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 7127/M (Chef de Produit grand public) ou 7127/M (Chef de Produit cosmétique) à Christiane MONTIEL.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

No 1 du travail temporaire

Dans le cadre de son expansion recherche pour compléter ses équipes sur PARIS et REGION PARISIENNE dont MANTES LA JOLIE

chefs d'agence

Ils seront responsables à part entière de la gestion d'une petite unité d'exploitation et devront assurer :

- la promotion de nos services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.
- le recrutement et l'affectation d'un personnel ouvrier, technicien d'atelier et de chantier.

Ces postes conviendront à des hommes de 28 ans minimum, possédant une solide formation technique et ayant exercé des fonctions technico-commerciales dans des entreprises industrielles.

Large perspectives d'évolution assurées pour candidats de valeur grâce au développement permanent du Groupe, première centrale de services nationaux.

- Formation rémunérée assurée
- Salaires fixes + remboursement frais de déplacement.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions s/réf. 6005 au Service Recrutement 7, avenue George V - 75008 PARIS

LA SOCIÉTÉ AVERY, siège à CHILLY MAZARIN (banlieue Sud de Paris), leader international système d'équipement, de maintenance et de distribution auxiliaires recherche

chef des services financiers et comptables

Ce poste en création, nécessite une rapide progression de la Société, sera placé directement sous la responsabilité du Directeur Général.

Mission : Diriger les services de comptabilité générale et analytique, superviser la comptabilité et préparer la mise au point de l'ordonnance.

Il sera capable de : simplifier et optimiser les procédures de gestion, assurer la direction et l'encadrement d'une équipe de 10 personnes, résoudre les problèmes juridiques et fiscaux, élaborer les budgets et plans, superviser la trésorerie de la société et de ses filiales.

Le titulaire, de formation supérieure juridique et comptable (type DCS), sera une personnalité professionnelle en rapport avec les responsabilités.

Notre recherche une personnalité de dialogue et de communication.

Parler Anglais serait un atout.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en indiquant niveau actuel de rémunération, sous référence 493-M à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPQ 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

MATRA

recherche pour sa division équipements électroniques
INGENIEUR ELECTRONIQUES
Grandes Ecoles

(E.S.E. - ENSERG - ENSIEHT...)

Il a une responsabilité d'étude et de développement réalisé en laboratoire de systèmes avec micro-processeur.

Ce poste concerne un ingénieur ayant une expérience de 2 à 3 ans des micro-processeurs.

Connaissances en calculateur temps réel souhaitées.

Adresser C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 241

MATRA à Monsieur KOPFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

benson

Machines à dessiner automatiques, périphériques d'ordinateurs, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

France - Export

Ils seront chargés de promouvoir la vente, soit en France - Paris ou Province -, soit à l'Etranger, d'une gamme originale d'équipements périphériques pour ordinateurs.

Ces postes s'adressent à des femmes ou à des hommes, possédant une expérience réussie dans la vente de biens industriels, connaissant les systèmes informatiques. Pour les postes parisiens, formation appréciée dans le domaine de la mécanique, de l'électronique ou du bâtiment.

Pour les postes de province, lieu de résidence souhaité : LYON ou RENNES. Pour l'exportation, grande disponibilité nécessaire pour de nombreux déplacements à l'étranger (connaissance de l'Anglais courant exigée).

Adresser CV détaillé à la Direction du Personnel - Z.I. des Petites Haies - 1, rue Jean-Lemoine 94015 CRETEIL

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

91.000/104.000 F

Nous sommes une société multinationale américaine. Sur la France, nous avons un certain nombre d'unités de la taille d'une PME, et c'est pour assister le Directeur de l'une d'elles que nous recherchons un jeune DSC, ESSECO ou équivalent. Votre rôle peut se définir comme suit : vous contribuerez par le support de votre service (une quinzaine de personnes) au bon fonctionnement de cette unité et à l'atteinte des objectifs commerciaux.

Au départ, nous vous formerons à notre siège parisien. Par la suite, suivant votre disponibilité et vos goûts, nous vous confierons l'entière responsabilité d'un service administratif en province. La Société évoluant rapidement, une bonne pratique de l'Anglais et la capacité de pouvoir converser avec la Direction Informatique de l'entreprise sont des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3.573 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
25, av. de Messine
75008 PARIS
à qui nous avons confié cette recherche.

SAIT Groupe C.G.E.

vous propose à l'agence de PARIS du département accumulateurs un poste d'

ingénieur commercial

Dans votre domaine de responsabilité vous serez à :

- prospecter et suivre la clientèle,
- assurer la promotion des produits,
- établir les devis et suivre les affaires,
- évaluer la potentialité du marché.

Pour réussir il vous faut :

- une formation d'ingénieur électricien-electronicien,
- une première expérience de vente de produits techniques,
- une attirance vers la fonction commerciale, la connaissance de l'Anglais sera appréciée.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence A9-45.

SAIT DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Prêt Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET.

Importante Société INDUSTRIE ELECTRONIQUE

recherche pour région parisienne et province

ASSISTANTES SOCIALES

avec diplômes d'Etat INFERMIERE Débutantes ou confirmées.

Ecrire avec C.V. sous référence 3844 à :

Organisation et publicité
218, rue de la République 75001 PARIS

GERER, PROSPECTER, NEGOCIER, CONCLURE

constituent l'essentiel de la fonction de nos

INGENIEURS COMMERCIAUX

SYSTEMES DE GESTION

Votre mission, si vous choisissez de rejoindre l'équipe OLIVETTI à PARIS ou en PROVINCE, sera double :

- gérer un portefeuille clients
- intégrer de nouvelles entreprises pour lesquelles vous établirez un diagnostic complet des besoins en matière de traitement de l'information, préviendrez et proposerez des solutions adaptées, à la fin de la négociation étant la vente des matériels correspondants.

Si vous aimez gérer, prospecter, négocier et conclure des affaires,

Si vous êtes diplômé d'une ESC, Adressez votre candidature sous référence Ga OLIVETTI-France - DRIH - 91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

Une première expérience commerciale, sans être indispensable, serait très appréciée.

olivetti

Filière d'un Groupe Pharmaceutique International

recherche

MEDECIN ou PHARMACIEN

Il est responsable :

- de la création publicitaire,
- des relations médicales.

Cette mission exige une solide expérience dans les domaines considérés et une très bonne connaissance de l'Anglais.

Ecrire avec CV détaillé sous réf. 12.977 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

JEUNE X, CENTRALE, A et M

Un important groupe pétrolier français aux activités diversifiées, propose à un JEUNE INGENIEUR GRADUE (Ecole X, Centrale, A et M) de commencer sa carrière en région dans un poste d'ingénieur.

Il pourra ensuite évoluer vers d'autres fonctions au sein du Groupe en France ou à l'Etranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2165-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

GRANDE BANQUE PRIVEE

recherche pour son réseau d'Agences, de

futurs cadres

ayant une vocation commerciale affirmée et une formation supérieure

- une préférence sera accordée aux diplômés des Ecoles Supérieures du Commerce, parlant anglais et âgés de 24 ans environ,
- à l'issue d'une année de formation, les stagiaires pourront être affectés dans n'importe quelle grande ville française.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence M 613 à :

SOFAC
11, rue Troyon - 75017 Paris.

Toute candidature à laquelle aucune réponse n'aura été donnée dans un délai de 3 semaines devra être considérée comme non retenue.

ÉDITEUR PHONOGRAPHIQUE INTERNATIONAL

recherche

CHEF DE VENTE

Paris et Région Parisienne

Souhaitons J.H. passionnés par cette branche, mais également spécialistes du contact et excellent gestionnaire, il devra s'intégrer rapidement à une équipe très compétente qu'il devra animer et assister dans la réalisation de ses objectifs.

Anglais souhaité. Possibilité d'évolution Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

THIVILLIER DARRAS (350), Mme LAMY
104, r. du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e), qui tr.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS

recherche

ingénieur grande école

(X - MINES - CENTRALE - HEC)

avec formation solide en économie de l'entreprise ayant une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine. Le candidat animera des études, liées à la planification et participera à des analyses d'impacts économiques.

Lieu de travail : Paris

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6356 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

INGENIEUR D'AFFAIRES

Filière d'un Groupe international, nous avons acquis une grande notoriété dans le domaine des TECHNIQUES DU VIDE.

Nous cherchons un Ingénieur âgé de 28 ans minimum. Outre de solides connaissances en Physique, il aura deux ou trois ans d'expérience technico-commerciale ou scientifique, une bonne maîtrise de l'Allemand ou de l'Anglais.

Il sera responsable du développement des ventes d'une gamme de matériels concernant la cryogénie, l'ultra-vidé, l'analyse de gaz. L'activité, basée à Paris, impliquera des déplacements de courte durée dans toute la France. Un stage de formation est assuré.

Ecrivez sous réf. M 3895 à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

ISERTI 49, avenue de l'Opéra
75002 PARIS
SELECTION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE PARIS

RECRUTE pour son département chargé des domaines de gestion (budget, planning), d'organisation et d'administration des contrats liés à la réalisation d'importants investissements industriels

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Possédant une formation complémentaire juridique ou de gestion.

Langue anglaise (lue, écrite, parlée) indispensable.

Ce poste implique des déplacements de longue durée à l'étranger.

Ad. candidature. C.V., photo, présent. à n° 4.613.

S.P.E.R.A. PUBLICITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui trans.

ITT OCEANIC recherche

un analyste

pour son service budget et analyse financière.

Formation : école supérieure de Commerce, complétée d'un diplôme comptable DECS, certificat supérieur expert-comptable, très bonne connaissance de l'Anglais, si possible, 2 à 3 ans d'expérience.

Il sera chargé notamment de l'analyse des données d'exploitation et des données financières de la société qu'il comparera avec les prévisions et participera à l'élaboration du budget et du plan de 3 ans.

Ce poste permet de connaître et de maîtriser les méthodes américaines modernes de gestion et ouvre pour une personne ambitieuse des perspectives d'avenir intéressantes, soit dans la société, soit dans le groupe.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Madame Le May Service du Recrutement 97, avenue de Verdun 92630 ROMAINVILLE

RECHERCHONS AU 1^{er} FEVRIER

UN VENDEUR

Minimum 28 ans, EXPERIMENTE EN EXPORTATION DE PRODUITS SIDERURGQUES ET NEGOCIE INTERNATIONAL.

- PARLANT PARFAITEMENT ANGLAIS.

- CONNAISSANCE EN ALLEMAND APPRECIÉE.

- PREVOIR DEPLACEMENT A L'ETRANGER.

SIÈGE PARIS

Envoyer C.V. et prétentions à SEREX FRANCE, 40, rue des Mathurins, - 75008 PARIS.

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	45,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recrute
ingénieur grande école
ayant nécessairement 2 à 3 ans d'expérience dans les 2 domaines suivants :
INFORMATIQUE : traitement de base de données
STATISTIQUE : plans de sondage, organisation et dépouillement d'enquêtes, modélisation.
Il lui sera confié la conduite des études statistiques nécessaires à l'exploitation et au développement d'un important système d'informations.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6385 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

BURKE MARKETING RESEARCH
recherche
UN (E) CHARGÉ (E) D'ETUDES JUNIOR
à dominante quantitative
UN (E) CHARGÉ (E) D'ETUDES JUNIOR
à dominante qualitative
Rémunération annuelle : 55.000 francs.
Si vous avez :
• Une première expérience des études de marché ;
• Une facilité certaine de rédaction ;
• Le goût des contacts ;
• La pratique de l'anglais (souhaitée).
Adresser votre candidature avec C.V. et photo à :
BURKE MARKETING RESEARCH
159, rue Nationale, 75003 PARIS.

Importante société d'Engineering implantée à Paris, recherche
spécialiste recrutement
de formation supérieure avec une expérience de 2 à 3 années du recrutement de techniciens, dessinateurs, administratifs et ouvriers qualifiés acquis soit en milieu industriel soit en cabinet spécialisé.
L'expansion de notre société autorise de très grandes possibilités d'évolution.
Ecrire à No 42.158 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Factory Mutual System
Nous sommes associés à l'un des plus importants groupes d'assurances en risques industriels du monde
Dans le cadre de notre programme de développement continu, nous recrutons pour notre bureau Ingénierie de Paris
JEUNES INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE
L'anglais courant est indispensable, les autres langues sont appréciées. Les postes impliquent des contacts humains à tous les niveaux hiérarchiques de l'industrie et des déplacements en France et pays limitrophes pour environ 40 % du temps.
Si vous êtes intéressés par une carrière dans l'ingénierie de prévention des sinistres industriels, écrivez en joignant un curriculum vitae à :
M. A.J. Remond
FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL
Avenue Charles-de-Gaulle
75110 Le Châtenay, France.

DIVISION STOCKAGE
IMPTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Lieu de travail : AUBERVILLIERS (93)
recherche
1) ATTACHÉS TECHNIQUE-COMMERCE
formation technique de base indispensable. Quelques années d'expérience de vente de biens d'équipement.
2) CONDUCTEUR DE TRAVAUX
formation B.T.S., E.N.P.,... pour coordonner et suivre approvisionnement chantiers.
3) DESSINATEUR
formation B.T.S. pour devis clients
Pour tous ces postes, l'anglais et/ou l'allemand sont souhaités.
Ecrire avec C.V. et photo, n° 41.965, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr. Il sera répondu à toutes candidatures correspondant aux exigences ci-dessus.

Importante Société de régulation industrielle
PARIS BANLIEUE SUD
recherche
INGÉNIEUR
POSITION II
CHEF DE PROJET
SYSTÈME TEMPS RÉEL
Solides connaissances logicielles et matérielles T 1600 SOLAR
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
EXPÉRIMENTÉ SOLAR
(Assembleur - FORTRAN)
Expérience matériel appréciée
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 42.359 CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra

SOPAD (NESTLÉ)
recherche
pour son Service Informatique
INGÉNIEUR ANALYSTE
Grande École Scientifique ou Commerciale
ayant quelques années d'expérience dans la fonction, pour lui confier des travaux d'informatique de gestion.
— Matériel IBM 370/158 ; système OS/VSII ; Environnement IMS.
— Langage COBOL ANS.
Ecrire avec C.V. détaillé à Direction du Personnel, 17-18, quai Paul-Doumer, 92401 COURBEVOIE.

TECHNIP - GEOPRODUCTION
recherche
INGÉNIEURS DE PROJETS
INGÉNIEURS DE STRUCTURE
Expérience minimum 5 ans acquise dans l'ingénierie des :
PLATES-FORMES PÉTROLIÈRES EN MER
Anglais indispensable.
Possibilité affectation longue durée à l'étranger.
Adresser cur. vitas et niveau de rémunération à :
TECHNIP-GEOPRODUCTION, 147, av. Paul-Doumer, 92500 BUREL-MALMAISON - Tél. : 977-52-54.

TECHNICIEN DU CUIR
Nous sommes une chaîne de grands magasins.
Nous recherchons pour notre siège à Paris
UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR EXPÉRIMENTÉ
pour effectuer tests et essais en laboratoire.
Le candidat devra :
— avoir au moins 27 ans
— avoir suivi les cours du centre technique du cuir à Lyon
— avoir 4 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de la chaussure
— avoir de bonnes qualités de négociateur et de bonnes capacités rédactionnelles.
Envoyer votre C.V. manuscrit, prétentions à No 42.272 Contesse Publicité, 20 av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

ADJOINT au CHEF du DÉPARTEMENT REPRÉSENTATIONS INDUSTRIELLES
90.000 F + Proche banlieue Nord-Ouest
Un groupe international diffusant des véhicules et des biens d'équipement en Afrique francophone recherche un Adjoint au Chef de son Département Représentations Industrielles (matériels agricoles, forestiers, mines, T.P.). Il sera chargé de tenir à jour une documentation commerciale et technique et de préparer des remises d'offres. Il suivra sa clientèle afin d'accroître auprès d'elle la pénétration des matériels représentés par son groupe. Il assistera les responsables commerciaux des filiales africaines : études de marchés, de la concurrence, recherche de nouveaux débouchés. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation technique, ingénieur, B.T.S. ou I.U.T. option mécanique, possédant au moins 3 ans d'expérience professionnelle acquise dans la vente de ces types de matériels. Ce poste implique 30 % du temps en déplacements, avec des possibilités de développement de carrière en Afrique francophone. Ecrire s/réf. 145/M à :
GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MATÉRIELS THERMIQUES ET NUCLÉAIRES DONT LES BUREAUX SONT SITUÉS À PROXIMITÉ DE PARIS
recherche
CHEF DE SERVICE MONTAGE
— Ingénieur diplômé A.M. ou similaire ;
— 35 ans minimum ;
— Langue anglaise parlée et écrite ;
— Posséder une expérience dans ce domaine.
Le candidat choisi devra animer :
— D'importants chantiers en FRANCE et dans le monde entier ;
— Des déplacements de courte durée sont à effectuer assez fréquemment.
Ad. C.V., présent, sous réf. L128 M à SWERTS, B.P. 269 - 75125 Paris cedex 09, qui transmettra.

directeur administratif et financier
recherché par F.M.E. Paris
Secteur Tertiaire.
Il a en charge les comptabilités, les budgets, la trésorerie et l'ensemble de la gestion. Expérience confirmée et anglais courant nécessaires.
Ecrire avec prétentions et photo sous réf. BVK à I.C.A. qui transmettra.
ICA International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER
Une société industrielle de fabrication mécanique (C.A. 80 millions) implantée dans la proche banlieue Ouest de Paris, filiale d'un important groupe international recherche un jeune cadre capable d'assurer ce poste. Dépendant directement du directeur financier et pouvant être appelé à collaborer avec lui dans tous les domaines financiers, il sera plus particulièrement chargé du reporting, de la comptabilité analytique, de l'établissement et du contrôle des budgets.
Ce poste conviendrait à une personne diplômée de l'enseignement supérieur et du niveau D.E.C.S. ayant déjà acquis l'expérience de plusieurs années d'un poste similaire dans une société anglo-saxonne ou dans un cabinet d'audit international.
Le candidat retenu devra avoir une excellente connaissance écrite et parlée de la langue anglaise. Il devra faire preuve de qualités intellectuelles et humaines qui lui permettront de faire aboutir les idées et les innovations que l'on attend de lui. La rémunération sera fonction de l'expérience déjà acquise.
Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et prétentions à Christian Niguyen, 2, avenue Montaigne, 75008 Paris, sous réf. 711218. Discretion assurée.

G.I.S.
GESTION INFORMATIQUE SYSTEME
recherche pour ses propres besoins et ceux de ses clients
1) ANALYSTES-PROGRAMMEURS
confirmés (R&F, AP 49) CII HB 94 ou 86
2) ANALYSTES-PROGRAMMEURS
expérimentés ou débutants (R&F, AP 50) pour développement d'applications en GAP, RPG ou COBOL.
Envoyer C.V., 48, rue du Ranelagh, 75018 Paris

GAP SOGETI SYSTEMES
RECHERCHE POUR EMPLOI IMMÉDIATE
DES SPÉCIALISTES EN INFORMATIQUE
Jeunes ingénieurs formés aux méthodes d'accès et procédures de transmission.
Spécialistes des réseaux d'ordinateurs et des techniques de communication de messages et de paquets.
Ingénieurs justifiant d'une expérience dans la programmation des terminaux « intelligents ».
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. S. 300 à P. REIER - CAP SOCIÉTÉ SYSTEMES 5, rue des Nations - 75738 PARIS CEDEX 15

ORGANISME PUBLIC
CHERCHE POUR PARIS COLLABORATEUR
POUR CONSEIL-ASSISTANCE
P.M.I.-CREATION D'ENTREPRISE
PROFIL :
2 diplômes d'études supérieures du 2^e cycle (formation d'ingénieur, maîtrise) ; exp. professionnelle d'au moins 1 an dans entreprise industrielle.
Conditions :
75 000 à 90 000 F annuel. Brut + avantages sociaux
Env. lettre man. + C.V. + photo au n° T 2098 M à REGIK-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Nous sommes une Société de Distribution de
GROS ÉLECTROMÉNAGER
de tout premier plan et recrutons
INSPECTEUR COMMERCIAL
NOUS OFFRONS : Position cadre, Rémunération moyenne 80 000 F/an. Indemnité de déplacements. Possibilité de promotion ultérieure.
NOUS DEMANDONS : Age minimum 25 ans. Formation niveau SUP. de CO. ou équivalent. Goût du commerce, de la négociation et des responsabilités. Dynamisme et mobilité. Véhicule personnel en bon état.
Envoyer C.V. et photo sous référence 1888 à :
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE
rattachée à un groupe très important - recherche son
responsable commercial des relations avec l'étranger
Ce poste, d'un niveau minimum CLASSE V, ne peut convenir qu'à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, 32 ans minimum, ayant une solide expérience bancaire, de préférence dans un Département Étranger, parlant couramment ANGLAIS et ALLEMAND ou ESPAGNOL, et désireux de s'intégrer dans une banque de taille moyenne développant vigoureusement ses opérations avec l'étranger.
Déplacements à prévoir : 2/3 du temps environ.
Veuillez écrire sous référence M378M, à
INTERCARRIÈRES
5, rue de Helvet 75007 Paris

IMPORTANT GROUPE DE SERVICES
PARIS-9 recherche
ADJOINT SERVICE DU PERSONNEL
Le candidat souhaité doit avoir 30 ans minimum. Une expérience de quelques années dans un service de personnel et plus particulièrement des problèmes de gestion administrative et sociale du personnel.
Des connaissances dans le domaine de la comptabilité-salaires seront appréciées.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prêt, sous référence 6910 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME A CARACTÈRE SOCIAL
recherche pour son bureau régional de ROUEN
UNE ASSISTANTE
ou
UN ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL
Les candidats titulaires du diplôme d'Etat auront l'expérience et la maîtrise du service social et devront avoir le goût et les aptitudes aux relations extérieures.
Envoyer C.V. manuscrit et photo sous n° 4705 PARFRANCE, 4, rue Robert-Satien, 75008 Paris, qui transmettra.

AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A.
recherche pour son Département COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES à (92) CLICHY (Métro Porte de St-Ouen)
un ingénieur technico-commercial
Âgé de 28 ans minimum.
Connaissance souhaitée de l'allemand.
Expérience vente composants électroniques industrie ou grand public exigée.
Travail à PARIS avec de fréquents déplacements à envisager en province.
Salaire fixe + intéressement sur objectifs.
Adresser C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel
AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A.
6, bid du Général-Leclerc 92115 CLICHY.

GROUPE ANGLAIS D'ASSURANCES
recherche
ANALYSTES
qui seront chargés de l'analyse fonctionnelle et organisation de nouveaux traitements. Les candidats devront posséder une expérience de 2 ans minimum de cette fonction ainsi qu'une bonne connaissance du français.
Faire acte de candidature sous réf. S.062 M à : Jean PORRACCHIA.
CHARGES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
19, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

STE DYNAMIQUE DE MOYENNE IMPORTANCE
recherche pour son laboratoire de développement
INGÉNIEUR EN TÉLÉPHONIE
5 ans minimum d'expérience en conception de systèmes logiques, pour diriger équipe de conception de nouveaux produits. Lieu de travail : BOULOGNE-SUR-MER.
Adresser C.V. + lettre man. à JEP CONTINENTALE sous réf. M/3 - 173, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS, qui transmettra.

APRÈS L'ACCORD SUR LA MENSUALISATION

Feu vert pour les contrôles médicaux patronaux ?

L'accord interprofessionnel du 14 décembre 1977 élargissant le champ de la mensualisation et la loi votée le 21 décembre qui en a étendu la portée avalent le principe des contrôles médicaux patronaux (1). Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a saisi, le 26 décembre, le Conseil constitutionnel, estimant non conformes à la Constitution les contre-visites médicales - organisées par les

patrons. De leur côté, des médecins ont lancé une pétition nationale - contre l'instauration par le patronat d'organismes privés de contrôle des arrêts de travail - des salariés.

Ces contrôles soulèvent en effet un très grave problème qui a déjà fait couler beaucoup d'encre mais qui reste très mal compris : comme l'écrit, il comporte une partie cachée infiniment plus importante que sa partie visible.

par J.-J. DUPEYROUX

La position des défenseurs de cette médecine n'est pas particulièrement simple, claire, irréfutable. Si une mère de famille est tenue de rester auprès de ses enfants malades, si un O.S. entend se dérober de travail à autre à des conditions de travail insupportables (ce sont les deux causes essentielles d'absentéisme) ou si, de façon plus générale, un salarié préfère aller pêcher à la ligne plutôt que de respecter ses obligations, il leur suffit de demander un « arrêt de travail » à un médecin.

Mais si l'entreprise complète ces indemnités de façon à maintenir le revenu de l'absentéiste à son niveau antérieur, tous les abus sont non seulement permis mais encouragés. Il est donc parfaitement normal qu'un employeur subordonne expressément les versements complémentaires qui annulent toute pénalisation à la vérification, par un médecin de son propre choix, de la réalité de l'incapacité de travail invoquée : puis-je n'est pas légalement tenu d'assurer cette garantie du salaire, comment lui interdirait-on de le subordonner à telle ou telle condition ?

Le seul problème serait donc celui de l'étendue de l'indemnisation. De sorte que, sans à renoncer à son indemnité complémentaire, un salarié mis au repos par son médecin traitant serait en droit de fermer sa porte au médecin patronal ? On attend naïvement un « oui » franc et massif... qui tarde à venir.

Des pratiques expéditives

Que se passe-t-il en réalité lorsque le médecin patronal a fait savoir à l'employeur qu'il « a vu » le salarié contrôlé ? L'employeur se borne-t-il à reconnaître qu'il n'a rien à lui reprocher plus vocation aux indemnités complémentaires ? Parfois... Mais, dans la plupart des entreprises qui pratiquent ces contrôles, il est d'usage d'enjoindre à l'intéressé - généralement par télexgramme - de reprendre aussitôt son travail, quel qu'il soit. Soyons réalistes : comment pourrait-il en aller autrement ? Si réellement le chef d'entreprise est habilité à faire davantage confiance à un autre médecin que le médecin traitant, l'absence de contrôle ou de fraude, comment ne serait-il pas naturellement conduit à tirer toutes les conséquences d'un verdict négatif du premier ? On lui affirme que tel absent n'est pas ou n'est plus malade, et il, faudrait qu'il admette sans motif l'absence de ce salarié - ou pas, à se hâter de remonter sur son échafaudage : toute autre conclusion ne révélerait que de l'incapacité ou de l'hypocrisie. Là réside la clé véritable de l'affaire : ces contrôles concernent moins l'étendue de l'indemnisation que le congé lui-même. Les employeurs qui les utilisent le reconnaissent d'ailleurs volontiers, en privé.

La question fondamentale est alors celle de savoir qui sont les médecins ainsi appelés, en fait, à décider de la reprise du travail ? Quelles garanties présentent-ils ? On a tout dit et tout écrit sur le scandale constitué par les contrôles organisés par certaines officines. La Confédération des syndicats médicaux du docteur Monier, les organisations nationales des praticiens salariés, peu suspectes de vouloir défendre leur clientèle, l'ordre lui-même, qui ne passe pas pour gauchiste, se sont élevés avec véhémence contre des pratiques expéditives et dangereuses qui n'ont rien à voir avec une médecine digne de ce nom : soigner

connaissances des antécédents médicaux du salarié contrôlé ni de ses conditions de travail, pas le moindre contact avec le médecin traitant qui, pourtant, devrait bien être le premier consulté, etc.

Il n'y a fait. Les pouvoirs publics n'ont rien fait. L'académie continue. Et le risque fort de s'aggraver, compte tenu de l'évolution démographique galopante du corps médical dans les prochaines années : dans la marée montante des nouveaux praticiens sans travail, combien seront contraints, pour vivre, de renoncer à soigner et de vendre leur titre à bas prix ?

Est-ce à dire qu'il faut éliminer tout contrôle ? Nullement ! Il est évident que des contrôles sont nécessaires, mais il est non moins évident que cette mission extrêmement délicate ne doit être remplie que par des médecins donnant toutes garanties d'objectivité et de compétence. Pourquoi ne pas prévoir que ces praticiens seront désignés d'un commun accord par les partenaires sociaux ? Pourquoi, vote tout à fait différent, ne pas réformer profondément la médecine du travail ? N'est-ce pas justement pour vocation essentielle de vérifier l'état de santé des salariés et leur aptitude à occuper ou à reprendre tel emploi ? Pourquoi encore ne pas instituer une « expertise technique » comparable à celle à laquelle on fait appel lorsque le praticien-conseil de la Sécurité sociale est en désaccord avec le médecin traitant : cette expertise technique donne-t-elle de si mauvais résultats ? Pourquoi ne pas confier de nouveaux rôles aux comités d'entreprise, les salariés eux-mêmes étant généralement, on le sait, fort peu indigents à l'endroit des vrais faiseurs ?

Bien d'autres solutions sont concevables ! La pile, en tout cas, est bien de laisser l'importance qui décider l'importance qu'il n'importe comment, s'agissant de la santé, voire de la vie - nous pensons aux accidents dont une reprise précipitée du travail peut être génératrice... de catégories déjà très vulnérables : faut-il rappeler à ceux qui se complaisent dans le rabâchage de l'anecdote ce qu'est actuellement l'espérance de vie des O.S., loi directement concernée ? Qu'en pensent-ils ?

Un baroud d'honneur ?

Ainsi un vrai débat eût été particulièrement opportun, surtout à un moment où le C.N.P.F. donne l'impression d'être plus sensible qu'en d'autres temps aux problèmes des conditions de travail et de vie des salariés, et notamment des ouvriers : n'aurait-ce pas l'occasion ou jamais de confirmer cette évolution, de prendre des décisions ? Malheureusement, ce vrai débat n'a été tenu ni à l'occasion de l'accord du 14 décembre ni à l'occasion du débat au Parlement.

Lorsque le gouvernement a demandé à ce dernier une loi élargissant le champ d'application de l'accord, dont certaines branches sont exclues, le Sénat, lui, s'est ému et a fait introduire dans le texte un amendement aux termes duquel « un décret en Conseil d'Etat déterminera... les formes et les conditions de la contre-visite mentionnée à l'article 7 de l'accord ».

(PUBLIÉE)

Dans le cadre de notre programme GESTION ET ANIMATION COMMERCIALE NOUS OFFRONS AUX ETUDIANTS ET JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI DE 18 A 25 ANS

DEUX STAGES RÉMUNÉRÉS D'INSERTION DANS LA VIE PROFESSIONNELLE

(Novembre-Juillet 1978)

● CONTRÔLEURS BUDGÉTAIRES Niveau requis : diplôme I.U.T. ou baccalauréat + deux ou trois ans d'enseignement supérieur

● INSPECTEURS COMMERCIAUX ET ANIMATEURS Niveau requis : baccalauréat, de préférence suivi d'un an d'enseignement supérieur

Ces stages sont conçus et se déroulent en étroite liaison avec des entreprises

Les candidats sélectionnés reçoivent une indemnité mensuelle équivalente à 90 % du SMIC.

Renseignements et candidatures INSTITUTEUR DE GESTION SOCIALE 2, rue de la Paix - 75002 Paris tél. 261-70-01

RECRUTEMENT IMMÉDIAT

La loi accordant des garanties de procédure aux contribuables est publiée au « Journal officiel »

La justice aura maintenant son mot à dire au sujet des sanctions pénales qui seront infligées pour infractions fiscales au matière d'impôts sur le revenu, de T.V.A. et autres taxes sur le chiffre d'affaires. Le « Journal officiel » du 30 décembre a publié le texte de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière - qui avait été définitivement voté le 29 par le Parlement.

Jusqu'à présent - et aussi longtemps que durera cette loi - l'administration détenait le monopole absolu du dépôt des plaintes en matière fiscale. Cette pratique, qui remonte à Napoléon - fort indigne vis-à-vis des juges - allait très loin : la justice était complètement liée dans l'énoncé des peines aux prescriptions du code général des impôts. Ainsi, par exemple, le juge ne pouvait pas apprécier les circonstances atténuantes.

La loi du 29 décembre ouvre une sérieuse brèche dans ce monopole : désormais, les plaintes déposées par l'administration « tendant à l'application de sanctions pénales en matière d'impôts directs, de taxe à la valeur ajoutée et autres taxes sur le chiffre d'affaires, de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière et de droit de timbre » devront recevoir l'avis favorable d'une commission de magistrats de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Fait important : le ministre plaignant sera lié par les avis de la commission qui, en principe, concerneront les cas graves de fraude (article 1 de la loi). Pour les affaires les plus banales, la commission exercera son contrôle par sondage.

Les articles 7, 8 et 9 de la loi prévoient, en matière de contributions indirectes et de douanes, de limiter le pouvoir de transaction et de remise qu'avait jusqu'à présent l'administration. L'article 16 prévoit qu'à partir du moment où le jugement sera rendu aucune transaction ne sera plus possible. Le droit de remise dépendra d'un avis du président de la juridiction qui aura prononcé la condamnation.

A l'inverse, le pouvoir d'appréciation des juges est nettement renforcé : possibilité de reconnaître les circonstances atténuantes, éventuel de peines très ouverts (de 1 à 9, la somme servant de base au calcul de la pénalité). En d'autres termes, les barèmes rigides des peines du code des impôts qui limitaient le pouvoir d'appréciation des juges sont remplacés par des barèmes très ouverts à l'intérieur desquels la justice pourra apprécier.

Ce même pouvoir d'appréciation donné à la magistrature

modifiera les conditions de retrait du permis de conduire (article 13). Jusqu'à présent, le retrait était automatique si la justice vous reconnaissait coupable d'un délit en matière d'impôts directs, de T.V.A. et de droits d'enregistrement. Désormais, le tribunal appréciera s'il suspend le permis de conduire en plus de peines prévues.

Les articles 2 et 3, curieusement insérés au début de la loi dont ils rompent la logique, prévoient notamment qu'en cas de poursuites l'administration devra faire la preuve de la volonté de fraude. De même devra être démontrée la mauvaise foi du contribuable alors qu'auparavant la « bonne foi » ne pouvait être admise. L'article 3 concerne les impositions d'office.

● Pas de « super-vignette » pour les autos à moteur Diesel. Le 2 janvier le communiqué suivant : « Certaines rumeurs reprises par la presse laissent entendre que le ministre de l'économie et des finances envisagerait la création d'une « super-vignette » pour les automobiles utilisant un moteur Diesel. Il est rappelé que seule la loi pourrait établir une telle innovation, qui ne figure pas dans la loi de finances pour 1978 et ne fait d'ailleurs l'objet d'aucune étude. » (Voir à ce sujet l'article dans le Monde daté 1-2 janvier.)

TRANSPORTS

CONJONCTURE

Les chemins de fer américains gagnent du terrain et perdent de l'argent

De notre correspondant

New-York. — La société Amtrak, aux Etats-Unis, gère les services ferroviaires de passagers, a élaboré un plan de cinq ans pour améliorer son trafic sur les lignes rapides, telles que Los Angeles - San-Diego, Chicago - Detroit, Boston - Washington, et y faire circuler ses trains à 170 kilomètres à l'heure. Elle se propose également de moderniser des gares (celles de New-York et de Washington, notamment), de rénover 40 000 kilomètres de voies, et de porter son effort sur les liaisons rentables.

Au total, cette société prévoit d'investir 4,5 milliards de dollars, somme qu'elle a demandée au gouvernement fédéral. Ce dernier ne peut la lui accorder qu'avec l'approbation du Congrès. Or celui-ci, jugeant qu'Amtrak est trop dépensière, a réduit son budget pour 1978 de 594,1 millions de dollars à 488,5 millions, ce qui a abouti à la suspension immédiate de certaines liaisons.

La qualité des services offerts par Amtrak, dans l'ensemble, n'a cessé de s'améliorer, mais on ne voit pas comment, à moyen terme, il pourrait éviter d'être déficitaire et tributaire des deniers de l'Etat. Depuis sa création en 1971, elle a reçu 1,58 million de dollars de subventions fédérales. Même si le nombre de passagers payants est,

cette année, voisin de dix-neuf millions, il ne suffira pas à rétablir l'équilibre de ses comptes.

Pour que son budget puisse être équilibré, il faudra attendre 1982 : cette année-là, Amtrak espère pouvoir transporter 26,4 millions de passagers. Les nouveaux wagons climatisés, les voitures-restaurant, les voitures-salons à deux étages qu'elle projette d'acquieser seront mis en service entre New-York et Miami et entre New-York et Chicago. D'autre part, cinquante nouvelles voitures seront mises en service entre Boston, New-York et Washington. La fréquence des liaisons entre Chicago et Detroit sera doublée, et la durée de l'aller et retour réduite de cinquante-quatre minutes. Les liaisons Los Angeles - San-Francisco, Detroit - Pittsburgh, Pittsburgh - Philadelphie, Cleveland - Cincinnati, seront également améliorées. Des efforts seront faits enfin pour quelques convois long-courriers potentiellement lucratifs : Kansas-City - Denver, New-York - Kansas-City, Atlanta - New-Orléans.

Tout cela, bien sûr, à condition que le Congrès accepte de délier les cordons de la bourse fédérale. Traditionnellement, les vœux de la loi sont très soigneusement exaucés au Capitole que ceux du rail.

LOUIS WIZNITZER.

M. CEYRAC : le premier semestre devrait être un peu moins difficile.

« Je pense que nous avons des chances d'avoir un premier semestre un peu moins difficile que la fin de l'année 1977, qui a été rude », a déclaré le 2 janvier, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., au micro de France-Inter. Interrogé sur la politique économique qu'il souhaitait voir mettre en œuvre dans les mois à venir, M. Ceyrac a répondu : « Il n'y aura pas deux politiques économiques possibles dans les années qui viennent. Il y aura une politique économique efficace et rentable qui est, en gros, celle que M. Raymond Barre a eu le mérite énorme d'engager, de maintenir et de développer. Puis il y a des politiques qui s'éloigneraient de cette ligne, et qui, à mon avis, nous feraient courir de grands risques ».

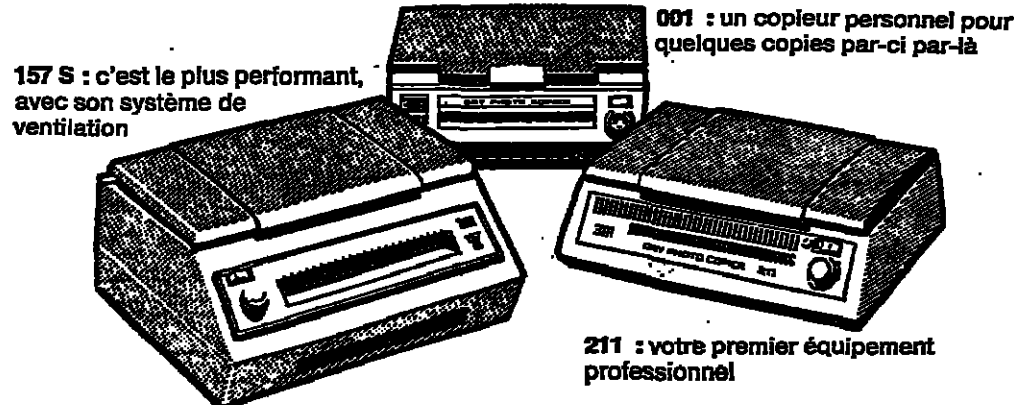
Evolution, enfin, la situation sociale, qu'il trouve « relativement calme », le président du C.N.P.F. a poursuivi : « Il y a quelques conflits un peu durs, il y en a toujours eu. Mais ces conflits ne témoignent pas, pour l'instant, du tout, de la remise en cause générale de notre situation sociale ».

● ERRATUM. — C'est évidemment « plusieurs centaines de milliers d'électeurs » et non « millions », comme une erreur typographique nous l'a fait écrire dans le Monde du 3 janvier, qu'intendait représenter la nouvelle Association bénévole pour les cadres demandeurs d'emploi.

1495 F^{H.T.}

(1 758,12 F si vous ne récupérez pas la TVA)

Même en choisissant le 157 S le plus puissant des petits copieurs 3M, vous ne dépenserez pas plus de 1 758,12 F T.T.C.



157 S : c'est le plus performant, avec son système de ventilation

001 : un copieur personnel pour quelques copies par-ci-par-là

211 : votre premier équipement professionnel

BON A DECOUPER à retourner à 3M France - BP 300 - 95005 Cergy Cedex - Tél. : (1) 031.63.68 M. _____ Profession : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____ Tél. : _____ souhaite obtenir de plus amples renseignements sur les petits copieurs 3M. MO

3M

ÉNERGIE

Les déclarations de M. Albin Chalandon

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui produire du pétrole même en dehors de nos frontières présente des avantages certains : en cas de pénurie mondiale, nous serons sans doute mieux traités que de simples acheteurs. Mais l'intérêt essentiel d'une politique d'exploration est d'ordre financier. Lorsque nous nous procurons 3 ou 4 dollars de travail ou d'équipement français dans le prix d'un baril de pétrole, nous sortons de devises sans diminuer d'autant et alléger le paiement de la facture pétrolière.

Paradoxalement, nous avons donc intérêt, du point de vue national, à produire un pétrole dont le prix revient élevé, et sur lequel l'impôt payable en devises est d'autant plus réduit. Cela nous conduit à aller dans des zones dont le potentiel pétrolier est difficile à mesurer en valeur, ou est modeste par rapport aux grandes régions productrices classiques. Ces difficultés sont compensées par une fiscalité plus favorable. En choisissant l'aventure plutôt que la facilité, nous pou-

vons ainsi dégager les ressources nécessaires à notre développement et réaliser plus facilement les objectifs que je viens de définir.

— *Tout se passe comme si, aux côtés des pays traditionnels, les exportateurs de « brut » et des « majors », apparaissent un nouveau bloc formé de nouveaux venus, aussi bien pays que compagnies, dont les intérêts sont convergents.*

— *En quelque sorte. Pour justifier votre politique d'exploration, vous évoquez l'intérêt financier. Est-ce suffisant ? La Grande-Bretagne, par exemple, se réserve entièrement le gaz de Frigg et en interdit l'exportation.*

— La stratégie pétrolière ou gazière doit être examinée dans son ensemble et ne doit pas se limiter à une zone géographique. En disposant de ses propres ressources, la Grande-Bretagne en libère d'autres. Lorsqu'elle aura des excédents elle en exportera. Des négociations sont en cours à ce sujet. Le gaz d'Ekofisk arrive déjà en France.

Une stratégie tournée aussi vers l'Est

— *L'un de vos premiers voyages en tant que président de la SNEA et de l'ERAP a été pour l'U.R.S.S. Pourquoi ?*

— Notre stratégie est guidée par la combinaison de trois critères : la possibilité d'incorporer du travail français dans le coût de production, les chances de découvertes, les risques politiques, notamment sur le plan de la stabilité fiscale.

En vertu de ces critères, nous sommes présents aujourd'hui, outre la France, où nous maintenons un effort de prospection important, malgré des probabilités de découvertes plus faibles qu'ailleurs, en Europe de l'Ouest, en Afrique noire, au Maghreb et sur le continent américain.

Les pays de l'Est pourraient être un cinquième pôle d'intérêt. Ils nous offrent des zones nouvelles dans lesquelles les « majors » anglo-saxons n'ont pas pris les meilleures places comme ils l'ont fait ailleurs.

Nous avons engagé des négociations avec le Vietnam. Nous poursuivons avec l'U.R.S.S. une discussion pour coopérer dans le domaine de l'exploration-production pétrolière.

— *Souhaitiez-vous une coopération de l'effort pétrolier ?*

— Les deux sociétés, la SNEA et la C.F.P., associées dans certains cas leurs efforts dans l'exploration pétrolière et la recherche scientifique. On pourrait imaginer une coordination plus complète de leurs activités dont l'ERAP pourrait être l'instrument. Ce n'est pas la tendance actuelle du gouvernement. Quant

L'Etat est paralysé

par les campagnes menées contre les compagnies

— *Votre stratégie exige des fonds considérables, mais vous perdez de l'argent au raffinage. Pourquoi ?*

— Parce que cette industrie, qui est l'une des plus efficaces du pays, était bâtie en fonction d'une croissance rapide et régulière. Depuis la récession de 1974 et la stagnation qui s'ensuivit, il y a surcapacité d'équipement. La flotte, ces investissements lourds étant programmés plusieurs années à l'avance, il en résulte une concurrence telle que les entreprises sont amenées à vendre au-dessous de leur prix de revient, situation d'autant plus regrettable qu'en France, où les prix des carburants et du fuel domestique sont taxés, les rabais consentis (1 à 2 milliards de francs) sont empochés par les intermédiaires sans que les consommateurs en profitent.

— *Une telle situation est le fait de la seule Europe. Aux Etats-Unis et au Japon, le marché est organisé pour permettre au raf-*

finage de vivre. Pour le moment la Commission européenne de Bruxelles n'a pu aucune mesure pour rétablir la situation. En France, le gouvernement n'en a pas fait davantage. Certes, la loi de 1928 lui donne tous les moyens d'intervenir. Mais, il est paralysé par l'effet psychologique des campagnes menées contre les compagnies pétrolières.

— *Est-ce à dire que le libéralisme est impossible en matière pétrolière ?*

— Les premières victimes du libéralisme seraient les compagnies nationales, qui ne peuvent, comme les « majors », se répartir, ailleurs, de leurs pertes en Europe. Comme elles sont, de surcroît, plus petites, la loi de 1928 les empêcherait d'exploiter et d'améliorer leur outil de raffinage.

— *Par ses techniques, ses investissements, ses effets d'entraînement, par la valeur ajoutée qu'elle apporte, l'industrie pétrolière est une industrie fortement exporta-*

trice. La compagnie que je dirige fait de gros efforts d'exploration et nous devrions bientôt en récolter les fruits. Il faut simplement nous aider à sortir de cette mauvaise passe.

— *Vous êtes arrivé seul dans une entreprise qui ne vous soumettait pas à des réformes ?*

— Les contacts directs que j'ai eus tant avec les cadres qu'avec les syndicats et le personnel (je me suis adressés en plein mois à quelque dix mille personnes du groupe) m'ont donné l'impression contraire. Ils m'ont permis également de percevoir un profond besoin de réformes. Toute l'organisation du groupe est trop centralisée, trop administrative. Je vais donc procéder à une modification assez radicale des structures qui fasse davantage confiance aux hommes.

— *Qu'aimeriez-vous avoir réalisé si vous quittiez votre poste dans dix ans ?*

— Assurer une large partie de l'approvisionnement pétrolier et gaziier de la France et laisser une entreprise où le personnel se sentira à l'aise et pleinement motivé dans son travail.

— *Vous venez de publier une critique de vos programmes communs. Ne vous sentez-vous pas tenu, là où vous êtes, à un certain devoir de réserve ou d'abstention ?*

— Je ne fais plus de politique, je consacre tout mon temps à cette entreprise et cela me passionne. Je ne remets pas pour autant mes engagements passés, et vouloir les faire oublier serait de l'hypocrisie. Au reste je ne suis pas fonctionnaire. J'ai publié un livre que j'avais écrit avant d'entrer dans la pétrole. J'en publierai d'autres.

Propos recueillis par

BRUNO DETHOMAS.

AFFAIRES

La Société des garde-temps se retire du marché américain.

La firme horlogère suisse a un effet décisif de renouveau à un groupe américain des deux filiales qu'elle possédait aux Etats-Unis, Waltham Watch and Elgin Watch. Motivés de ce retrait : la forte concurrence des firmes locales, mais aussi le renchérissement du franc suisse. Elgin, cependant, continuera d'utiliser des mécanismes suisses, mais Waltham créera ses propres ateliers aux Etats-Unis.

— *Ni le montant de la transaction ni le nom du groupe américain n'ont été révélés. Au siège de la S.G.T., l'on se borne à préciser que ce groupe est dirigé par M. Harold Danzig. La Société des garde-temps est le quatrième groupe horloger suisse, derrière l'ASVAG, la S.S.I.H. et Rolex. Son chiffre d'affaires est de l'ordre de 75 millions de francs suisses (80 millions pour les sociétés suisses).*

— *Accord P.L.M.-Stop Hotels International. — La chaîne P.L.M. qui compte quarante hôtels (6 000 chambres) implantés en France, dans le Bassin méditerranéen et les Antilles, a décidé d'étendre l'accord de représentation commerciale existant entre P.L.M. et Stop à l'ensemble des hôtels totalisant 17 000 chambres répartis dans vingt et un pays que commercialise Stop Hotels International depuis le 1^{er} janvier 1978, dont plus du tiers est constitué par les hôtels P.L.M.*

— *L'Algérie et la Libye vont baisser de 20 cents par baril le prix de leur pétrole brut, rapporte, le 2 janvier, la Middle East Economic Survey. Cette baisse des prix serait applicable au 1^{er} janvier pour six mois en ce qui concerne la Libye et pour trois mois pour l'Algérie.*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.R.	4,6350 4,6600	+ 100 + 130	+ 100 + 220	+ 500 + 500
\$ Can.	4,2220 4,2700	+ 50 + 130	+ 150 + 210	+ 520 + 570
Yen (100) ..	1,9500 1,9600	+ 130 + 130	+ 250 + 300	+ 630 + 750
D.M.	2,2270 2,2330	+ 125 + 150	+ 230 + 280	+ 770 + 490
Fr. S.	1,0620 1,0680	+ 65 + 130	+ 130 + 180	+ 410 + 460
P.R. (100) ..	14,9300 14,7700	+ 300 + 300	+ 320 + 320	+ 350 + 350
P.S.	2,2710 2,2770	+ 155 + 185	+ 310 + 340	+ 950 + 1000
L. (1 000) ..	5,3350 5,3700	+ 800 + 800	+ 1050 + 1050	+ 2250 + 2350
S.	5,4500 5,4700	+ 220 + 270	+ 430 + 520	+ 1350 + 1450

TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/2	3 1/2	2 1/2	3 1/2	2 1/2	3 1/2	2 1/2	3 1/2
\$ E.R.	11 1/2	7	6 1/2	7 1/4	11 1/2	7	6 1/2	7 1/4
Fr. S.	5 1/2	6 1/4	5 1/2	6	5 1/2	6	5 1/2	6 1/4
P.R.	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1 000) ..	28	28	28	28	28	28	28	28
P.S.	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/2
Fr. Can.	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/2

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERSECTION

SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 29 décembre 1977, sous la présidence de M. François Tabard, pour approuver les comptes de l'exercice 1976-1977 clos le 30 septembre dernier.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 120,52 F à 125,00 F, soit une augmentation de 3,72 F. En y ajoutant le revenu global par action afférent à l'exercice 1976-1977, la progression pour l'actionnaire ressort à 7 % pour l'exercice au 30 septembre 1977.

Au cours de l'exercice écoulé, les modifications apportées à la structure du portefeuille ont eu pour objectif d'adapter la répartition géographique des investissements à l'évolution de la situation monétaire, d'accroître les placements en valeurs françaises, en particulier du 7 %, et de renforcer la part accordée aux valeurs à fort rendement aux dépens des valeurs à haut multiple. Dans cette optique, la place des obligations en dollars a été réduite et le portefeuille d'actions étrangères a été sensiblement renforcé. La part réservée aux valeurs à revenu fixe a été privilégiée et de larges arbitrages sont intervenus.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distribuable de 5,71 MF permettant la mise en paiement d'un dividende net par action de 0,58 F, soit un revenu global de 0,58 F, soit un revenu global de 0,58 F (contre 0,57 F pour l'exercice précédent) qui sera versé aux actionnaires le 30 septembre 1978, sous forme de coupons n° 13 et 14 aux guichets des banques fondatrices :

— Société générale ;

— Société générale alsacienne de banque ;

— Société alsacienne de banque.

Les actionnaires d'Intersection pourront, jusqu'au 31 mars 1978, réinvestir la dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

INTERCROISSANCE

SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 29 décembre 1977, sous la présidence de M. Claude Bovet, pour approuver les comptes de l'exercice 1976-1977 clos le 30 septembre dernier.

A cette date, la valeur liquidative de l'action s'élevait à 136,53 F, soit le détachement d'un dividende de 4,50 F début 1977, contre 141,37 fin septembre 1976.

Au cours de l'exercice le dépassement des intérêts d'Intersection vers l'étranger s'est confirmé par la mise en paiement d'un dividende net par action de 0,58 F, assorti d'un crédit d'impôt de 0,25 F, soit un revenu global de 0,83 F (contre 0,54 F pour l'exercice précédent), qui sera versé aux actionnaires le 30 septembre 1978, sous forme de coupons n° 13 et 14 aux guichets des banques fondatrices :

— Société générale ;

— Société générale alsacienne de banque ;

— Société alsacienne de banque.

Les actionnaires d'Intercroissance pourront, jusqu'au 31 mars 1978, réinvestir la dividende net en souscrivant des actions de la Sicav sans droit d'entrée.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE

Obligations 7,80 % (ex-5 %) 1981

Les intérêts courus du 25 janvier 1977 au 24 janvier 1978 sur les obligations Electricité de France 7,80 % (ex-5 %) 1981 sont payables, à partir du 25 janvier 1978, à raison de 13,50 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 17 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à source de 1,50 F (montant global final de 2,34 F) (montant global final de 2,34 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt le titulaire, le complément libéré sera de 3,12 F, soit un net de 70,38 F.

A compter de la même date, 1 50 389 obligations appartenant à série désignée par le nombre 6, au tirage du 17 novembre 1977, cessent de porter intérêt et seront remboursées à 300 F, coupon n° 1 au 25 janvier 1979 attaché. Ci-après sont rappelés les sériés sorties aux tirages antérieurs :

Année	Série	Année	Série
1962	23	1970	14
1963	19	1971	3
1964	15	1972	12
1965	17	1973	28
1966	24	1974	5
1967	16	1975	26
1968	27	1976	2
1969	23	1977	1

Le paiement des coupons et remboursements des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoriers généraux, recettes des finances, perception), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Credit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, CREDIT A. Nord, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société alsacienne de banque, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale de banques populaires, et toutes les banques populaires de France, Société centrale de banque.

BONNE ANNEE
1978

BARITAUT S.A.
management consultants
international specialists
in executive search

12 rue de la Paix 75002 Paris
Téléphone: (0) 261.57.74

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE CONSTANTINE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture et l'installation de feux de circulation et de systèmes de régulation du trafic de la Ville de Constantine.

Les entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les dossiers auprès de :

1) La Société d'Etudes d'Architecture et d'Urbanisme de la Wilaya de Constantine — Cité Dakri — Bâtiment E à Constantine.

2) La Société FREEMAN FOX AND ASSOCIATES - 28-30 Grosvenor Gardens London SW1W 0DY - Angleterre.

Les offres doivent être adressées sous double pli cacheté avec la mention extérieure précisant l'objet de la soumission à la Wilaya de Constantine — Secrétaire Général — Bureau des Marchés Publics, avant le 31 janvier 1978.

هكذا من الأصل

BES SOCIÉTÉS

INTERCROISSANCE

SCAV

L'assemblée générale ordinaire de la SCAV a eu lieu le 28 décembre 1977, sous la présidence de M. Claude Bouché, président du conseil d'administration. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1976-1977 et a élu le conseil d'administration pour l'exercice 1977-1978.

À cette date, la valeur liquidative de la SCAV s'élevait à 136 500 F. Le montant des dividendes à verser aux actionnaires s'élève à 12 F par action.

Le conseil d'administration a décidé de verser un dividende de 12 F par action, payable le 15 janvier 1978, contre remise de la carte d'admission à la réunion.

ÉLECTRICITÉ NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Le 28 décembre 1977, la production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La production d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

La consommation d'électricité en France a atteint un record de 100 000 GWh.

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

La Deutsche Bank

première en 1977

pour les placements

En 1977, trois cent soixante émissions publiques ont été lancées sur le marché international pour un montant global équivalant à 14 601,6 milliards de francs.

Le dollar américain a été la devise la plus utilisée, avec 4 510,1 milliards de francs.

Le dollar canadien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar suisse a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar japonais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar allemand a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar néerlandais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar belge a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar italien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar espagnol a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar portugais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar grec a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar turc a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar indonésien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar philippin a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar thaïlandais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar vietnamien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar cambodien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar laotien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar birmanais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar malaisien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar singapourien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar hongkongais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar australien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar néo-zélandais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar sud-africain a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar argentin a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar brésilien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar chilien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar péruvien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar vénéuézien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar colombien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar équatorien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar guinéen a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar guinéen-Bissau a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar sénégalais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar gambiais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar sierra-léonais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar libérien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar ivoirien a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

Le dollar togolais a été utilisé pour 1 171,1 milliards de francs.

LONDRES

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

La tendance est demeurée assez

lourde et peu avant midi l'indice

des valeurs a baissé de 0,1 point.

Le marché a fermé à 149,35.

Le marché a ouvert ses portes

après trois jours de chômage.

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales

obligatoires, daté 3 janvier, publie

notamment les insertions suivantes :

S.A.P.C. - Émission de bons à

60 ans, dit « Bons à lots kilométriques »

de 1 000 francs. Ces bons rapporteront

un intérêt de 5,50 % par an.

Le 1er janvier de chaque année, assurés

de la dotation, droit à des coupons

de 100 francs kilométriques gr

tuites, et seront remboursables au

pair le 1er janvier 1980.

Diap-Équipement - Émission

d'un emprunt obligataire de 200 mil

lions de francs représenté par

200 000 obligations de 1 000 francs

Ces obligations rapporteront un inté

rêt de 11,30 %.

Ufinex - Émission d'un emprunt

de 100 millions de francs divisé en

100 000 obligations de 1 000 francs

Ces obligations rapporteront un inté

rêt de 11,30 %.

Le 1er janvier de chaque année, assurés

de la dotation, droit à des coupons

de 100 francs kilométriques gr

tuites, et seront remboursables au

pair le 1er janvier 1980.

Diap-Équipement - Émission

d'un emprunt obligataire de 200 mil

lions de francs représenté par

200 000 obligations de 1 000 francs

Ces obligations rapporteront un inté

rêt de 11,30 %.

Le 1er janvier de chaque année, assurés

de la dotation, droit à des coupons

de 100 francs kilométriques gr

tuites, et seront remboursables au

pair le 1er janvier 1980.

Diap-Équipement - Émission

d'un emprunt obligataire de 200 mil

lions de francs représenté par

200 000 obligations de 1 000 francs

Ces obligations rapporteront un inté

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

cours

VALEURS

Cours

précéd.

Dernier

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES — LES NOUVEAUX PHILOSOPHES : « Pouvoir et puissance », point de vue de Bertrand Russell ; « Jusqu'où le droit à l'erreur ? », par Juliette Minces.
3. DIPLOMATIE — La crise du Sahara occidental.
4. EUROPE — PROCHE-ORIENT.
5. AFRIQUE — GUINÉE : M. Sekou Touré souhaite une « coopération sincère » avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire ; Libération de détenus politiques ?
6. AMERIQUES — CHILI : Un quotidien espagnol publie le texte d'un membre de la Junta hostile au référendum du 4 janvier.
7. ASIE — Le conflit indochinois.
8. SOCIÉTÉ — L'INDONÉSIE : La révolte des Papous (II), par Toni Melville.
9. POLITIQUE — La préparation des élections législatives.
10. POLITIQUE — La loi de vue : « Pourquoi ce silence ? », par Victor Leduc.
11. SOCIÉTÉ — Protection contre certains régimes de détention.
12. SOCIÉTÉ — Les handicaps dans l'enseignement.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

PAGES 9 ET 10

- L'espérance de vie vers de nouvelles limites.
- POINT DE VUE : « La recherche française, un sujet de réflexion », par le professeur Gautray.

ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

- Fuite d'un financement suffisant, la base antartique française pourrait être abandonnée.

SPORTS

- FOOTBALL : L'affaire du Paris-Saint-Germain.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

- L'OTAN propose de créer des forces régionales face à des menaces dans des pays du tiers-monde.

LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Je ne vois pas où est la fraude

répond M. Delmas (P.R.) à M. Frêche (P.S.)

De notre correspondant

Montpellier. — Commentant la décision prise vendredi 30 décembre par M. Georges Frêche (P.S.), maire de Montpellier, député de l'Hérault, de saisir la justice au sujet de l'usage abusif fait par les services diplomatiques et consulaires de la loi du 19 juillet 1977 (le Monde daté 1^{er} janvier), M. François Delmas, député régional du parti républicain, ancien maire de la ville, candidat aux prochaines élections législatives, s'est étonné, lundi après-midi 2 janvier, qu'on puisse ainsi « contester aux Français établis à l'étranger d'exercer le même droit que les autres Français ».

Il a notamment déclaré : « Les Français résidents hors de la France n'ont-ils pas, comme les autres Français, le droit d'être des citoyens à part entière ? Selon le décret sortant de la première circulaire (M. Georges Frêche), ils se sont inscrits au nombre fabuleux de deux cents, venus de la Côte-d'Ivoire (...) ? Il y avait donc deux cents Français de Côte-d'Ivoire sur quarante-cinq mille qui auraient choisi Montpellier ? Je trouve que c'est peu ».

À propos des différences d'écriture relevées sur les formulaires de demande d'inscription sur les listes électorales, M. François Delmas a ajouté : « Quand cela sera-t-il ? Je ne vois pas où est la fraude. La signature est-elle authentique, l'électeur a-t-il, ce qui est son droit, fait confiance à celui qui a remis la demande ? C'est son affaire. Pour l'ancien maire, refuser les inscriptions est une mesure « arbitraire et illégale ».

M. François Delmas a conclu : « Qu'il me soit permis de rappeler que, avant les dernières élections municipales, de très nombreux étudiants (non originaires de Montpellier, mais y résidant) se sont, sur les conseils de leurs professeurs, inscrits sur les listes électorales. Ces inscriptions ont permis de servir l'intérêt public, nous nous sommes inclinés ».

M. Paul D'Ornano (rép. ind.) : nos ambassadeurs et nos consuls sont absolument neutres.

Interrogé lundi 2 janvier au micro de France-Inter, M. Paul D'Ornano, sénateur (Union des républicains et des indépendants) représentant les Français résidents à l'étranger, a estimé que les accusations portées par l'opposition ne sont pas fondées. Il a déclaré : « J'ai suffisamment vécu à l'étranger pour savoir que nos ambassadeurs, nos consuls, sont absolument neutres ».

Évoquant les demandes d'inscription sur les listes électorales arrivant à Paris par paquets dans les circonscriptions réputées difficiles pour la majorité, M. Paul D'Ornano a jugé que celles-ci sont le fait des Français de l'étranger, qui veulent voter pour ou contre tel ou tel parti politique, un point d'ordre tout à fait légal, a-t-il conclu.

(1) M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, avait déclaré, lors d'un débat, que « les partis du programme commun » avaient tenu à Dakar une réunion pour discuter de la loi électorale du Sénégal de « voter dans telle ou telle circonscription, notamment défendue ». En réponse, le parti communiste avait opposé, dans l'« Humanité » du samedi 31 décembre, « un démenti catégorique à cette information, dont le caractère fantaisiste, ajoutait-il, devrait suffire à révéler le mensonge ». M. D'Ornano, si ce n'est déjà fait depuis un certain temps.

Le conflit du Sahara occidental

L'ARRIVÉE DE RENFORTS PORTE LE NOMBRE DES MILITAIRES MAROCAINS À PLUS DE SIX MILLE HOMMES

Nouakchott (A.F.P.). — Un bataillon de l'armée marocaine, soit six cents hommes, vient d'arriver à Akjoujt (6 000 habitants), centre économique important de la Mauritanie, situé à 350 kilomètres au nord-est de Nouakchott, a-t-on appris, lundi 2 janvier, de bonne source dans la capitale mauritanienne. C'est à Akjoujt que se trouve le gisement de cuivre de la Mauritanie, qui constitue, avec le minerai de fer extrait à Zouerate, la principale exportation du pays.

L'arrivée d'un bataillon marocain à Akjoujt porte à plus de six mille le nombre des soldats marocains en Mauritanie. Un effectif de mille huit cents Marocains stationnent actuellement dans l'extrême nord du pays, à Dakhla et à Bir-Moghrein et à Ain-Ben-Tuil, deux mille quatre cents sont installés à Zouerate ainsi que le long de la voie ferrée Nouadhibou-Zouerate, et six cents sont arrivés récemment à Akjoujt.

D'autre part, un accrochage a opposé, le 27 décembre dernier, deux colonnes marocaines et sahariennes « en déplacement » près de la localité de Ain-Ben-Tuil.

LA CHUTE DU DOLLAR

REPREND

La chute du dollar a repris et s'est même accélérée pour le deuxième jour consécutif de l'année 1978. Sur le marché de New York, le dollar a perdu 1 cent, passant de 1,6550 à 1,6450 par rapport au franc suisse.

Le nouveau président désigné du Système fédéral de réserve des États-Unis (F.R.B.) a été annoncé, dimanche 1^{er} janvier, que le dollar, chef de file du système international, devra rester fort et être perçu comme un refuge stable et sûr.

Le cours de l'once d'or, à Londres, a bondi de 164 dollars à 165,50 dollars.

Les incidents de la place Saint-Michel survenus dans la nuit de la Saint-Sylvestre ont entraîné la comparution en flagrant délit de six jeunes gens, lundi 2 janvier, à la 23^e chambre correctionnelle de Paris. Le cas de M. Abdelkader Anani, dix-huit ans, d'origine algérienne, plombier en chômage, a été renvoyé au 20 février et le prévenu a été remis en liberté. Pour le vol d'une chemise dans une vitrine dont la glace avait été brisée, M. Philippe Mille, dix-neuf ans, a été condamné à cinq mois d'emprisonnement avec sursis.

Pour violence à armes, ont été condamnés : Mohamed Pichon, dix-neuf ans, déserteur (six mois d'emprisonnement, dont cinq avec sursis) ; Mohamed Chennadi, vingt et un ans, Tunisien, et Ramel Kaddache, vingt-deux ans, Algérien (quatre mois d'emprisonnement, dont dix-sept jours fermes) ; Jean-Michel Pichon, dix-neuf ans, vendeur intermédiaire (vingt jours d'emprisonnement).

Un jeune meurtrier âgé de dix-sept ans s'est suicidé par pendaison, lundi 2 janvier, dans la cellule de la maison d'arrêt de Nîmes, où il était détenu. Il avait assassiné puis tué à coups de couteau, le 4 novembre 1977, à Alès, une jeune femme de vingt-huit ans. En 1977, quarante détenus se sont suicidés.

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

GESTION FINANCIÈRE

1 soir par semaine pendant 3 mois
1 samedi tous les 15 jours

• Sans interrompre votre activité professionnelle
• Adaptation de fin d'année

AUTRES COURS : MARKETING, PRISE DE DÉCISIONS, FONCTION PERSONNELLE, RELATIONS HUMAINES.

Possibilité de prise en charge par l'employeur

14 rue Monsieur le Prince 75006 Paris (Métro Odéon) Tél : 329.70.50

Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État

CHOF-SSSE

14 rue Monsieur le Prince 75006 Paris (Métro Odéon) Tél : 329.70.50

Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État

CHOF-SSSE

14 rue Monsieur le Prince 75006 Paris (Métro Odéon) Tél : 329.70.50

Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État

UN DÉMENTI DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE D'ABIDJAN

Suite à la « Libre opinion » exprimée en nos colonnes (le Monde du 23 décembre) par Mme Monique Vignat, déléguée nationale du parti socialiste aux Français de l'étranger, le président de la chambre de commerce d'Abidjan, M. Fadiga, nous a écrit pour opposer « le démenti le plus formel à l'assertion selon laquelle les Français de Côte-d'Ivoire ont été incités, par l'entremise de la chambre de commerce à porter leurs suffrages à Marseille ou à Montpellier, lors des prochaines élections législatives françaises ». Il a ajouté : « Nous affirmons que notre Compagnie s'est toujours abstenue de toute action politique quelle qu'elle soit et surtout qu'en sa qualité d'assemblée consultative ivoirienne elle ne saurait en aucun cas s'immiscer dans la politique d'un pays étranger. Au reste les Français résidents en Côte-d'Ivoire sont assez intelligents pour opérer des choix rationnels, en un mot, savoir où se trouve leur intérêt ».

(N. D. L. R. — Il n'en est pas moins vrai que les Français résidents en Côte-d'Ivoire ont été invités par les représentants locaux de la majorité à participer à une réunion le mercredi 14 décembre à la chambre de commerce d'Abidjan, dans laquelle ils ont été invités à voter pour ou contre tel ou tel parti politique, un point d'ordre tout à fait légal, a-t-il conclu.)

(1) M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, avait déclaré, lors d'un débat, que « les partis du programme commun » avaient tenu à Dakar une réunion pour discuter de la loi électorale du Sénégal de « voter dans telle ou telle circonscription, notamment défendue ». En réponse, le parti communiste avait opposé, dans l'« Humanité » du samedi 31 décembre, « un démenti catégorique à cette information, dont le caractère fantaisiste, ajoutait-il, devrait suffire à révéler le mensonge ». M. D'Ornano, si ce n'est déjà fait depuis un certain temps.

FUSION DE DEUX MOUVEMENTS DE GAULLISTES D'OPPOSITION

La Fédération des républicains de progrès, que préside M. Jean Charbonnel, et le groupe Initiative républicaine et socialiste, dont le président est M. Léo Hamon, ont annoncé, mardi 3 janvier, leur fusion.

On lit notamment dans la déclaration publiée à cette occasion : « D'ores et déjà, comme tous les Français, le constat des très grandes difficultés du pays, et en particulier de la mésestime au sein de l'Union de la gauche, la Fédération des républicains de progrès et Initiative républicaine et socialiste sont convenus, pour rendre les gaullistes d'opposition plus aptes à faire face, de resserrer leurs liens, de resserrer l'esprit de leur accord d'association et de leur texte commun de politique générale auxquelles elles étaient parvenues en juin dernier. » Dans cette perspective, l'I.R.S. a constitué un club de « réflexion politique », dont M. Léo Hamon sera le président, et auquel adhèrera M. Jean Charbonnel. Parallèlement, l'I.R.S. se fédère à la F.R.P. et plusieurs de ses responsables entrent dans les instances dirigeantes de la Fédération.

Le cours de l'once d'or, à Londres, a bondi de 164 dollars à 165,50 dollars.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

Dans un entretien à l'hebdomadaire américain Newsweek, le général Alexander Haig, commandant suprême des forces alliées en Europe, estime que l'OTAN devrait avoir des moyens militaires régionaux capables d'être utilisés de façon dissuasive pour empêcher que des querelles dans les pays du tiers-monde ne dégénèrent en conflit majeur. Le général Haig considère que l'Europe doit montrer sa détermination face à des menaces sur ses flancs ou à la périphérie.

Le déploiement de la bombe à neutrons en Europe occidentale dénoterait l'OTAN d'une capacité de défense plus souple, plus variée. « La crédibilité de la dissuasion, note le général Haig, s'en trouverait renforcée, car le seul nucléaire serait relégué, et non abaissé, comme le prétendent certaines critiques. » Le commandant en chef de l'OTAN affirme que la bombe à neutrons n'entraîne aucune modification du processus par lequel est prise la décision politique d'employer l'arme le cas échéant. Il estime qu'il ne faut pas se priver « par une décision unilatérale des pro-

Sous-pailis à partir de... 27 F
Cravates pure soie... 29 F
Pulés et écharpes cachemire

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies

à partir de 761 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

Divergences C.G.T.-C.F.D.T. sur l'importance des débrayages prévus pour mercredi et samedi chez Michelin

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la chimie devaient se rencontrer à Paris ce mardi 3 janvier, en fin de matinée, pour mettre au point leur tactique et atténuer leurs divergences sur les modalités d'action contre la direction de Michelin. Selon les syndicats, la direction a décidé de mettre en place le nouveau système des horaires le samedi et le dimanche soir dès ce mois-ci à Roanne et au printemps prochain dans plusieurs usines de province. Des débrayages sont prévus pour mercredi 4 et samedi 7 janvier, notamment à Clermont-Ferrand et à Cholet.

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Si des divergences existaient entre la C.G.T. et la C.F.D.T. durant la grève des quinze mille ouvriers des usines clermontoises de la manufacture Michelin, elles n'apparaissent pas au grand jour. Depuis lundi, tel n'est plus le cas. Une réunion commune des deux organisations n'a pas permis aux syndicats de tomber d'accord sur la forme des actions qui doivent être menées cette semaine.

Il est vrai qu'avant même cette réunion la C.G.T. avait rendu publique une série de propositions pour forcer la main à la C.F.D.T. Si ce syndicat a décidé de s'associer aux délégations qui devaient se rendre mardi auprès de la direction Michelin et de la direction régionale du travail et de la main-d'œuvre — comme il a donné son accord pour organiser samedi 7 janvier, premier samedi travaillé de l'année aux usines, un mouvement de protestation dont les formes restent à définir — il n'a pas estimé utile de co signer la lettre par laquelle la C.G.T. a demandé audiences au préfet du Puy-de-Dôme. « C'est trop faire d'honneur », a estimé la C.F.D.T., à celui qui a refusé de recevoir une délégation au cœur du conflit. »

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur

Autres réticences également sur